

Requiem pour le monde occidental

Pascal Boniface

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

PASCAL BONIFACE

REQUIEM

POUR LE MONDE
OCCIDENTAL



RELEVER
LE DÉFI TRUMP

● Éditions
EYROLLES

Durant la guerre froide, le bloc occidental, opposé au bloc communiste dont il craignait l'expansionnisme asservissant, était une entité géopolitique cohérente qui menait un combat justifié pour préserver sa liberté.

Mais aujourd'hui, le concept de monde occidental est-il encore pertinent ? Continuons-nous, avec ou sans Trump, à être guidés par les mêmes valeurs que les États-Unis ? L'OTAN a-t-elle pour objectif de nous préserver contre la menace russe ou de l'entretenir artificiellement, afin de maintenir l'Europe dans un état de dépendance à l'égard de Washington ? Par leur comportement hégémonique, les États-Unis ne sont-ils pas autant source d'insécurité que de sécurité ?

Cet ouvrage salutaire appelle à revisiter les liens transatlantiques, historiquement dépassés, mais savamment entretenus par suivisme et par aveuglement. L'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis en est l'illustration actuelle la plus flagrante : va-t-on saisir cette occasion pour se réinventer ? Les outrances de Trump vont-elles réveiller les Européens ou ces derniers vont-ils demeurer dans un état de somnambulisme stratégique ?

Pascal BONIFACE (@PascalBoniface, www.pascalboniface.com) est directeurfondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et fondateur de l'école IRIS Sup'. Il enseigne également à l'Institut d'études européennes de Paris-VIII. Il est déjà l'auteur d'une soixantaine d'ouvrages sur les relations internationales, les questions nucléaires, la géopolitique du sport ou la politique étrangère française.

Pascal Boniface

REQUIEM POUR LE MONDE OCCIDENTAL

● Éditions
EYROLLES

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Mise en pages : IGS-CP, L'Isle d'Espagnac

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Éditions Eyrolles, 2019
ISBN : 978-2-212-56894-3

*L'auteur remercie Fanny Weisselberger, pour la mise en forme
de ce texte et sa lecture critique, Jean Musitelli, pour son éclairage
historique, et Evgueny Olar, stagiaire à l'été 2018,
pour ses recherches documentaires.*

La toile civilisationnelle

Dans l'ouvrage *Homo Deus*¹, Yuval Noah Harari imagine l'état d'esprit d'un jeune Anglais, John, partant pour la troisième croisade afin de reprendre la ville sainte conquise en 1187 par Saladin. John était convaincu qu'en trouvant la mort au cours de la croisade, il permettrait à son âme de monter immédiatement au ciel pour y goûter l'éternelle joie céleste. Il y croyait d'autant plus qu'il avait, durant sa plus tendre enfance, entendu parler de son grand-père, mort au cours de la deuxième croisade et reposant désormais au ciel avec les anges. Les ménestrels qui passaient au château célébraient par leurs chants les vaillants croisés ; à l'église, des vitraux représentaient « Godefroy de Bouillon à cheval, empalant sur la lance un musulman au regard torve » et le prêtre, l'homme le plus savant qu'il connaissait, expliquait tous les dimanches qu'il n'y avait point de salut en dehors de l'église catholique. Comment dès lors résister à l'appel de la troisième croisade ? Tout en le félicitant, son père lui rappelait que l'honneur de la famille était en jeu, et son ennemi juré, le baron de l'autre côté de la rivière, vint même lui souhaiter bonne chance. En quittant le château, les villageois et toutes les jolies filles le saluèrent et au cours de son long voyage, il fut rejoint par des chevaliers étrangers, animés de la même foi et en route vers la même destination.

« De la sorte, ville après ville, la civilisation tissa sa toile de sens, attrapant John et ses contemporains comme des mouches. Pour lui, il était inconcevable que toutes ces histoires ne fussent que des fruits de l'imagination. Peut-être que ses parents et ses oncles avaient tort. Mais, dans ce cas, les ménestrels, les amis, les filles du village, le prêtre, le baron de l'autre rive, le pape de Rome, les chevaliers provençaux et siciliens et même les musulmans... Était-il possible que tous fussent victimes d'une hallucination² ? »

Si de nos jours un Anglais parlait de fidèles ou de terre sainte, on diagnostiquerait chez lui un épisode psychotique. En revanche, s'il décidait de rejoindre Amnesty International et de se rendre en Syrie pour venir en aide et protéger les droits des réfugiés, on verrait en lui un héros. Au Moyen Âge, on l'aurait pris pour un dingue. Dans l'Angleterre du XII^e siècle, personne ne savait ce qu'étaient les droits de l'homme. Aller au Moyen-Orient risquer sa vie, non pour tuer des

musulmans, mais pour protéger un groupe de musulmans d'un autre, ç'aurait été avoir perdu la tête, poursuit Harari.

Aujourd'hui, il n'y a plus de chevaliers, mais il y a toujours une élite qui établit l'ordre des convenances. Ce sont des responsables politiques, des dirigeants d'entreprises, des journalistes ou des intellectuels, qui animent le débat public et influencent l'opinion. Ils ont généralement des parcours comparables. Il n'est donc pas étonnant qu'ils partagent les mêmes croyances, portent le même regard sur le monde. Rome est aujourd'hui à Washington, centre du monde occidental. C'est de là que viennent les impulsions et les croyances librement reprises par les autres pays occidentaux. Lorsque l'Union soviétique dirigeait le camp socialiste, les élites et les citoyens de Pologne ou de Tchécoslovaquie n'avaient guère le choix. Qu'ils y croient ou non, ils devaient adhérer aux dogmes en provenance de Moscou : ceux qui exprimaient ouvertement leurs réticences n'avaient aucune chance de continuer à appartenir aux élites, mais étaient, au contraire, promis à de sévères désagréments, pouvant aller jusqu'à la mort. Ce n'est pas le cas dans le monde occidental, où la critique de Washington ou de son propre gouvernement reste permise. Néanmoins, il y a un corpus général qui réunit la grande majorité : la conviction d'appartenir à un même monde, ayant des valeurs légitimes et supérieures à celles des autres. Certains pensent de leur devoir de les faire partager, y compris par la force, pour leur plus grand bénéfice. C'est ce qui a notamment justifié les interventions catastrophiques en Irak et en Libye. D'autres pensent qu'il suffit de les protéger, que les récentes tentatives d'exportation par la force n'ont pas été un franc succès, mais qu'elles sont néanmoins mises en danger par tous ceux qui ne partagent pas nos valeurs.

Toujours est-il qu'à l'instar de la civilisation médiévale, la civilisation occidentale, notamment les États-Unis, a également tissé sa toile et, tel John partant en croisade, elle y a attrapé la plupart des brillants cerveaux comme des mouches, prêts à de nouvelles croisades intellectuelles, mais aussi éventuellement militaires³. C'est ce conditionnement qui explique que nous, Européens, raisonnons encore largement comme au temps de la guerre froide – période pourtant révolue depuis près de trente ans –, que nous pensons que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) est indispensable à notre sécurité, que l'alliance avec les États-Unis nous est bénéfique et qu'il n'y existe aucune alternative. Bref, notre conditionnement intellectuel et idéologique explique notre désir de voir naturellement se prolonger l'ordre actuel des choses. Ce qui est parfaitement discutable et qui va être librement débattu dans les pages suivantes.

1.Yuval Noah Harari, *Homo Deus : une brève histoire du futur*, Paris, Albin Michel, 2017, p. 166.

2.*Ibid.*

3.Contrairement à l'époque des chevaliers ou, plus récemment, des brigades internationales, les intellectuels qui prônent des solutions militaires n'entendent généralement pas y participer personnellement.

Dépendance et soumission de l'Europe

L'Europe, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, n'avait pas d'autre choix que de confier sa sécurité aux États-Unis. Une dépendance s'est ainsi instaurée. Les Occidentaux revendiquent par ailleurs certaines valeurs communes, qu'ils appliquent de façon sélective.

Trump : *make America or Europa great again*¹ ?

Lorsque Donald Trump fut candidat à l'investiture du Parti républicain, les experts se montrèrent quasiment unanimes. Le personnage, un milliardaire, magnat de l'immobilier et animateur de shows télévisés, avait certes du bagout, mais ne devait guère passer le stade des élections primaires. Jeb Bush, plus chaleureux que son père et plus intelligent que son frère – tous deux anciens présidents –, était considéré comme le favori du Parti républicain. On présentait, paradoxe pour cette République démocratique, une configuration déjà vue d'un duel entre (Jeb) Bush et (Hillary) Clinton, sénatrice et épouse de Bill Clinton, hôte de la Maison-Blanche entre les mandats des deux Bush.

À la surprise générale, Donald Trump emporta l'investiture républicaine. Les leaders du Parti démocrate se frottaient déjà les mains. Un personnage aussi fantasque, grossier et ignorant des dossiers ne pouvait qu'être balayé par Hillary Clinton. La plupart des analystes et spécialistes des États-Unis tiraient une conclusion similaire. Faisant exception, le cinéaste Michael Moore expliquait dès l'été 2016 pourquoi Donald Trump allait, selon lui, l'emporter². Mais c'était un personnage jugé lui-même excessif et les amis des États-Unis, en Europe et en France, ne lui avaient pas encore pardonné ses critiques acerbes de George W. Bush qui auraient, selon eux, alimenté l'anti-américanisme. Pourtant, le pronostic de Michael Moore s'est révélé plus exact que celui de bien des experts. Ces derniers ont sans doute confondu leurs désirs (voir à la Maison-Blanche une partisane de solides liens transatlantiques) et la réalité. Cet épisode n'est pas sans rappeler un autre, plus ancien, de l'histoire politique américaine. À l'élection de Richard Nixon – lui-même peu apprécié des élites intellectuelles américaines – une journaliste du *New York Times* avait déclaré : « Je ne comprends pas pourquoi Nixon a été élu, je ne connais personne qui a voté pour lui ! » Peut-être que son cercle de connaissances n'était pas assez élargi... Enrico Letta, doyen de la très select École des affaires internationales de Sciences Po, raconte une histoire comparable. Ayant organisé une élection fictive avec pour votants ses étudiants américains, il fut frappé par le résultat. Donald

Trump ne recueillit qu'une seule voix, les autres se partageant entre Bernie Sanders et Hillary Clinton (le vote avait lieu avant le résultat des primaires³).

Au cours de la campagne, Donald Trump avait effrayé le monde entier, notamment par ses propos racistes et sexistes révoltant les défenseurs des droits humains. Les atlantistes⁴ étaient, quant à eux, plus effrayés par ses déclarations sur l'obsolescence de l'OTAN, son admiration ouverte pour le président russe, Vladimir Poutine, ou son désir affirmé de ne plus assurer la défense des alliés européens, japonais et sud-coréen. Alors que les milieux de l'OTAN ne cessaient d'alerter sur la montée de la menace russe, à l'œuvre avec l'annexion de la Crimée, sur ses interférences en Ukraine ou bien son indéfectible soutien à Bachar al-Assad, voir arriver à la Maison-Blanche un président qui voulait se lier d'amitié avec Vladimir Poutine et prendre ses distances avec l'OTAN les angoissait profondément. Les Européens allaient être livrés à eux-mêmes, abandonnés, laissés sans défense. Les milieux atlantistes étaient aussi décontenancés que les staliniens lorsque Mikhaïl Gorbatchev arriva au pouvoir et initia la *perestroïka*. Tout ce en quoi ils avaient cru pendant des décennies (« Washington nous guide et nous protège », pour les atlantistes, « Moscou exerce sur nos pays une autorité absolue au nom d'une idéologie commune », pour les staliniens) s'écroulait. Mais il était logique que des dirigeants de régime exerçant le pouvoir par la répression policière et n'ayant pas, quarante ans après leur libération du nazisme par l'Armée rouge, su se créer une légitimité nationale et faisant subir à leur population répression politique et restrictions économiques, prennent peur de voir disparaître la poigne de fer de Moscou. C'est elle seule qui leur permettait d'exercer le pouvoir.

Mais pourquoi des dirigeants de pays démocratiques, de brillants intellectuels, avaient-ils peur d'être abandonnés par les États-Unis ? Pourquoi cette angoisse d'être livrés à eux-mêmes vingt-cinq ans après la fin de la guerre froide ? Pourquoi ce sentiment de ne pas pouvoir se débrouiller seuls, d'être dépecés, de ne pouvoir voler de leurs propres ailes ? Une seule explication possible : la dépendance sécuritaire vis-à-vis des États-Unis. Toute dépendance, qu'elle soit à la nicotine, au crack ou au chocolat, provoque une accoutumance dont il est difficile de sortir. Il faut souvent se faire aider pour y parvenir. Les Européens sont shootés à la dépendance stratégique américaine. Il leur faut une dose régulière, sinon ils se trouvent en situation de manque. L'oncle Sam bénéficie d'un monopole sur le marché d'une drogue particulièrement affectionnée par les Européens : la sécurité. Nous sommes ses junkies stratégiques. Cette dépendance trouve ses origines historiques au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Seuls les États-

Unis pouvaient défendre les Européens contre l'ogre soviétique. Comme souvent, les premières doses ont été gratuites. Puis, un prix a été fixé et augmenté régulièrement, au fur et à mesure que l'accoutumance se renforçait. Nous n'avions plus le choix ou du moins nous pensions ne plus l'avoir. Il existait en réalité des traitements alternatifs, mais les États-Unis, régulièrement et avec autant d'obstination que de savoir-faire, réussissaient à les décrédibiliser. Aussi, il apparaissait moins risqué de ne rien changer, car la dépendance peut également provoquer, si on arrive à être régulièrement approvisionné, un sentiment rassurant de confort. L'Europe, détruite, avait besoin de la protection américaine contre la menace soviétique. Reconstituée, elle continue à se maintenir dans une dépendance volontaire. La menace disparue, elle maintient, et même renforce, cette dépendance. Désormais, le dealer nous frappe et nous insulte ; pourtant, nous continuons à l'implorer.

Si les Européens ont cru pouvoir être rassurés par la présence, auprès de Donald Trump arrivé au pouvoir, de généraux au fait des questions stratégiques et donc favorables à l'Alliance, et si ce dernier a pu – au-delà de provocations grossières – envoyer quelques signaux positifs aux Européens, son ton s'est durci en 2018 pour passer aux insultes et aux menaces à la fin du printemps. Donald Trump ne considère pas les Européens comme des alliés. Hubert Védrine a très bien résumé la situation :

« Les Européens sont un peu dans la situation de catholiques qui verraient revenir un pape Borgia qui twitterait que l'Évangile ne compte plus. Que faire ? Obéir au pape parce que c'est le Saint-Père ? Attendre la suite en faisant la politique de l'autruche ? Ou juger que c'est intolérable et décrocher ? Et cela prépare Luther et le protestantisme⁵. »

Dès lors, comment réagir ? Faut-il courber l'échine en espérant que le fouet frappe à côté ou que le coup ne soit pas trop douloureux ? Faut-il faire profil bas en espérant que ce n'est qu'un mauvais moment à passer et que la raison – et un nouveau président – l'emporte ? Mais il faudrait attendre 2020. L'espoir d'un *impeachment* express nourri par certains a vite été dissipé ; quand bien même celui-ci surviendrait, Mike Pence, plus radical que Donald Trump sur de nombreux points, lui succéderait, ce qui n'arrangerait en rien les affaires des Européens. Il va peut-être même falloir patienter jusqu'en 2024, car Donald Trump pourrait très bien être réélu. Ne faut-il pas plutôt prendre le taureau par les cornes et réagir plus vivement en se disant que le comportement de ce dernier est excessif et que son successeur a, de toute façon, peu de chance d'être un multilatéraliste convaincu ?

Donald Trump est une menace, faisons-en un défi à relever. Profitons de son excessivité et du sentiment de répulsion qu'il suscite pour sortir d'une dépendance qui n'a plus lieu d'être et qui est dangereuse pour notre santé stratégique. Son message est limpide. Pour lui, il n'y a pas d'alliés, mais des vassaux qui doivent obéissance. Il méprise les autres nations. Aux Européens de ne pas mériter ce mépris. Il n'y a même plus l'ambiguïté d'une domination sympathique et chaleureuse, comme au temps de Bill Clinton ou de Barack Obama. La manière dont Donald Trump a non seulement dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien, contre l'avis de ses alliés, mais, plus encore, menacé de sanctions ceux qui ne suivraient pas la ligne fixée unilatéralement, devrait éveiller les consciences. Nous sommes entrés dans une époque radicalement nouvelle qui ne laisse que peu de choix :

- accepter de nous faire brutaliser et faire triompher Donald Trump. *Make America great again*⁶ deviendra alors une réalité. Le président des États-Unis aura réussi à ôter toute indépendance aux Européens (et aux alliés asiatiques) et à établir avec eux un rapport de subordination qui ne serait pas sans rappeler celui des pays membres du pacte de Varsovie envers l'URSS. Si notre dépendance est si ancrée que nous n'osons en sortir, même en étant rançonnés et violentés, il pourra se féliciter des succès de sa politique de brutalité ;
- profiter de cet instant pour enfin faire de l'Europe un véritable pôle de puissance autonome, briser un lien de dépendance que nous jugerions inutile, douloureux, coûteux, voire dangereux. Dès lors, l'Europe pourrait devenir un acteur global, prônant la multipolarité. Et si Donald Trump réussissait, paradoxalement, à redonner sa grandeur à l'Europe ?

1.Trump : rendre sa grandeur à l'Amérique ou à l'Europe ?

2.https://www.huffingtonpost.fr/michael-moore/trump-president-etats-unis_b_11192430.html

3.Enrico Letta, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Paris, Fayard, 2017, p. 136.

4.Ceux qui pensaient, du temps de la guerre froide, la menace soviétique si forte qu'elle justifiait un alignement constant sur la position des États-Unis, seule puissance en mesure de protéger les pays d'Europe occidentale. Selon eux, les tentatives d'indépendance de De Gaulle ou de Mitterrand étaient dangereuses, car elles mettaient à mal la solidarité occidentale.

5.Hubert Védrine, « Face à Trump, notre défi est existentiel », *Journal du dimanche*, 15 juillet 2018.

6.« Rendre sa grandeur à l'Amérique. »

La dépendance heureuse

Seul pays majeur ayant participé à la Seconde Guerre mondiale et à n'avoir subi aucun bombardement sur son territoire, les États-Unis en sortent plus puissants que jamais et qu'ils ne le sont aujourd'hui. Européens et Soviétiques ont payé un lourd tribut humain et matériel tandis que les États-Unis ont vu leurs capacités productives stimulées par la guerre. En 1945, ils ont le monopole de l'arme nucléaire et le dollar est devenu la monnaie internationale. Leur PIB a doublé pendant la guerre (pour représenter 40 % de celui de la planète), quand celui des Européens s'est effondré. Ils détenaient les 2/3 des réserves mondiales d'or et de la flotte marchande mondiale, du pétrole, et la moitié du charbon de la planète. Quant à leur avancée technologique, elle ne souffrait d'aucune comparaison.

C'est pourtant entre 1945 et 1949 qu'ils vont se montrer les plus multilatéralistes. Ils participent à la création de l'Organisation des Nations unies (ONU) et d'autres organismes subsidiaires, tels que l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)... Ils lancent le plan Marshall et l'OTAN. Le premier, savant mélange de générosité et de stratégie, fut particulièrement décisif. Il marqua une très nette différence entre les pays qui en ont bénéficié et ceux qui ont dû le refuser sur demande de Moscou et du fait de la présence sur leur territoire de l'armée soviétique. Ces premiers accédèrent à la société de consommation et virent leur économie décoller, quand les autres stagnèrent et contraignirent leurs citoyens à des pénuries. Le plan a représenté 1,2 % du PIB américain sur quatre ans, mais il a permis de relancer les économies européennes exsangues. Il a tant fonctionné qu'on réclame désormais à cor et à cri des plans Marshall dès qu'on envisage de relancer un secteur ou une région, aussi bien dans nos banlieues qu'en Afrique. Les États-Unis n'avaient aucun intérêt à ce que la sous-alimentation, le sous-équipement et la misère continuent à régner en Europe et alimentent la contestation sociale, notamment dans deux pays importants, la France et l'Italie, où les partis communistes étaient puissants. Redémarrer l'économie européenne permettait à la fois de limiter la contestation politique et de créer des marchés pour les

produits américains. L'impérieuse nécessité de bâtir à la fois des coalitions et un rempart contre la menace soviétique a conduit les États-Unis à adopter une politique multilatéraliste, qui n'était certes pas désintéressée, mais qui a largement bénéficié aux Européens de l'Ouest.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette Europe n'avait pas le choix. Les vainqueurs comme les vaincus se trouvaient unis dans la désolation et la destruction. Les infrastructures avaient toutes été bombardées et la question même du ravitaillement alimentaire se posait. Joseph Staline l'avait annoncé à Milovan Djilas, conseiller de Tito : « Cette guerre n'est pas une guerre comme les autres. Chacun avance son armée le plus loin possible et chacun impose son régime là où son armée est présente. » Et Staline mit consciencieusement son plan à exécution. L'Armée rouge, après avoir libéré les peuples d'Europe centrale et orientale du nazisme, devint une force d'occupation et imposa des régimes qualifiés par Staline de « démocraties populaires », qui n'étaient en fait aucunement démocratiques et largement impopulaires. Au nom de la lutte contre le fascisme et le nazisme, la droite, le centre puis les sociaux-démocrates furent éliminés les uns après les autres, selon la technique du salami décrite par le leader hongrois Rákosi : on coupait tranche après tranche, pour avaler plus facilement.

Les États-Unis avaient compris que l'isolationnisme ne les isolait pas du reste du monde : il n'avait pas empêché le Japon de les attaquer à Pearl Harbor. Il ne fallait donc pas répéter les erreurs de l'après-Première Guerre mondiale : se retirer du monde pour s'en protéger. Il devenait urgent de mettre fin à la politique qu'ils avaient définie dès l'origine, consistant à rester en dehors des querelles européennes, d'autant plus qu'en face se dressait un pays qui s'était constitué un glacis conséquent en Europe et qui occupait déjà une surface importante en Asie. Une avancée supplémentaire aurait donné à l'Union soviétique le contrôle du continent eurasiatique. C'était un défi géopolitique majeur pour les États-Unis. Le fait que ce pays soit doté d'un régime aux antipodes du régime américain fut un facteur aggravant, mais non déclencheur. Quelle qu'eût été la nature du régime de Moscou, les États-Unis ne pouvaient pas supporter qu'un pays contrôlât l'Eurasie. Mais le caractère répulsif pour les Américains du régime communiste rendait plus facile l'établissement d'alliance en temps de paix. La défense des libertés est plus facile à promouvoir auprès des opinions publiques que d'abstraites intérêts géopolitiques qui apparaissent moralement moins nobles.

À cette époque, les Européens de l'Ouest n'avaient pas beaucoup de choix : il fallait opter soit pour le parapluie américain soit pour la

mainmise soviétique. Les États-Unis représentaient une société démocratique, ouverte, moderne, suscitant l'envie. Les Américains étaient en avance sur les plans économique, technologique et sociétal et, déjà, culturel de masse (musique, cinéma). En face, l'URSS offrait un modèle ultra-répressif caractérisé davantage par la pénurie que par l'abondance annoncée par le communisme. Les pays qu'elle contrôlait voyaient leur souveraineté bafouée et la liberté de leur peuple muselée. Autant les États-Unis étaient attractifs, autant l'URSS était répulsive. Les États-Unis ne garantirent pas la sécurité européenne uniquement pour les beaux yeux des Européens, comme le pensent certains, notamment Donald Trump. Leur propre sécurité en dépendait. L'Europe bénéficie de l'aide américaine parce qu'il y a un enjeu dans la compétition avec Moscou. Sans cet appétit de l'Union soviétique pour l'Europe occidentale, les Américains l'auraient laissée à son triste sort. Ce fut donc un beau tour de passe-passe. Les Américains agissaient dans leur propre intérêt stratégique, mais les conséquences de leurs actions étaient positives et, disons-le tout net, vitales pour les Européens. La dimension morale que les Américains aiment conférer à leur diplomatie leur évitait d'assumer leurs motivations premières – intérêt national, ambitions géostratégiques – pour souligner le devoir de protection des Européens. Mais, pour mieux rompre l'isolationnisme, vaincre les barrières mentales de l'opinion américaine, séduire encore plus les esprits européens, l'argument moral (défense des libertés) l'emporta sur l'argument stratégique (ne pas permettre à un pays de contrôler l'Eurasie) en matière de communication. À partir de là, il y eut toujours des Américains, Donald Trump en est un bon exemple, pour penser qu'ils agissaient par pure générosité et qu'ils avaient affaire à des ingrats.

Occulter des intérêts stratégiques par des arguments moraux fait d'ailleurs partie d'une longue tradition américaine. Thomas Jefferson parlait déjà de « l'Empire de la liberté ». Thomas Paine déclarait au moment de l'indépendance : « Il est en notre pouvoir de reconstruire le monde. » À la suite de l'annexion du Texas en 1848, John Lee O'Sullivan élaborait le concept de « destinée manifeste » : « Les États-Unis feront battre en retraite tous ceux qui tenteront de s'opposer à leur politique ou de faire obstacle à leur puissance, de limiter leur grandeur et d'empêcher la réalisation de leur destinée manifeste, qui est de se répandre à travers le continent pour assurer le libre épanouissement de millions de personnes. » Le 28 août 2000, George W. Bush déclarait : « Notre nation a été choisie par Dieu et désignée par l'histoire pour être un modèle pour le monde. »

Non seulement les Américains nous avaient libérés du nazisme – et les troupes américaines avaient été accueillies dans la liesse la plus

exubérante – mais ils nous protégeaient contre la menace de l'URSS. Les pauvres nations qui avaient le malheur de se trouver à l'est du rideau de fer n'avaient fait que changer de maître, et n'avaient été libérées d'Hitler que pour tomber sous la férule de Staline. Pas d'extermination ethnique ou génocide, mais purges, répressions, goulags. De surcroît, les Américains avaient permis le redémarrage des économies européennes. La différence entre ceux qui se trouvaient à l'est et ceux qui se trouvaient à l'ouest du rideau de fer ne se mesurait pas qu'en matière de liberté ; elle était également particulièrement visible en matière économique. Les Européens de l'Ouest accédaient à la consommation de masse, tandis que ceux de l'Est faisaient toujours la queue devant des magasins aux rayons quasiment vides. La propagande soviétique opposait les libertés réelles garanties par le communisme (logement, travail, nourriture, éducation, etc.) aux libertés formelles (libertés d'expression, d'aller et venir, etc.) dont se targuait l'Occident. Mais les libertés réelles s'avéraient aussi mieux mises en œuvre à l'Ouest qu'à l'Est. Preuve en est le comportement des Allemands avant la construction du mur de Berlin. Il n'y eut pas un afflux d'Allemands de l'Ouest pressés de rejoindre le paradis socialiste. En revanche, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est (et généralement ceux qui bénéficiaient d'une bonne formation) accouraient rejoindre « l'enfer capitaliste ».

Les États-Unis imposaient leur leadership, mais celui-ci était naturel. Ils étaient les plus puissants, ils étaient protecteurs, ils stimulaient la croissance économique et n'étaient pas extrêmement politiquement exigeants. Ils étaient attentifs à ce que les communistes n'aient pas trop d'influence. Mais c'était pour rendre service. Sans réelle ingérence dans les politiques extérieures et en assurant une protection hyperefficace, l'assurance américaine offrait un rapport qualité/prix imbattable.

Mais, à partir des années 1950, les Français commencèrent à penser que les Américains n'étaient pas suffisamment solidaires par rapport à ce qui leur paraissait un défi essentiel à leur sécurité : la préservation d'un empire colonial. En effet, avant de s'y embourber eux-mêmes, les Américains ne voulurent pas les aider à conserver l'Indochine. Les Français avaient même été jusqu'à suggérer d'utiliser l'arme nucléaire pour « mater » les Vietnamiens. Fort heureusement pour tout le monde, Washington refusa. Le combat de la France d'alors était une cause perdue. Il y eut un autre épisode historique où la France se fourvoya, mais cette erreur stratégique provoqua une réaction positive. En 1956, l'expédition catastrophique de Suez constitua un tournant pour la France. Afin de réagir à la nationalisation du canal par Gamal Abdel Nasser, la France et la Grande-Bretagne décidèrent

d'intervenir militairement, avec l'appui d'Israël. L'objectif de Paris et de Tel-Aviv était de casser les reins du nationalisme arabe, alors que la guerre d'Algérie, pas encore qualifiée comme telle, commençait à s'étendre. Nasser était l'ennemi direct d'Israël. La victoire militaire fut rapidement atteinte, mais les ennuis débutèrent quasi immédiatement. L'Union soviétique, à mots à peine couverts, menaçait de représailles atomiques la France et la Grande-Bretagne, si ces dernières ne se retiraient pas d'Égypte. Paris et Londres auraient pu obtenir une contre-assurance de leurs alliés américains, mais il n'en fut rien, car ces derniers étaient furieux de ne pas avoir été avertis de cette expédition. Ils détournèrent alors leur regard de l'intervention soviétique à Budapest. Washington ne bougea pas et, piteusement, la France et la Grande-Bretagne durent retirer leurs troupes.

De cet épisode, Londres comme Paris tirèrent des conclusions radicalement différentes. Sous la IV^e République ultra-atlantiste, les Français commencèrent déjà à comprendre qu'ils ne pouvaient pas compter sur Washington en cas de coup dur et qu'il fallait avant tout compter sur eux-mêmes dès que leur sécurité se trouvait en danger. Au contraire, le Royaume-Uni estimait qu'il n'avait plus les moyens d'entamer une opération stratégique majeure sans le feu vert et l'appui des États-Unis.

Une dépendance remise en cause

La IV^e République, notamment en raison de son instabilité ministérielle et de sa gestion des guerres coloniales, est demeurée dans les mémoires comme l'exemple même d'un régime catastrophique. Et les institutions de la V^e République ont été érigées en contre-modèle. Mais, avec la reconstruction économique du pays et la Communauté économique européenne (CEE), elle permit de grandes avancées pour l'avenir de la France. Même si la première explosion nucléaire n'eut lieu qu'en 1960, après l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, la mise au point d'un arsenal nucléaire prit naissance sous la IV^e République. À chaque fois qu'il a fallu prendre une décision, les dirigeants de la IV^e République ont choisi de ne pas fermer la porte à la voie qui menait vers l'arme nucléaire. Tirant les leçons de Suez, les dirigeants français ont compris que l'arme nucléaire permettait d'être indépendant et de ne plus jamais compter sur un éventuel partenaire qui se dérobe.

Pourquoi la France, à partir des années 1960, a-t-elle inlassablement plaidé pour une plus grande indépendance européenne ? Parce que, possédant une force de dissuasion nucléaire, elle n'a plus eu peur de l'URSS, et n'a donc plus eu un besoin vital de la protection américaine. Certes, les Britanniques sont aussi possesseurs de l'arme suprême, mais eux ont avantage à coller aux thèses américaines. En effet, ils estiment avoir un pouvoir d'influence sur eux et récupèrent ainsi une partie de leur puissance d'antan. Mais les autres ? L'Allemagne est de plus en plus économiquement performante, mais qui d'autres que Washington – d'autant plus après la construction du mur en 1961 – peut par exemple garantir la liberté de l'enclave berlinoise en Allemagne de l'Ouest et dissuader l'URSS de franchir le rideau de fer ?

Le calcul de De Gaulle était simple. L'Europe n'était plus la terre de désolation qu'elle avait été en 1945. Elle s'était reconstruite. Ses entreprises commençaient même à concurrencer les multinationales américaines. L'endiguement mis en place par les États-Unis avait payé, l'Union soviétique n'était plus aussi menaçante qu'auparavant et s'engageait dans la voie de la coexistence pacifique. Mais les États-Unis se comportaient de façon de plus en plus intrusive dans la vie politique des pays européens, et regimbaient lorsque ces derniers, sortis du marasme économique, commençaient à vouloir leur

autonomie politique. Sur de nombreux dossiers, leurs intérêts pouvaient diverger. Il fallait donc que l'Europe puisse s'exprimer de façon autonome. Konrad Adenauer, chancelier allemand, partageait partiellement les objectifs de De Gaulle, ce qui n'était pas le cas de sa majorité politique ou même de la majorité des Allemands. Les souvenirs de l'Empire napoléonien et l'exaltation par de Gaulle de la grandeur de la France, leur faisaient craindre qu'à une domination américaine succède une domination française et non pas une coopération entre pays européens égaux. Problème supplémentaire : la France n'avait pas tout à fait les mêmes capacités que les États-Unis. Comme le déclara le chancelier Ludwig Erhard¹, qui succéda à Konrad Adenauer : « Je préfère un gros boom américain qu'un petit boom français. » Et puis cette dépendance à l'égard de Washington arrangeait finalement en premier lieu les Britanniques. Depuis Suez, ces derniers avaient intégré le fait d'avoir plus de latitude en matière stratégique sans les Américains. Mais ils se consolaient d'avoir vu le flambeau du leadership mondial passer de leurs mains à celles de leurs anciennes colonies outre-Atlantique. L'histoire, tout comme une langue commune à une époque où elle n'était pas encore mondialement répandue, a créé des liens spéciaux entre les deux pays. Winston Churchill bénéficiait de l'oreille de Franklin D. Roosevelt (puis de Dwight Eisenhower), Clement Attlee de celle d'Harry Truman, et par la suite Margaret Thatcher exerça une profonde influence sur Ronald Reagan.

Pour l'Allemagne, l'intégration de son armée dans l'OTAN et le contrôle par les États-Unis de son appareil de sécurité constituait une « assurance » contre un retour à une politique de puissance qui lui avait coûté si cher dans la première moitié du xx^e siècle. L'Italie considérait la France comme un pays l'ayant regardée de haut. Les Américains pouvaient justifier une réelle différence de statut entre eux et leurs alliés. Pour la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, la protection américaine permettait d'éviter le retour d'éventuels appétits impériaux allemand et français. Et puis, un protecteur lointain paraît toujours moins encombrant qu'un protecteur voisin.

On décida donc de ne rien changer. Les Européens s'étaient habitués à cette douce dépendance à l'égard des États-Unis. Si l'on mettait dans la balance inconvénients et avantages, ces derniers continuaient à l'emporter. Et puis le doute et l'incertitude en matière de sécurité demeuraient. Pourquoi changer une formule qui fonctionne ? N'y avait-il pas un risque, notamment financier, à vouloir reconstruire un système autonome ? Les Européens étaient-ils prêts à dépenser plus pour assurer leur sécurité ? Comment justifier une augmentation des dépenses en matière de défense, au moment où coexistence pacifique

et détente étaient les maîtres mots de l'agenda international ? Curieusement, un homme politique américain allait faire peu ou prou le même raisonnement que de Gaulle. Mike Mansfield, sénateur du Montana, déposa en 1966 une résolution visant à réduire de manière substantielle les forces américaines stationnées de façon permanente en Europe. Dans l'exposé des motifs, il était indiqué que si la sécurité des États-Unis demeurait liée à celle des autres signataires du Pacte atlantique, la situation des années 1960 n'avait plus rien à voir avec celle qui prévalait lors de la création de l'OTAN. Les pays européens avaient recouvré une santé économique et militaire leur permettant de résister à une agression soviétique, par ailleurs moins probable étant donné le développement des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. Mansfield rejoignait, par un autre chemin, le raisonnement de De Gaulle. Le sénateur reprochait aux Européens de ne pas remplir leurs obligations en matière de dépenses militaires, alors que la présence de soldats américains sur le continent européen contribuait, selon lui, au déficit commercial des États-Unis. Bref, le thème du partage de fardeau injuste et au détriment des États-Unis prenait forme. Le sénateur Mansfield déposait chaque année cet amendement régulièrement rejeté. En 1971, il estimait à 10 milliards de dollars le déficit commercial dû à la présence de troupes américaines en Europe. Mais, si les États-Unis évoquaient le *burden sharing* (partage du fardeau), le *power sharing* (partage de la puissance) n'était, lui, jamais envisagé. Il était clair que ces derniers souhaitaient diriger seuls le camp occidental. Le général de Gaulle, qui avait avancé l'idée d'un partage des responsabilités au sein de l'OTAN au début de l'année 1959, avait été sèchement renvoyé dans ses buts.

En France, de Gaulle dut bousculer bien des habitudes et des certitudes pour établir une politique indépendante². Les États-Unis disposaient d'importants relais dans la société française pour présenter une telle politique comme aventureuse, contraire à la solidarité occidentale et teintée d'ingratitude envers ceux qui avaient libéré le pays du nazisme.

Pour des raisons stratégiques, la participation de l'Union soviétique à la victoire contre le nazisme a toujours été minorée, quand celle des États-Unis a, au contraire, été glorifiée. Certes, les Soviétiques n'ont pas physiquement libéré la France. Les Américains étaient donc plus visibles. Mais il y avait quand même une forte frilosité à reconnaître du mérite à l'Armée rouge. Pourtant, les pertes américaines furent de 300 000 hommes quand celles des Soviétiques atteignirent 25 millions. Régis Debray souligne que les Français, interrogés en 1945 sur la nation ayant le plus contribué à la défaite de l'Allemagne, répondaient alors l'URSS à 55 % et les États-Unis à 15 %. En 2004, le

même sondage donnait un résultat exactement inverse : « C'est la grâce efficace du soldat Ryan : substituer au réel la perception du réel³. »

En 1966, Michel Sardou obtenait un large succès avec sa chanson *Les Ricains*. Il s'agissait de rappeler au peuple français que les Américains étaient venus nous libérer et qu'il fallait ainsi se montrer reconnaissants. Cette chanson était, à juste titre, perçue comme une critique de la politique étrangère du général de Gaulle, jugée antiaméricaine. Mais le chanteur s'adressait également aux très nombreux Français qui manifestaient contre la guerre du Vietnam et critiquaient les bombardements américains, bien que le lien entre la reconnaissance de la contribution américaine dans la défaite du nazisme et l'acceptation des bombardements au napalm de populations civiles ne soit pas très clair. S'il ne fallait pas critiquer un pays et sa politique au nom de la défaite d'Hitler, alors il aurait fallu taire toute critique de l'Union soviétique... Certes, l'URSS avait au départ pactisé avec le dictateur allemand (accord Molotov-Ribbentrop), mais les Américains ont attendu d'être attaqués par les Japonais pour se lancer dans la Seconde Guerre mondiale. Cette chanson ne constitue ainsi pas qu'une simple anecdote. Elle prouve la puissance de la diplomatie d'influence, du *soft power* américain. Aurait-on dit à l'époque à Michel Sardou qu'il faisait de la géopolitique, il serait tombé de sa chaise ! Il n'émettait qu'un regret sincère face à ce qu'il considérait comme une ingratitude européenne. Il pensait sans doute remettre les choses en perspective, alors qu'en réalité il les renversait. Un des chanteurs les plus populaires, ayant accès au grand public et à la jeunesse, critiquait aussi ouvertement qu'indirectement les choix stratégiques du général de Gaulle. Il prenait en réalité parti pour les États-Unis et contre le choix du président français. Tout le monde pensait que cette chanson était de simple bon sens, un rappel d'évidences oubliées. De Gaulle voulait remettre en cause la dépendance française à l'égard des États-Unis et suscitait « naturellement » ce genre de réactions hostiles.

Alors qu'il était dans l'opposition, François Mitterrand avait vivement critiqué la politique étrangère du général de Gaulle, qu'il s'agisse du retrait de l'OTAN en 1966 ou de la constitution d'une force nucléaire. Il changea d'avis dans les années 1970. Sous son influence, le parti socialiste se rallia à la dissuasion en 1978. Parvenu au pouvoir, il reprit, réincarna et développa une politique d'indépendance sans remettre en cause l'adage « allié, mais non aligné », pour reprendre la formule d'Hubert Védrine⁴. François Mitterrand soutint farouchement les États-Unis dans l'affaire des euromissiles, estimant que l'URSS tentait de modifier de façon inacceptable les équilibres européens

(« les missiles sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest »), mais s'opposa frontalement à Ronald Reagan sur la guerre des étoiles, les rapports Nord/Sud, et les tentatives de transformer le G7 en directoire mondial. Il tentait de revitaliser l'Union européenne occidentale (seule institution purement européenne compétente en matière de défense), développa le concept d'Europe puissance en espérant être suivi par ses collègues, mais il ne réussit pas plus que de Gaulle. Les Européens continuaient à choisir la garantie américaine, qui avait le mérite d'être connue et qui était réputée sûre, plutôt que de se lancer dans la glorieuse incertitude de l'autonomie. Cette dépendance avait un prix. Et pourtant, il paraissait supportable...

1. Alors qu'il comparait les capacités dissuasives de Paris et de Washington.

2. Cf. l'excellent livre d'Éric Branca, *L'Ami américain*, Paris, Perrin, 2017.

3. Régis Debray, *Civilisation*, Paris, Gallimard, 2017, p. 121.

4. <https://soundcloud.com/user-471443200/comprendre-le-monde-6-invite-hubert-vedrine-partie-1-le-monde-selon-vedrine>

Dépendance inutile, dépendance renforcée

Pour beaucoup, la chute du mur de Berlin, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, marqua la fin de la guerre froide. Illusion d'optique. On confond la photo marquant l'événement du jour et le processus structurel nécessairement plus long. Si le mur est bien tombé cette nuit-là, c'est parce que le monde bipolaire s'était déjà largement effrité. Sinon, les soldats est-allemands auraient tiré et personne ne s'en serait approché. Le mur n'a pu tomber que parce que Mikhaïl Gorbatchev avait refusé à Erich Honecker de faire taire par la force les protestations de sa population à Berlin, ce que les Chinois avaient fait sur la place Tian'anmen en mai 1989. La guerre froide est morte comme elle est née : en plusieurs étapes et non en une nuit. Retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, accord sur les forces nucléaires intermédiaires en décembre 1987, renonciation à la doctrine Brejnev d'une « souveraineté limitée » des pays de l'Est à l'égard de Moscou, traité sur le désarmement conventionnel, discours de Gorbatchev sur la « maison commune », etc. Les étapes importantes ne manquent pas. Mais il y en a peut-être une qui se distingue par son importance et dont on parle moins, parce qu'elle n'est pas directement liée au continent européen.

Le 2 août 1990, l'Irak envahissait le Koweït. À l'époque, Saddam Hussein semblait ne pas avoir compris que la *perestroïka* avait radicalement changé le monde. L'époque où l'Union soviétique protégeait ses alliés de façon systématique était en effet révolue. Mikhaïl Gorbatchev voulait passer de la détente à l'entente et créer un nouvel ordre mondial régi par le droit. Dès lors, il ne pouvait pas accepter l'annexion d'un pays par un autre, fût-il son allié. Dans un communiqué, l'URSS condamna immédiatement l'Irak et, en novembre 1990, elle vota au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) en faveur de la résolution 678 qui prévoyait l'usage de la force contre l'Irak, au cas où ce dernier ne se serait pas retiré du Koweït au plus tard le 15 janvier 1991. Pour la première fois, le CSNU fonctionnait comme les rédacteurs de la Charte l'avaient prévu : ensemble, pour garantir la sécurité collective. Ce vote fut décisif : le droit de veto, jusqu'ici systématiquement utilisé pour empêcher de sanctionner

l'allié d'une superpuissance, n'était pas brandi. Il permit que la guerre du Golfe de 1990 ne soit pas une guerre de l'Occident contre un pays arabe, mais la sanction donnée par la communauté internationale à un pays qui avait gravement violé le droit. Mikhaïl Gorbatchev y voyait les prémices d'un monde régi par le droit international, dans lequel les institutions multilatérales auraient joué un rôle majeur et où les Nations unies seraient enfin réellement investies de la sécurité internationale, laquelle ne serait plus soumise au jeu des alliances.

La guerre froide était enterrée en Europe et la rivalité Est-Ouest, qui avait fait trembler le monde, prenait fin. Les éventuels trublions étaient ramenés à la raison par l'usage d'une force mise au service du droit. On pouvait donc enfin réellement espérer un nouvel ordre mondial. Mikhaïl Gorbatchev le souhaitait et George Bush en chantait les louanges. Mais lorsque, toujours à la recherche d'aide économique pour réussir sa *perestroïka*, Mikhaïl Gorbatchev vint la demander aux pays membres du G7 en juillet 1991, il se heurta à un mur plus solide que celui de Berlin. Helmut Kohl et François Mitterrand, qui l'appréciaient comme partenaire, se montraient favorables à l'idée de lui fournir l'aide demandée. Margaret Thatcher, peu suspecte de sympathie communiste, également. Mais elle n'était plus au pouvoir, remplacée par John Major. Ce dernier se rallia à G. H. W. Bush et au Premier ministre japonais, Toshiki Kaifu, qui refusait d'aider Mikhaïl Gorbatchev. Ils avaient obtenu tout ce qu'ils pouvaient espérer du leader de l'Union soviétique. Que pouvait-il donner de plus ? Pourquoi maintenir en vie ou régénérer le système communiste, alors que Boris Eltsine piaffait d'impatience d'y mettre fin et de démanteler l'Union soviétique, débarrassant Washington à la fois d'un rival stratégique et d'un concurrent politique ?

Mikhaïl Gorbatchev se vit donc opposer une fin de non-recevoir. Une aide aurait-elle pu sauver la *perestroïka* ? Nous ne le saurons jamais. Toujours est-il qu'en quittant le G7, Mikhaïl Gorbatchev dit aux chefs d'État et de gouvernement que c'était certainement la dernière fois qu'ils le voyaient comme président de l'Union soviétique. En effet, peu après, un coup d'État avorté des forces de sécurité soviétiques permit à Boris Eltsine de s'afficher comme un rempart contre un retour en arrière. Six mois plus tard fut décrétée la fin de l'Union soviétique, lui permettant de devenir président de la République fédérale de Russie, le chef d'État d'un pays indépendant, et non plus d'une des républiques fédérées de l'URSS.

G. H. W. Bush célébrait le nouvel ordre mondial, mais il songeait avant tout à la suprématie américaine. Il était plus prudent de profiter de la faiblesse de l'URSS pour accélérer son implosion et transformer de façon automatique le monde bipolaire en monde unipolaire. Le 6

mars 1991, à l'occasion de la célébration de la victoire américaine dans la guerre du Golfe, il déclara : « Deux fois auparavant dans ce siècle, le monde entier a été traumatisé par la guerre. Deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de la portée de l'homme. Aujourd'hui, nous sommes témoins de l'avènement d'un nouveau monde. » Mais dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 1992, il tint un langage très différent : « Grâce à Dieu, l'Amérique a gagné la guerre froide. Un monde jadis divisé en deux camps armés reconnaît aujourd'hui la supériorité d'une seule puissance : les États-Unis. Cette constatation n'inspire plus aucune peur, car le monde a confiance en notre nation et il a raison. »

Dick Cheney, secrétaire américain à la Défense au début des années 1990, encourageait ouvertement le démantèlement de l'URSS par un argument de poids : « Si la démocratie échoue, nous serions en meilleure position s'ils sont plus faibles. »

Selon Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, sans l'Ukraine, la Russie ne serait plus jamais un Empire. Et après l'implosion de l'URSS, la Russie apparaîtrait faible et aussi titubante que son président. C'était d'ailleurs désormais la faiblesse de l'État qui effrayait. En tous les cas, il n'y avait ni menace militaire soviétique ni menace militaire russe. Et la victoire express, et pratiquement sans aucune perte du côté de la coalition, pendant la guerre du Golfe montrait que les fameuses théories d'une « menace Sud » qui aurait remplacé la « menace Est » tenaient plus des propos de piliers de bistrot que d'une véritable analyse géopolitique. D'ailleurs le Sud constituait-il vraiment un bloc ?

Pour la première fois depuis des siècles, on pouvait respirer. Les Européens ne rencontraient plus aucune menace militaire sur leurs territoires. Fallait-il dès lors conserver une alliance militaire défensive ? À la fin de la guerre froide, l'OTAN se trouvait dans la situation d'un industriel dont le produit ne correspond plus aux besoins du marché. La défense territoriale des pays occidentaux ne prenait pas le même sens une fois la menace soviétique disparue. Face à un tel défi (comment survivre en tant qu'entrepreneur quand son produit est démodé ?), un industriel se trouve face à trois options :

- fermer boutique :

Il n'en était pas question, car personne ne le souhaitait vraiment, certainement pas l'OTAN elle-même. Aucune structure ou organisation, même inutile, n'a vocation au suicide, surtout pas ceux qui vivent confortablement en son sein. Les États-Unis auraient perdu

leur vocation européenne et leur influence sur les États européens. Le fait même qu'ils aient voulu maintenir l'Alliance après l'implosion de l'Union soviétique montre bien qu'elle n'est en rien un fardeau et au contraire un levier irremplaçable. Les Européens étaient sur la même longueur d'onde. Face à l'inconnu, l'Alliance était une valeur sûre. Y mettre fin pouvait être rapide ; la recréer en cas de menace ou résurgence – idée très en vogue à l'époque – pouvait être très long, voire impossible.

Donc, si on ne démantèle pas l'usine, deux options (compatibles) s'offrent :

- diversifier la gamme de production :

On allait donc passer de la seule mission de défense territoriale des pays membres à l'établissement de liens avec les anciens ennemis, puis avec d'autres pays et d'autres organisations. Les affaires stratégiques deviendraient globales, et incluraient des missions extérieures comme en Afghanistan ;

- tuer la concurrence :

Essayer d'obtenir un monopole sur le marché ou faire perdre aux concurrents leurs parts.

Les deux options – diversifier la production, tuer la concurrence – ont été méthodiquement mises en œuvre par l'OTAN. Cette dernière n'a pas voulu disparaître en tant que structure et nécessitait donc de conserver un certain niveau d'alerte et d'activité. Karl Marx avait écrit que « les hommes font l'histoire, mais ne savent pas l'histoire qu'ils font ». Les responsables de l'OTAN ont appliqué cette formule. Il n'y a pas eu de complot, mais une dérive fonctionnelle. Si les horloges marquent toutes la même heure, ce n'est pas qu'elles complotent, mais c'est qu'elles sont réglées de la même manière... Les responsables de l'OTAN sont réglés comme des horloges. Bien que cela ait joué, ce n'est bien sûr pas seulement pour défendre leurs propres intérêts matériels qu'ils ont souhaité conserver cette structure. Mais il est vrai que d'exorbitants salaires exonérés d'impôts n'incitent pas à mettre le feu au quartier général. À force d'être ensemble, d'élaborer divers plans, d'imaginer des scénarios menaçants, de justifier aux yeux du monde son utilité, ses responsables s'en sont autopersuadés. Ils sont sans aucun doute sincères pour la plupart, mais cette sincérité est le fruit d'un confinement intellectuel.

Dans l'histoire stratégique, il est peu fréquent que les alliances survivent à la menace qui a suscité leur création. L'OTAN fait exception. Elle a non seulement survécu à la disparition de la menace soviétique, mais s'est ensuite élargie et renforcée. Les pays

anciennement ennemis du pacte de Varsovie l'ont rejointe en masse, y compris les trois États baltes, parties auparavant intégrantes de l'Union soviétique. La France, trublion patenté, est entrée dans le rang pour devenir une élève modèle, et a réintégré, en 2009, les organes militaires, dont de Gaulle l'avait sortie en 1966.

En 2007, lors de sa campagne électorale, Nicolas Sarkozy critiqua vivement la politique étrangère de Jacques Chirac, à la fois par conviction idéologique et nécessité de rompre avec ce dernier¹. La réintégration dans l'OTAN ne constituait pas en soi une rupture. La France n'était absente que du commandement militaire intégré². Le fait d'y appartenir n'a d'ailleurs empêché ni l'Allemagne ni la Turquie de s'opposer vivement à la guerre en Irak.

Nicolas Sarkozy eut la chance de voir la réintégration se faire en avril 2009, en pleine *Obamania* – Barack Obama exerçait le pouvoir depuis trois mois – pour le soixantième anniversaire du traité de l'Alliance atlantique. Il annonça que la mise en place d'un pilier européen de la défense était un préalable à la réintégration de la France à l'OTAN ; puis, à l'inverse, que ce pilier de la défense européenne en serait le résultat. Il n'en fut rien. François Hollande avait vivement critiqué cette réintégration, sans pour autant la remettre en cause une fois élu. Il est vrai que la réintégration en tant que telle n'empêcha pas de s'opposer à une décision dangereuse des États-Unis, comme la guerre en Irak. Le problème est ailleurs. C'est l'accoutumance, le conditionnement idéologique et stratégique. Ainsi, en septembre 2018, lors des universités d'été de la Défense, un officier déclarait (en off) à Nathalie Guibert, une journaliste du *Monde* : « Il faudrait veiller à ne pas trop taper sur les Américains sans qui nous ne ferions rien. » Bel exemple de dépendance intellectuelle et psychologique qui conduit à jouer les moutons de Panurge. Notre armée doit défendre notre souveraineté. Bien sûr, il est légitime qu'elle réclame des moyens, mais il est contre-productif de plaider pour un accroissement de la dépendance, par ailleurs dangereuse, quand on est censé préserver notre indépendance. L'OTAN a plus influencé la France que l'inverse. Environ 800 officiers français y sont affectés. Ils en adoptent les codes et en subissent nécessairement l'influence. Et très vite, apparaissent les arguments du type : « Ne nous fâchons pas avec les Américains, car nous avons besoin d'eux pour nos capacités opérationnelles. » Nous ne nous sommes pas jetés dans la gueule du loup, mais nous nous sommes installés dans une niche confortable. Le syndrome de Stockholm a été largement documenté ; peut-être serait-il temps de se pencher sur le syndrome de Mons³.

Devons-nous à nouveau quitter les organes militaires intégrés ? Membre de l'opposition, François Hollande avait critiqué la décision

de Nicolas Sarkozy d'y réintégrer la France ; président de la République, il n'était pourtant pas revenu sur cette décision. Avec sa proverbiale habileté, il avait, peu après son élection, demandé à Hubert Védrine, figure tutélaire du gaullo-mitterrandisme⁴, un rapport sur la question. Ce dernier ne plaidait pas pour une nouvelle sortie qui aurait donné l'image d'une politique française inconstante⁵. Le président d'alors en fut soulagé, mais il n'est pas interdit de penser qu'il s'était peut-être enquis du résultat final avant d'en confier le rapport à Hubert Védrine... Il ignora le reste des recommandations : rester dans l'OTAN, mais y jouer un rôle actif, en tirant le maximum d'avantages possibles de la réintégration ; en faire un levier plutôt que de s'y considérer comme une courroie de transmission. Il recommandait également de se montrer plus critique à l'égard du système de défense antimissile et d'exercer plus d'influence sur les opérations militaires auxquelles nous participons⁶. Il se demandait comment, dans la mesure où la non-réintégration était le symbole d'un non-alignement de la France aux États-Unis, conserver désormais une ligne autonome à l'égard des États-Unis⁷.

« La France doit s'affirmer beaucoup plus dans l'Alliance, y exercer une influence accrue, s'y montrer vigilante et exigeante⁸. »

« Notre vigilance doit aussi s'exercer sur le risque de phagocytage conceptuel et théorique⁹. »

La réintégration mal contrôlée de la France a davantage conduit à *otaniser* notre pensée qu'à *franciser* les organes de l'OTAN. Il y a plus de militaires au quartier général de l'OTAN qu'à celui de l'état-major français.

Comme le reconnaît le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des armées :

« Le vrai risque c'est d'otaniser nos officiers. C'est un risque face auquel les chefs militaires doivent se montrer très vigilants. Un officier français a tendance à épouser la structure qu'il intègre. Affecté au Mali, il devient malien ; si c'est au Kosovo, il devient kosovar. Et dans l'OTAN ? Il devient otanien¹⁰. »

Puisque nous sommes dans l'OTAN, pourquoi ne pas y mener la fronde contre les appétits impériaux des États-Unis ? Pourquoi accepter d'inutiles élargissements, provocateurs à l'égard de la Russie, en y intégrant le Monténégro – pays où les mafias exercent un réel pouvoir – et bientôt la Macédoine ?

L'Union européenne occidentale (UEO) était la seule organisation purement européenne compétente en matière de défense. Depuis le traité de Lisbonne, elle n'est plus. En 1990 était signée la charte de

Paris pour la nouvelle Europe. Elle permettait d'envisager une gestion collective de la sécurité régionale pour tous les pays européens autrefois divisés en deux camps antagonistes : la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), devenue OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en 1994, est la seule organisation véritablement paneuropéenne. Elle peut être considérée comme la structure gérant la « maison commune européenne ». Mais elle n'a jamais eu les moyens d'accomplir réellement cette mission. Elle fut volontairement maintenue dans un rôle mineur au lieu de devenir l'organe paneuropéen de sécurité collective. Et il fut fait en sorte de dissiper les espoirs placés dans l'ONU après la guerre du Golfe de 1990. Depuis, l'ONU est de nouveau bloquée par de multiples droits de veto.

La guerre en ex-Yougoslavie au début des années 1990 a souvent été désignée comme la preuve de l'incapacité des Européens à endosser leurs responsabilités stratégiques, à l'inverse des Américains. Libérée de la division, négociant le traité de Maastricht qui permettait d'entrevoir la possibilité d'une politique européenne de sécurité commune, l'Europe était confrontée au défi d'une guerre sur son continent dont elle avait été épargnée pendant la guerre froide. Elle semblait être le continent de l'avenir. Jacques Poos, président du Conseil européen, déclarait même : « Voici venue l'heure de l'Europe. » Résultat ? Le continent européen a connu une effroyable guerre civile, qui s'est transformée en massacre et en nettoyage ethnique et qui a utilisé le viol comme arme de guerre. L'Europe fut incapable de rétablir la paix et il fallut l'intervention des États-Unis aux côtés des Croates pour y mettre fin et permettre, après la défaite de la Yougoslavie, de signer les accords de Dayton en 1995. L'efficacité américaine opposée à l'impuissance européenne. En réalité, le tableau n'est peut-être pas tout à fait aussi net, car, si l'Europe a échoué, c'est en partie parce que les plus atlantistes, notamment la Grande-Bretagne, n'ont pas voulu donner le sentiment d'une force européenne, qui risquait de souligner le manque de pertinence de l'OTAN après la guerre froide. La volonté de conserver la crédibilité de l'OTAN a été un facteur non négligeable de l'absence de prévention du conflit en ex-Yougoslavie.

Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarèrent unilatéralement leur indépendance. 400 000 Serbes vivaient en Croatie. Vivre sous la tutelle de la Fédération yougoslave ne posait aucun problème ; devenir une minorité désignée comme n'étant pas chez elle par le président Franjo Tudjman dans une Croatie indépendante était tout à fait différent. Dès le 3 juillet, des affrontements eurent lieu entre les forces militaires croates et les milices serbes. L'armée fédérale

yougoslave prit le parti des forces serbes, d'une part pour maintenir l'unité de la Fédération, mais également parce qu'elle était majoritairement composée de Serbes. Le 10 juillet, le Luxembourg et les Pays-Bas proposèrent une force européenne d'interposition qui isolerait les sources du conflit. Le 29 juillet, lors d'une réunion entre les ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE, le ministre français, Roland Dumas, évoqua l'idée d'envoyer des forces de maintien de la paix européennes. La Grande-Bretagne s'y déclara réticente. Le 2 septembre, l'armée fédérale accentua son intervention en Croatie. Le 19 septembre se tint une nouvelle réunion des ministres des Affaires étrangères européens. La France, les Pays-Bas et l'Allemagne proposèrent officiellement l'établissement d'une force d'interposition européenne qui serait déployée sur la frontière serbo-croate. Douglas Hurd, le ministre britannique des Affaires étrangères, s'y opposa, jugeant l'initiative prématurée. La réticence, voire l'hostilité des Britanniques, s'expliquait par leur crainte d'un engagement militaire qui viendrait s'ajouter à celui déjà très difficile en Irlande du Nord, surtout au moment où était négocié le traité de Maastricht qui concrétisait les perspectives d'une Europe de la défense et marquait l'OTAN d'obsolescence. Le 25 septembre, le CSNU vota une résolution établissant un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie, mais rejeta la proposition française d'envoyer une force d'urgence de l'ONU. Le 8 novembre 1991, la CEE décida de sanctions économiques qui ne furent appliquées qu'à la Serbie et au Monténégro. En novembre 1991, la Croatie et la Serbie acceptèrent l'éventuel envoi de Casques bleus sur les territoires. Le conflit avait déjà fait 10 000 morts et provoqué le déplacement de 500 000 personnes. La résolution 743 créant la force de protection des Nations unies fut adoptée le 21 février 1992.

Bien sûr, là encore, il faut faire preuve de précaution. L'uchronie est un exercice aussi stimulant qu'incertain. On ne peut pas affirmer qu'une intervention dès le début de la crise de l'Europe aurait empêché le développement de la guerre civile en Yougoslavie. Ce qui est certain, c'est que la Grande-Bretagne s'y est opposée, notamment parce qu'elle ne voulait pas que l'UEO concurrence l'OTAN et apparaisse comme une alternative crédible et purement européenne à celle-ci. La volonté de préserver l'OTAN eut un retentissement géopolitique. L'organisation atlantique se lança dans un activisme boulimique pour justifier son maintien, et même son développement, alors même que sa mission initiale avait pris fin. L'OTAN, auparavant fermement opposée à toute intervention « hors zone », multiplia alors les accords de consultation et de coopération, ainsi que les interventions militaires, elle qui n'avait jamais été en conflit pendant la guerre froide.

Le désir de puissance, la vision d'une nation et le poids du complexe militaro-industriel américain expliquent les virages manqués vis-à-vis de Moscou, qui eurent pour résultat de faire de l'ancien ennemi, qui voulait devenir partenaire, un pays réfractaire, animé par un sentiment de revanche. L'Europe n'en est pas entièrement responsable, mais c'est elle qui en paie le prix le plus lourd.

Rien n'a été réellement fait pour établir un partenariat avec la Russie. Cette dernière avait perdu la guerre froide et la menace qu'elle représentait pouvait ressurgir. Mais cette crainte l'a en réalité nourrie. Traitée comme un pays vaincu et potentiellement dangereux, la Russie a fait le dos rond, se montrant conciliante et impuissante sous Boris Eltsine et rebelle sous Vladimir Poutine.

George Kennan, diplomate américain qui avait développé le concept d'endiguement en 1947, s'exprima sur le sujet cinquante ans plus tard : « L'élargissement de l'OTAN vers l'Est peut devenir l'erreur la plus fatale de la politique américaine depuis la guerre, car cet élargissement n'est en rien justifié [...] Cette décision de l'Occident va porter un préjudice au développement de la démocratie russe, en rétablissant l'atmosphère de la guerre froide... Les Russes n'auront d'autres choix que d'interpréter l'expansion de l'OTAN comme une action militaire. Ils iront chercher ailleurs des garanties pour leur sécurité et leur avenir¹¹. »

En 1998, George Kennan se confiait à Thomas Friedman dans la revue *Foreign Affairs* :

« Je pense que les Russes vont progressivement réagir de façon adverse... C'est une erreur tragique. Il n'y avait absolument aucune raison de le faire. Personne n'était menacé. Cette extension [de l'OTAN] ferait se retourner dans leur tombe les pères fondateurs de ce pays... L'extension va entraîner une réaction hostile de la part de la Russie et alors ils [ceux qui ont décidé de l'extension] vous diront qu'ils vous avaient bien dit que les Russes étaient ainsi¹². »

Dans la perspective de réunification allemande, il fut d'abord prévu que le territoire de l'Allemagne de l'Est ne soit pas incorporé à l'OTAN. Il était cependant difficile que l'Allemagne voie son territoire soumis à deux régimes différents, et donc logique qu'il l'intègre.

Le 31 janvier 1990, Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, déclarait : « Les changements en Europe de l'Est et le processus de réunification ne devraient pas aller à l'encontre des intérêts sécuritaires de l'Union soviétique. » La promesse de non-extension n'est prévue dans aucun traité, mais faite verbalement par le chancelier Kohl et James Baker, le secrétaire d'État américain alors en

poste. Robert Gates, le conseiller adjoint à la sécurité nationale de G. H. W. Bush, et James Baker, secrétaire d'État (à trois reprises), affirmèrent le 9 février 1990 devant Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne chercherait pas à s'étendre vers l'Est. Il déclara le 18 mai 1990 : « Je voulais signaler que nos politiques ne visent pas à séparer l'Europe de l'Est de l'Union soviétique. Nous avons cette politique auparavant. Mais aujourd'hui nous sommes résolus à bâtir une Europe stable, et à le faire avec vous. »

Recevant des députés du Soviet suprême à Bruxelles en juillet 1991, Manfred Wörner, alors secrétaire général de l'OTAN, déclarait que le conseil de l'OTAN était lui-même contre son extension, précisant que c'était la position de treize membres sur seize¹³. En mars 1991, John Major écartait, devant Mikhaïl Gorbatchev, l'idée d'un renforcement de l'OTAN en Europe. Lors d'une conférence de presse à la suite du sommet de l'OTAN du 8 novembre 1991, François Mitterrand déclarait à propos de l'élargissement :

« Cela pourrait présenter l'inconvénient d'apparaître comme une manœuvre d'encerclement de l'Union anciennement soviétique si tout de suite l'Alliance se presse de refermer ses ailes autour de l'Empire qui se désagrège : cela serait très fâcheux... Il ne faut surtout pas donner le sentiment au peuple d'Union soviétique que nous procédons à une manœuvre d'encerclement. Je serai le premier à m'y opposer. »

Le refus de l'élargissement figurait parmi les instructions qu'il avait données à son porte-parole, Jean Musitelli (voir annexe 3).

Atlantistes et néoconservateurs nient régulièrement qu'une promesse formelle ait été faite à Gorbatchev à propos du non-élargissement de l'OTAN. Il n'y a pas eu pour eux trahison, et c'est donc de façon tout à fait injustifiée que Vladimir Poutine avance cet argument pour justifier son durcissement. Si elle n'est effectivement pas contenue dans un traité, elle a été verbalement prononcée, et à de nombreuses reprises. Mais elle pouvait surtout paraître logique dans la perspective de la constitution d'un nouvel ordre mondial célébré un peu partout. La sécurité collective prévue par la charte de l'ONU s'est brisée sur le clivage Est/Ouest et la constitution d'alliances militaires. Conserver l'une d'entre elles après la disparition de l'autre était donc contraire au projet d'établir (ou de rétablir) un véritable système de sécurité collective. L'élargir ne pouvait qu'être considéré comme une marque de défiance, voire d'hostilité à l'égard de la Russie. Celle-ci n'était pas considérée comme un partenaire, mais toujours comme un potentiel adversaire, contre lequel on souhaite se protéger. Voir les troupes de l'OTAN se rapprocher de la frontière ne pouvait être perçu par la Russie que comme un encerclement. Le discours officiel de l'OTAN est

celui d'une alliance purement défensive : la guerre du Kosovo – contre une Yougoslavie qui ne menaçait aucun pays de l'OTAN, mais n'était pas en mesure de lui résister – prouvait l'inverse. L'OTAN peut être une alliance agressive, surtout avec les faibles. L'OTAN n'avait jamais eu à utiliser la force durant la guerre froide – preuve de la réussite de sa politique d'endiguement – et en avait fait usage contre un pays faible sans feu vert de l'ONU et sans être en état de légitime défense. Le message reçu par Moscou fut qu'il ne fallait pas être faible et qu'il fallait se montrer méfiant vis-à-vis des promesses de l'OTAN.

Au départ, Bill Clinton était réticent à l'idée d'accepter de nouveaux États au sein de l'OTAN. Il ne voulait pas faire courir le risque aux États-Unis d'être pris dans d'éventuels conflits en Europe. Jusqu'au bout, les Américains ont essayé de se tenir à l'écart de la guerre en ex-Yougoslavie. Mais, à l'approche des élections présidentielles de 1996, Bill Clinton s'est aperçu que les Américains d'origine polonaise constituaient un vote clé dans un *swing state*¹⁴. C'est donc avant tout pour des raisons de politique intérieure que le président américain accepta de faire entrer de nouveaux membres de l'OTAN. Les électeurs américains d'origine polonaise étaient en effet désireux de voir la Pologne y entrer.

Dans les pays de l'Est, une fois le joug de l'URSS disparu, la crainte demeurait d'une politique de domination de Moscou, même si celle-ci n'en avait pas les moyens. La mémoire collective des peuples l'expliquait facilement pour la Pologne et les pays baltes. Les Américains originaires des pays baltes étaient revenus après l'indépendance et jouaient un rôle politique important. Ils faisaient pression sur Washington pour protéger leurs pays des appétits de Moscou. Le sentiment d'insécurité de ces pays peut historiquement se comprendre. Mais les faire entrer dans l'OTAN n'a fait qu'attiser la crispation de Moscou. C'est un cercle vicieux. La crainte d'une politique agressive de la Russie conduit à prendre des mesures de renforcement sécuritaire qui attise le sentiment d'encerclement de Moscou et sa crispation stratégique, laquelle va faire apparaître comme encore plus nécessaire la garantie d'une protection contre cette dernière... Un conseil de coopération nord-atlantique avait été créé en 1991, suivi d'un « partenariat pour la paix », créé en 1994. Considéré comme l'antichambre d'une accession à l'OTAN par les pays de l'Est, il était plutôt envisagé côté Américain comme devant permettre d'éviter cette perspective, avant le revirement de 1996.

En 1999, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque étaient admises dans l'OTAN, rejointes en 2004 par les trois pays baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie et la Roumanie, en 2009 par l'Albanie et la Croatie et en 2017 par le Monténégro.

Lors du sommet de l'OTAN à Rome en 1991, il fut acté d'élargir les activités de l'OTAN à des missions « hors zone », c'est-à-dire en dehors du périmètre du territoire de ses États membres. François Mitterrand avait accepté ce point en échange de la reconnaissance par l'OTAN du principe d'une « identité de défense européenne ». Il précisait (voir annexe 2) : « Le traité de 1949 ne pourrait s'appliquer hors de son champ géographique sans un autre traité. » Il déclarait en conférence de presse : « L'Alliance est bonne, elle a réussi, ce n'est pas la Sainte-Alliance. Et sur ce mot qui a une signification historique claire, la France n'entend pas que l'Alliance atlantique se mette à faire de la théologie ou prétende régler les problèmes internes à l'intérieur de nos pays ou à dicter des politiques. Le prêchi-prêcha en matière internationale est quelquefois un peu fatigant et nous n'avons pas à multiplier les conseils extérieurs à l'Alliance. »

Depuis, l'OTAN a multiplié les accords de coopération et d'assistance : elle est notamment intervenue en Afghanistan en dirigeant la force internationale et d'assistance à partir de 2003, contribuant à brouiller le message de l'intervention (occidentale et non de police internationale). Cette confusion a été renforcée par l'attribution à l'OTAN d'une mission de soutien en Irak décidée en 2004. S'il s'agissait uniquement de former les forces de sécurité irakiennes, cela constituait forcément un lien avec la très contestable guerre américaine de 2003.

Dans le même « esprit », l'OTAN fut chargée de faire respecter une zone d'exclusion aérienne en Libye avant de prendre le commandement de l'opération militaire qui allait aboutir à la chute du régime de Mouammar Kadhafi et à la mort de ce dernier. L'OTAN est également intervenue en soutien de l'Union africaine au Soudan, en aide humanitaire au Pakistan après le tremblement de terre de 2005 (intervention utile, mais qui eut aussi pour effet d'occuper le terrain sécuritaire et d'empêcher l'émergence d'une réelle force onusienne). L'OTAN entretient des relations avec 21 États dans le cadre du Conseil de partenariat euroatlantique. Le conseil compte les 29 États membres de l'Alliance, 6 États dits « neutres » (notamment la Suisse, l'Irlande et l'Autriche), 12 États de l'ex-URSS (dont l'Ukraine, la Russie et le Kazakhstan) ainsi que 3 États de l'ex-Yougoslavie (la Bosnie-Herzégovine, la République de Macédoine, la Serbie). Le Conseil permet l'entretien de relations bilatérales entre l'organisation et les États membres.

L'initiative de coopération d'Istanbul, lancée en 2004, a permis d'établir une coopération bilatérale avec quatre pays de la région du golfe Persique (Bahreïn, Qatar, Koweït, Émirats arabes unis).

Les partenariats « mondiaux » visent les partenariats *ad hoc*, en l'absence d'organisation précise. Les partenaires sont l'Afghanistan, l'Australie, la Colombie, l'Irak, le Japon, la République de Corée, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande et le Pakistan.

Les partenariats avec l'OTAN ont pour objectifs notables de « renforcer la sécurité, la paix et la stabilité au niveau régional et international », de « sensibiliser les États aux développements sécuritaires », ainsi que de « promouvoir les valeurs de la démocratie et des réformes institutionnelles ». En pratique, ils s'illustrent par des activités de consultations, visant à « dessiner des approches communes pour les développements en matière de sécurité », d'inviter les partenaires à « élaborer les politiques et les décisions ayant des incidences sur les missions de l'OTAN », ainsi que d'établir des « définitions d'objectifs stratégiques, des analyses conjointes, de l'assistance et des conseils d'experts ».

Fin septembre 2001, Vladimir Poutine reçoit une *standing ovation* au Bundestag et pas seulement pour sa maîtrise de l'allemand. Il propose d'arrimer la nouvelle Russie à l'Europe de façon définitive. Il avait été l'un des premiers dirigeants étrangers à appeler George W. Bush après le 11 septembre 2001 pour lui proposer la pleine coopération de la Russie dans la riposte contre Al-Qaïda en Afghanistan, invitant même l'armée américaine à déployer ses bases en Asie centrale et au Caucase. Or, en février 2007, lors de son intervention à la conférence de Munich sur les questions de sécurité, son ton a radicalement changé. Il déclarait : « Tout ce qui se produit actuellement est la conséquence des tentatives d'implantation d'une conception du monde unipolaire dans les affaires internationales [...] On veut nous afficher de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs¹⁵. »

Le 29 novembre 2009, Dmitri Medvedev proposait un projet de traité pour la sécurité européenne ouvert à tous les pays de l'espace euroatlantique et eurasiatique. La proposition russe *désessentialisait* le rôle de l'ONU et venait aggraver les tensions déjà présentes entre Moscou et Washington. Elle prévoyait notamment un mécanisme de vérification préalable des décisions militaires prises par une partie avec les intérêts sécuritaires des autres parties, ce qui pouvait apparaître contraire à l'article 5 de l'OTAN. Les Russes proposaient de mettre en place un groupe d'experts chargés de préparer la version définitive du traité. Cette proposition ne connut aucune suite, les responsables de l'OTAN estimant qu'elle venait établir une organisation concurrente dans le but d'affaiblir la leur. Il est en effet possible d'envisager qu'une diminution du niveau de la menace aurait affaibli l'OTAN. Les Russes proposaient un système de double garantie, américaine et russe, interdisant d'une part tout élargissement

de l'OTAN à l'Est et, d'autre part, toute reprise en main par la Russie de ses anciens États satellites.

Certes, la Russie de Poutine peut paraître agressive. Mais, au-delà des effets, il convient de réfléchir aux causes. La politique occidentale à l'égard de ce dernier et l'OTAN, guidée par son seul instinct de survie, ont largement contribué à tendre la situation.

-
1. Pascal Boniface, *Je t'aimais bien tu sais : le monde et la France : le désamour ?*, Paris, Max Milo, 2017.
 2. « Pour de Gaulle, la mise en temps de paix des forces françaises sous un commandement étranger, dit intégré, c'était une blessure d'amour-propre. Pour MM. Sarkozy et Hollande, ce fut un motif de fierté », Régis Debray, *op. cit.*, p. 202.
 3. Siège de l'état-major de l'OTAN, en Belgique.
 4. Charles de Gaulle et François Mitterrand avaient une vision large et universelle du rôle de la France dans le monde. Ils ne voulaient pas nier son appartenance au monde occidental, mais ils ne la résumaient pas à cette dimension qui aurait eu un effet stratégiquement mutilant. Et encore avaient-ils affaire à des dirigeants américains d'une autre trempe.
 5. Hubert Védrine, *Rapport pour le président de la République sur les conséquences du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, sur l'avenir de la relation transatlantique et les perspectives de l'Europe de la Défense*, novembre 2012.
 6. *Ibid.*, p. 7.
 7. *Ibid.*, p. 9.
 8. *Ibid.*, p. 19.
 9. *Ibid.*, p. 20.
 10. Conférence d'ouverture de l'école IRIS Sup', 4 octobre 2018.
 11. Cité par Andreï Gratchev, *Un nouvel avant-guerre ?*, Paris, Alma éditeur, 2017, p. 196.
 12. « Now a world from X », *Foreign Affairs*, mai 1998.
 13. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>
 14. Se dit d'un État américain où le vote n'est acquis à aucun parti et dont le basculement peut être décisif pour le résultat final de l'élection présidentielle.
 15. Andreï Gratchev, *op. cit.*, p. 191.

Sous influence

Nous décrivions en introduction le phénomène de la toile qui enserre les plus brillants cerveaux dans leurs civilisations respectives. Il est difficile de penser contre son environnement, à la fois par prudence, afin d'éviter de se trouver mis à la marge, mais aussi, et surtout, par incapacité, tant nous sommes guidés par le sentiment d'appartenir au même monde, occidental, démocratique et pacifique, qui serait de surcroît menacé par les autres.

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, les médias français ont multiplié les dossiers sur les réseaux d'influence de Poutine ou de la Russie en France. Si quelques-uns d'entre eux étaient informatifs et bien documentés¹, la plupart semblaient dans le sensationnalisme le plus excessif, le roman de rumeurs non vérifiées, voire calomnieuses, le travail bâclé sur fond d'*a priori* idéologiques. La ligne de démarcation avec le complotisme le plus primaire était parfois plus que ténue. Que la Russie ait une stratégie d'influence en France, c'est indéniable. Comme toutes les grandes puissances d'ailleurs. Mais lorsqu'on analyse froidement la situation, deux éléments sautent aux yeux :

- les relais dont Moscou peut aujourd'hui disposer en France sont moins nombreux et moins puissants qu'au temps de la guerre froide, où d'importants intellectuels communistes et compagnons de route avaient pignon sur rue ;
- ils n'ont, de plus, absolument rien de comparable, en force et en puissance, avec ceux dont disposent les États-Unis. On compare une équipe qui joue en promotion d'honneur avec une équipe qui aligne les victoires dans la *Champions League*. La différence d'ampleur crée une différence de nature. La société française est *américanisée*, elle n'est en rien *russifiée*.

Combien de fois dans des débats, y compris avec des journalistes chevronnés, ai-je entendu parler de sanctions de la « communauté internationale » à l'égard de la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée ? Mais il n'y a que le « monde occidental » qui a décrété des sanctions à l'égard de Moscou. Le reste de la planète s'en est précisément abstenu, par défiance face à des mesures qu'ils considèrent comme typiquement occidentales. D'ailleurs, sur ce point,

les Européens ont de plus en plus adopté le comportement des États-Unis, s'arrogeant le droit de tracer seuls la frontière entre l'admissible et l'inadmissible. Ni la Chine, ni l'Inde, ni l'Afrique du Sud, ni le Brésil n'ont émis de sanctions. Alors, comment expliquer que des journalistes ou des experts fassent cette confusion de bonne foi ? Parce que les États-Unis ont depuis longtemps instauré un système d'influence sur les partis européens. Pour beaucoup d'entre eux, la supériorité de la civilisation occidentale ne peut pas être le fruit de leur imagination. La plupart des médias, qu'il s'agisse de quotidiens, d'hebdomadaires, de radios généralistes ou de chaînes de télévision, de droite comme de gauche, l'affirment. Les grands éditorialistes aussi. Tout comme la plupart des responsables politiques.

La majorité des journalistes, des experts et des responsables baignent depuis si longtemps dans un bain amniotique occidental qu'ils en oublient parfois n'être qu'une partie du monde et non son tout. Combien confondent « naturellement » communauté *occidentale* et communauté *internationale*, ne réalisant pas que la première ne représente pas la seconde dans sa globalité ?

Participant aux travaux devant conduire à l'élaboration d'un livre blanc sur la Défense demandé par Nicolas Sarkozy après son élection à la présidence de la République, Pierre Conesa, à l'époque haut fonctionnaire au ministère de la Défense, a voulu interroger le scénario suivant : les États-Unis peuvent-ils constituer un risque grave pour la sécurité internationale dans les vingt prochaines années ? Le maître d'œuvre du livre blanc lui a répondu : c'est très juste, mais on ne peut pas poser publiquement cette question. Une vérité qui dérange en dit long sur les contradictions intra-occidentales, et l'enfermement intellectuel et stratégique qui est le nôtre.

Relayer les thèses venues d'outre-Atlantique paraît aussi naturel qu'exhaler l'air qu'on respire. C'est invisible. Ceux qui, en 2002-2003, ont martelé qu'il fallait absolument mener une guerre contre l'Irak, car ce pays disposait d'un programme clandestin d'armes nucléaires – reprenant ainsi les éléments de langage du Pentagone – n'ont pas pour autant été décrédibilisés et ont continué à pérorer dans les médias. À partir de 2005, ils ont pu plaider avec la même impunité en faveur d'une intervention militaire contre l'Iran, car ce pays était, selon eux, à six mois de posséder l'arme nucléaire (qu'il n'a toujours pas en 2019). Cependant, ne pas balayer immédiatement les arguments mis en avant par la Russie dénote et assimile automatiquement celui qui les relaie à un agent stipendié de Moscou !

La force d'un véritable lobby est de ne pas apparaître comme tel, de ne sembler défendre aucun intérêt particulier, mais de plaider pour

l'intérêt général, de donner l'impression d'énoncer des évidences qui sont en réalité des choix idéologiques. La bataille du cœur et des esprits est essentielle. Pour lutter contre la propagande soviétique, les États-Unis ont mis en place un système très efficace, car basé sur le volontariat, le débat contradictoire, la libre circulation des hommes et des idées et l'échange. Un terrain sur lequel l'URSS était incapable de jouer. Il est tout à fait significatif que les États-Unis aient livré leur première bataille avec les accords Blum-Byrnes, signés en 1946 par Léon Blum, chargé alors d'une mission financière aux États-Unis, et le secrétaire d'État James Byrnes. Ils prévoyaient l'annulation d'une dette française de 2 milliards de dollars en contrepartie de la suppression d'une clause de préférence nationale en matière commerciale, qui freinait l'importation de films américains. Que pèse un film face à un avion bombardier ? Rien, diront ceux qui ne considèrent que le *hard power*. C'est capital, répondent ceux qui pensent que le *soft power* est fondamental². Les westerns ont joué un rôle essentiel dans l'évacuation du génocide des Amérindiens. Ces derniers apparaissaient comme des barbares qui attaquaient de paisibles cowboys, bien obligés de se défendre. Après 2003, dans une série de blockbusters américains (*Rush Hour 3*, *Taken*, *Johnny English*, *La Légende de Zorro*, etc.), le rôle du *bad boy* lâche et fourbe était systématiquement tenu par un Français. Le prix à payer pour le refus de participer à la guerre en Irak ?

Attirer les plus brillants cerveaux, les aider à se former, leur donner la possibilité de découvrir les États-Unis et de constater par eux-mêmes le dynamisme de sa société, son ouverture et son modernisme, le bouillonnement du débat d'idées, sa totale liberté et sa qualité intellectuelle est un programme aussi intelligent qu'efficace. Ceux qui sont choisis reviennent chez eux frappés par les multiples avantages de la société américaine, qu'ils jugeront plus moderne et attractive que la leur. Le débat d'idées national semblera pauvre, étriqué et éloigné par rapport à ce qu'ils ont vécu aux États-Unis. En outre, il est souvent plus difficile de résister à la flatterie qu'à la torture. Le fait d'avoir été choisi par le centre du monde, par la capitale de l'univers, par une « superpuissance », transforme l' élu en être à part. Reconnaissant d'avoir été ainsi distingué, il souhaite se démarquer de ceux qui n'ont pas bénéficié d'un tel honneur. Bref, la machine à séduction des États-Unis marche très bien parce qu'elle est basée sur le volontariat, la liberté, la méritocratie (bénéficier des qualités nécessaires pour être « repéré », car tout le monde n'a pas l'honneur d'être invité) et renforce l'estime de soi. Elle fabrique de mini-ambassadeurs de l'oncle Sam, la plupart bénévoles, attirés par des stimulants moraux (ce qui n'exclut pas que certains soient dûment récompensés par des stimulants matériels).

Aux États-Unis, le Bureau des affaires éducatives et culturelles (ECA) met en place un impressionnant programme d'échanges et de bourses, allant de la simple visite d'université américaine à l'accueil d'étudiants venus suivre un cursus. 565 anciens participants de ses programmes ont été ou sont des chefs d'État et de gouvernement, et 31 sont à la tête d'organisations internationales³.

Le programme Fulbright distribue, chaque année, mille bourses au mérite pour la poursuite d'études dans des universités américaines⁴. Le programme Flex (Future Leaders Exchange), créé en 1992, permet à de jeunes étudiants de passer un an dans un lycée américain en étant logés dans une famille d'accueil. Ce programme a officiellement la capacité d'avoir un impact sur la société civile de leur pays d'origine : ces jeunes sont totalement intégrés dans la société américaine. Plusieurs leaders de la révolution Maïdan en Ukraine sont passés par ce programme. Ce dernier constitue également dans chaque pays un réseau d'anciens naturellement favorables aux thèses américaines.

Le Foreign Leader Program créé au sortir de la Seconde Guerre mondiale a pour objet de créer des échanges académiques et d'informations avec des leaders d'opinion susceptibles de diffuser efficacement des thèses américaines auprès de leur population nationale. Il a été remplacé par l'International Visitor Leadership Program dont l'objectif est de sélectionner des leaders d'opinion et de leur faire visiter les États-Unis afin de créer des liens avec leurs homologues américains. 5 000 personnes ont été sélectionnées et 500 ont occupé des responsabilités gouvernementales au plus haut niveau. J'ai pu bénéficier de ce programme en 1985 et en ai directement mesuré l'ampleur et l'efficacité. Je travaillais à l'époque sur la question centrale des euromissiles, au parti socialiste, en tant que responsable des questions stratégiques, mais je n'étais pas un élu. Je n'avais pas encore terminé ma thèse. L'ambassade américaine avec laquelle j'étais en contact m'a proposé de passer un mois aux États-Unis, accompagné d'un guide, tous frais payés et avec un très confortable *per diem*. Je pouvais choisir toutes les destinations que je voulais, y compris certaines à vocation clairement touristique.

The German Marshall Fund (GMF) exerce également une activité d'influence importante. Il prépare les leaders des deux côtés de l'Atlantique : ils organisent des voyages d'un mois en Europe pour les participants américains et d'un mois aux États-Unis pour les Européens : la seule condition est d'avoir entre 28 et 40 ans. Côté européen, 75 personnes sont sélectionnées chaque année. Le GMF déclare investir 25 000 dollars par candidat.

La French American Foundation a également mis en place des

programmes plus courts de séjours d'une semaine.

Dans cette guerre d'influence, l'International Institute for Strategic Studies (IISS), joue un rôle important. Le prestigieux *think tank* basé à Londres, et non aux États-Unis, est composé d'associations nationales. Il réunit des experts stratégiques cooptés et fiers de l'être, et organise des conférences internationales de haut niveau. Officiellement, les États-Unis ne pèsent que par le biais de leur association nationale, mais on n'est pas obligé de le croire. L'IISS publiait chaque année depuis la guerre froide un « *military balance* » qui détaille les capacités militaires par pays, officiellement établi par des experts, mais dont le travail est en réalité largement fourni par les services américains. En 2002, juste avant le début de la guerre d'Irak, l'IISS, supposé objectif et indépendant, avait publié un document avalisant la thèse avancée par le gouvernement américain établissant que l'Irak disposait d'un programme d'armes de destruction massive. Par l'influence qu'il exerce sur les experts cooptés, l'IISS est un formidable relais d'influence des États-Unis. Sa langue de travail est l'anglais... et son cerveau est à Langley (siège de la Central Intelligence Agency – CIA).

Les fondations américaines sont richement dotées et ont les moyens de subventionner les travaux des chercheurs dans la plupart des pays. Elles n'agissent pas dans le domaine stratégique, mais elles y sont actives et créent des réseaux d'influence. Peu après sa nomination au ministère des Armées en mai 2017, on apprenait que Sylvie Goulard avait reçu pendant quatre ans, alors qu'elle était députée européenne, 400 000 dollars d'une fondation américaine. Ce n'est pourtant pas ce qui a causé sa démission, mais un problème d'assistants parlementaires payés par le Parlement européen et affectés au parti dont elle était membre. Le financement relativement conséquent d'une élue européenne par une fondation américaine n'a suscité aucune vive réaction. On peut pourtant le considérer comme problématique... Et on s'imagine sans mal la tempête de commentaires si une fondation russe – fût-ce pour des sommes bien moindres – finançait un élu.

Le débat d'idées stratégiques commence à se multipolariser, mais il reste largement dominé par les États-Unis, surtout pour les chercheurs occidentaux. Ces derniers estiment que la réelle reconnaissance, celle des revues, des universités, des *think tanks* et des fondations, se rencontre outre-Atlantique.

La Chine est certainement le plus important rival des États-Unis. Mais Xi Jinping a envoyé sa fille étudier à Harvard alors que Barack Obama n'enverra pas les siennes étudier à Pékin. Les États-Unis accueillent le tiers des jeunes qui étudient en dehors de leur pays, ce qui représente plus d'un million de personnes chaque année. Évidemment, ces

étudiants issus du monde entier repartent chez eux avec une formation américaine et, quelque part, un état d'esprit américain, une bienveillance à l'égard des États-Unis et une attraction certaine. Les États-Unis sont un « aspirateur à cerveaux ».

Au début des années 1990, dans les premiers mois d'une Russie indépendante et dans l'immense désorganisation du pouvoir, des *think tanks* américains se sont implantés à Moscou, ont embauché des spécialistes locaux et y ont amené le débat stratégique. Ils imposaient le prestige de leurs institutions à leurs homologues russes, lesquels subissaient l'opprobre d'avoir annoncé, à l'époque soviétique, des financements inexistantes – désormais en Russie –, ils apportaient un vent nouveau, l'ouverture sur le monde, la liberté pour chacun d'aborder tous les sujets. Le résultat fut vite probant. Les thèses développées à Washington trouvaient des relais naturels.

Dans l'immédiat après-guerre froide, l'OTAN a multiplié les séminaires et les colloques en invitant des universitaires et des experts des pays de l'Est. Rien de plus normal que de réfléchir avec eux sur la nouvelle donne stratégique qui a tout révolutionné. Ces derniers avaient tout à coup une liberté de pensée et d'expression dont ils n'avaient jamais pu bénéficier auparavant, contraints qu'ils étaient de reprendre en boucle les éléments de langage donnés par leurs gouvernements, eux-mêmes directement influencés par l'URSS. Tout à coup, ils étaient chaleureusement accueillis, n'avaient plus à craindre de déplaire à un expert soviétique qui était de fait à l'époque leur supérieur hiérarchique. Ils percevaient de surcroît un *per diem* juste confortable pour un citoyen ouest-européen, mais qui constituait une manne pour ceux qui venaient d'Europe centrale et orientale.

Comment ne pas être séduit par cette liberté d'expression, cette stimulation intellectuelle, cette véritable camaraderie qui régnait dans les séminaires loin de l'atmosphère étouffante de feu le pacte de Varsovie ?

En France, les études stratégiques ont été pendant longtemps très peu développées. Ce qui existait restait notamment cantonné au milieu de la Défense et était absent des bancs de l'université. La référence s'est dans ce domaine très longtemps trouvée aux États-Unis où se tenaient les débats, et où se situaient les plus puissants centres de recherche, les plus prestigieuses revues et les universités les plus attractives. C'est là que se trouvaient également les financements et les bourses d'études. Dans le combat mené contre l'URSS, les États-Unis ont largement misé sur la diplomatie d'influence (*soft power*) et ont fait en sorte d'attirer les talents.

Il y a de quoi être séduit par le modèle américain. Si on y ajoute la

satisfaction d'être reconnu et considéré par le « centre du monde », le phénomène d'aspiration n'en est que plus puissant. L'entre-soi joue également un rôle important : à force d'être immergé dans le même milieu, plongé dans le même bain amniotique, on développe des réflexes atlantistes, afin d'éviter de choquer ou de décevoir ce qui est devenu un milieu protecteur et amical. Bref, on se met à penser comme les autres. Les études stratégiques étaient encore plus sous influence atlantiste que les études régionales, y compris dans la France gaullo-miterrandiste.

Il existe certes de véritables agents d'influence rétribués ; d'autres sont des militants ou atlantistes, quand d'autres encore sont simplement influencés par un milieu devenu le leur. Ces derniers sont tout simplement *conditionnés*.

-
- 1.Nicolas Hénin, *La France russe : enquête sur les réseaux de Poutine*, Paris, Fayard, 2016.
 - 2.Pierre Conesa, *Hollywar*, Paris, Robert Laffont, 2018.
 - 3.Leyla R. Latypova, « Tracing the Success of Soft Power in the US State Department's Future Leaders Exchange Program », www.inquiriesjournal.com, 2017.
 - 4.Fulbright Foreign Student Program, <https://foreign.fulbrightonline.org/>

Au nom de la démocratie

Ce sont des valeurs communes – démocratie, respect de l'opposition, liberté d'expression, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, respect des minorités, etc. – qui sont censées caractériser le monde occidental. Mais être croyant ne signifie pas toujours être pratiquant, car ces valeurs ont bien souvent été foulées aux pieds par ceux qui les proclamaient.

La défense de la démocratie et des libertés contre la menace soviétique s'est accommodée de quelques fâcheux écarts de comportement. L'URSS représentait une réelle menace posée à la liberté des Occidentaux, mais, pour la contrer, ces derniers, États-Unis en tête, n'ont pas hésité à soutenir, voire à mettre en place, de sanglantes dictatures et des régimes particulièrement répressifs. L'intervention américaine n'a pas toujours été aussi bienveillante que le plan Marshall, ou aussi douce que le développement d'un réseau d'amis intellectuels dans les pays européens. Dans le reste du monde, elle a souvent été faite dans le sang, la répression et les assassinats. Si les États-Unis, par tradition et par intérêt, étaient contre la colonisation, cela ne fut pas toujours dans le total respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Alors que le Congo belge devenait indépendant et que Patrice Lumumba, qui était à sa tête, développait une rhétorique nationaliste et progressiste, sa destitution et sa mise à mort furent organisées, par crainte de le voir devenir un allié de l'Union soviétique. Mobutu l'a remplacé, toujours du côté des Occidentaux, mais ne faisant absolument rien pour le développement de son pays, malgré les immenses richesses minières dont celui-ci dispose. Les Occidentaux ont mis à la tête d'un pays qualifié de « scandale géologique », du fait de ses potentielles richesses, un satrape corrompu et catastrophique dont ils ont jusqu'au bout couvert les excès.

Tout au long de la guerre froide, les Occidentaux, hormis la France dans les années 1980, ont fermé les yeux sur la nature du régime d'apartheid sud-africain, pourtant aux antipodes de leurs valeurs, puisque fondé sur la discrimination raciale assumée et revendiquée et sur l'inégalité. Un régime brutal dont les humiliations et les assassinats n'apparaissaient en rien gênants, car il était pro-occidental, riche en

matières premières et qu'il bénéficiait d'une position stratégique majeure.

La crainte de voir le régime indonésien se rapprocher de l'Union soviétique a conduit la CIA à soutenir l'organisation d'un coup d'État en 1965 qui fit plus de 500 000 morts. L'Indonésie avait eu l'impudence d'être un des piliers du « mouvement des non-alignés » que de nombreux Occidentaux assimilaient à des compagnons de route des communistes.

Le déni de démocratie et le silence sur des crimes de masse semblaient être des prix acceptables pour arrimer ce pays au camp occidental. On ne saurait comprendre l'actuel antagonisme entre Washington et Téhéran sans se référer à l'histoire. Certes, la prise d'otages à l'ambassade américaine en 1979 est restée dans les mémoires. Mais il ne faut pas occulter (car il y trouve aussi une partie de ses racines) le renversement en 1953 – avec l'aide de la CIA – du gouvernement progressiste de Mossadegh qui s'était attaqué aux intérêts pétroliers américains. La protection de ces derniers a justifié l'ingérence contre un régime démocratique afin de mettre en place la dictature du shah Reza Pahlavi.

De la même manière, la façon dont les États-Unis ont géré la révolution cubaine est emblématique de ce type d'erreurs de jugement. Ils ne s'opposèrent pas à l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959. Cependant, à partir du moment où ce dernier commença à attaquer les intérêts américains, dans le but d'une plus grande justice sociale à Cuba, ils le traitèrent en ennemi et le poussèrent dans les bras des Soviétiques. Castro n'était pas communiste au départ : le parti communiste cubain ne s'était rallié à lui que six mois avant sa victoire. Mais il comprit très vite que face aux États-Unis, qui voulaient voir son régime disparaître, il ne pouvait survivre qu'en optant pour une contre-assurance russe.

Et que dire du coup d'État au Chili du 11 septembre 1973 qui renversa le gouvernement légal et légitime d'union de la gauche dirigé par Salvador Allende, pour mettre en place le sinistre général Pinochet ? Dans un des rares pays d'Amérique latine n'ayant connu aucun coup d'État militaire, Washington n'a pas hésité à mettre fin à un régime démocratique de façon sanglante. Et le tout en pleine période de détente. La plupart des gouvernements occidentaux de droite n'avaient pas à l'époque condamné ce coup d'État. Là encore, la crainte que l'URSS ne prenne pied était infondée, puisque Allende n'était pas communiste, mais seulement profondément attaché à la liberté.

1954 au Guatemala, 1964 au Brésil, 1965 à Saint-Domingue, 1983 à Grenade, les États-Unis ont multiplié les interventions en Amérique

latine, sans hésiter à s'opposer à la souveraineté nationale des pays, sûrs de leur bon droit : celui d'intervenir en toute liberté dans leur « arrière-cour ». Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter en 1977 pour que cesse, au temps de la bipolarité, leur interventionnisme dans la région. Mais la reprise se fera par la suite avec des interventions au Nicaragua dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan et au Panama en 1989, sous celle de George H. W. Bush.

Au Vietnam, toujours pour lutter contre le communisme, ils se lancèrent dans une coûteuse guerre pour eux et monstrueuse pour les Vietnamiens, qui entraîna la mort de 1,8 million d'individus. Bombardements de populations civiles, utilisation du napalm et armes chimiques, l'action militaire des États-Unis a été une longue suite de crimes de guerre. Pour lutter contre un éventuel effet domino (enchaînement de chutes de régimes), ils l'ont eux-mêmes provoqué, déstabilisant dans la foulée Cambodge et Laos.

La crainte d'une « contagion communiste » amena les États-Unis à soutenir ou à installer d'odieux régimes militaires, pratiquant tortures et meurtres de masse. Il ne faut donc pas s'aveugler. Si l'URSS a eu un comportement brutal et répressif, niant tout droit à l'autodétermination des peuples qu'elle avait libérés du nazisme, si elle est militairement intervenue pour empêcher l'autodétermination des peuples de l'Est en Allemagne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et, indirectement, en Pologne (et que la menace d'une telle intervention a conduit Jaruzelski à décréter l'état de guerre en 1981), si elle est sauvagement intervenue en Afghanistan, provoquant une guerre qui n'est toujours pas terminée aujourd'hui, si elle a soutenu des régimes répressifs au nom de ses intérêts, elle ne détient pas le monopole des mauvais comportements. Il n'y avait pas d'un côté les États-Unis qui défendaient partout la liberté et de l'autre l'URSS qui la menaçait en tous lieux. De plus, face au passé colonial des pays européens, alliés des États-Unis, l'URSS permit aux mouvements d'indépendance de trouver un soutien que Washington ne pouvait que refuser. Les États-Unis, première puissance mondiale, ont mené une politique de domination afin de conserver leur leadership. Ils n'ont souvent pas hésité à mener une politique de gribouille, jetant dans les bras de l'URSS des mouvements qui voulaient initialement exercer simplement leurs droits nationaux. Donc, n'en déplaise à certains, pour de nombreux peuples, les États-Unis n'ont pas été – loin de là – l'Empire de la liberté. Les Européens de l'Ouest sont restés libres. À leur égard, les États-Unis ont exercé, nous l'avons vu, une politique d'influence, et non pas de répression, une politique de *soft power* et non de *hard power*. L'URSS, à l'égard des pays de l'Est, ne bénéficiait d'aucun *soft*

power, mais les tenait largement sous sa coupe par le *hard power*.

Mais, au sud de la planète, la situation était bien différente. Les deux impérialismes ont été coupables et les actions militaires déstabilisatrices des États-Unis furent finalement celles qui ont engendré le plus de morts.

Rappeler les crimes commis par les Occidentaux n'équivaut ni à exonérer les dictatures du Sud ni à se montrer inactifs et impuissants par repentance ou culpabilité, comme le dénoncent régulièrement les occidentalistes (ceux qui croient que le monde occidental est supérieur aux autres civilisations). Mais se croire parés de toutes les vertus et ne pas voir les aspects moins reluisants de notre politique, tout en se posant en donneurs de leçons, nous rend inaudibles et inefficaces, par manque de réalisme.

Double standard et indignation sélective

La politique du double standard consistant à ne pas juger les uns et les autres sur la base de leur comportement, mais sur celle de leur proximité de pensée, se montrer bienveillants ou impitoyables envers la même action selon qu'elle est le fait d'un allié ou d'un rival, déjà saillante pendant la guerre froide, s'est largement poursuivie depuis. Elle est même devenue une caractéristique des politiques occidentales.

En 2015, Wikileaks et Edward Snowden publiaient un nombre important de documents de la CIA et de la NSA classifiés, révélant le fonctionnement de la surveillance américaine à l'étranger. Quelque 35 dirigeants étaient visés, dont des chefs d'État et de gouvernement alliés comme Angela Merkel et François Hollande, et des entreprises concurrentes des entreprises américaines. En signe de protestation, Dilma Rousseff, la présidente brésilienne, annulait une visite d'État à Washington. François Hollande se contentait de la promesse de Barack Obama de ne pas reproduire de tels agissements. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient (ou font semblant d'y croire). François Hollande demandait aux parlementaires socialistes de ne pas en faire une affaire, par nécessité de l'aide américaine, notamment en matière de renseignement dans la lutte antiterroriste. Évidemment, si les Russes avaient fait la même chose, les réactions auraient été sans commune mesure. La réponse des atlantistes fut la suivante : « Ce n'est pas pareil. Les Américains sont nos alliés. » Argument pour le moins curieux, pour ne pas dire stupide. Ce qui est grave, c'est l'acte en lui-même. Le fait qu'il ait été commis par un allié n'est en rien exonératoire, mais pourrait au contraire être un facteur aggravant. Qu'est-ce qu'un allié qui, à notre égard, a le même comportement qu'un rival ou un adversaire ? La participation des Américains à la lutte antiterroriste ne doit pas faire oublier leur contribution au développement du terrorisme, notamment par la guerre d'Irak. Mais la plus grande contradiction survient par la suite. Edward Snowden, qui avait trouvé refuge à Moscou, était considéré comme un traître par les États-Unis. En dehors de son pays, il pouvait être considéré comme un lanceur d'alerte qui avait pris des risques importants afin de dénoncer des pratiques aussi amoraux qu'illégales, au bénéfice du plus grand

nombre.

En juillet 2013, la France interdisait le survol de son territoire par l'avion du président bolivien Evo Morales, de peur qu'Edward Snowden y ait pris place. Cet acte était extrêmement offensant pour le président d'un pays latino-américain. Snowden était donc considéré comme un dangereux individu. Et, malgré de nombreuses demandes en ce sens, la France – et les autres pays occidentaux – a refusé de lui accorder l'asile politique, afin de ne pas froisser Washington. Si Snowden avait été russe et s'il avait dévoilé des actions louches et inamicales de la part de Moscou, il aurait été accueilli en héros de la liberté. Or, il est américain et donc *persona non grata*.

Chaque année, le 11 septembre, en hommage aux civils et aux familles brisées, sont rappelés les horribles attentats commis par Al-Qaïda contre le World Trade Center et le Pentagone. Si cette commémoration est légitime, il n'en est pas de même pour celle d'un autre 11 septembre : celui de 1973, qui vit le gouvernement de Salvador Allende être renversé par Augusto Pinochet. Certains se demandent comment oser comparer ces deux événements. Peut-être par le nombre de victimes ? Celles de 1973 ont été plus nombreuses que celles de 2001. Comment dès lors expliquer qu'une telle mise en perspective corresponde pour certains à une infamie ? Il n'est en aucun cas question d'excuser 2001 et non 1973. Il s'agit simplement de dire que les actes n'ont, dans ces deux cas, aucune circonstance atténuante. Par ailleurs, on n'attend rien de positif d'une organisation comme Al-Qaïda qui, en s'attaquant à la démocratie et aux civils, n'a fait que tenir ses promesses et légitime ce pour quoi on la combat. En revanche, un pays qui se définit comme le mètre étalon de la démocratie n'a pas hésité à en écraser les valeurs, en acceptant massacres, tortures et viols. La vie de Chiliens et d'innocents vaudrait-elle moins que celles d'innocents Américains ?

La guerre du Kosovo de 1999 a été présentée comme « une guerre morale », ayant pour but d'empêcher le nettoyage ethnique des Kosovars par les Serbes. Cinquante ans après sa création et dix ans après la chute du mur, l'OTAN avait en fait un besoin vital de prouver son utilité. Agir, de surcroît de façon désintéressée, pour venir en aide à un peuple réprimé, permettait donc de gagner sur tous les tableaux. Les pays européens, et notamment la France et la Grande-Bretagne, se trouvaient face à une autre problématique : ils venaient de signer les accords de Saint-Malo qui donnaient du crédit à la thèse d'une défense européenne renforcée. Par rapport aux événements du Kosovo, beaucoup pensaient une fois de plus que les gestes ne suivaient pas les déclarations. C'était donc pour montrer le sérieux de leur démarche que les Européens s'étaient embarqués dans cette bataille. Bref, loin

des arguments moraux mis en avant, c'était bien pour des raisons purement stratégiques qu'Américains et Européens s'étaient lancés dans la guerre du Kosovo. Certes, Milosevic avait du sang sur les mains. Mais on ne lui a pas demandé de se les laver avant de signer avec les Occidentaux les accords de Dayton en 1995. Si Ibrahim Rugova, le leader kosovar, semblait tout à fait honorable, ceux de la branche armée de l'UCK l'étaient moins. Ce sont pourtant eux que la guerre allait favoriser. Ils s'y distinguèrent par leur violence aveugle. Lors du sommet de Rambouillet de 1999, où tous les protagonistes étaient réunis, les Occidentaux proposèrent quelque chose d'inacceptable à la Yougoslavie : le déploiement sur son territoire de troupes de l'OTAN pour surveiller le cessez-le-feu¹. Décrivant le processus qui a conduit à la Première Guerre mondiale, l'historien Christopher Clark écrivait que l'ultimatum autrichien envoyé à la Serbie après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand était « bien plus modéré que l'ultimatum présenté par l'OTAN à la Serbie yougoslave sous la forme de l'accord de Rambouillet, rédigé en février et mars 1999 pour obliger les Serbes à se conformer aux décisions prises par l'OTAN sur le Kosovo² ». Légèrement majoritaire sur une partie du territoire, mais minoritaire dans l'ensemble de l'État, ayant une différence religieuse et culturelle avec le centre, les musulmans demandaient une indépendance qui leur était refusée. Ils commencèrent alors à prendre les armes. S'ensuivit une violente répression armée. Par la suite, ils allèrent jusqu'à organiser un trafic d'organes sur des prisonniers serbes, sans que cela n'ait semblé particulièrement émouvoir les Occidentaux.

Il y eut deux cas comparables à la fin des années 1990 où une minorité musulmane demandait à se séparer d'un ensemble slave orthodoxe. Dans un cas, l'OTAN était intervenue ; dans l'autre non. Est-elle intervenue là où la répression était la plus sanglante ? Non, mais là où le pays était le plus faible. On a fait la guerre à la Yougoslavie qui avait peu de moyens de se défendre. La Russie a eu la main bien plus lourde contre les Tchétchènes. Mais nous sommes restés inactifs. Intervenir eût été tout simplement trop dangereux.

La comparaison Kosovo/Crimée (ou Ossétie du Nord, territoire séparatiste géorgien soutenu par la Russie) permet de constater une double hypocrisie. Au Kosovo, les Occidentaux ont mis en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en tant que critère déterminant des relations internationales. La Russie, elle, faisait prévaloir l'intégrité territoriale, au nom de la stabilité du pays. En Crimée ou en Ossétie du Sud, les rôles sont tout à fait inversés. Les Occidentaux soulignent l'intégrité territoriale ukrainienne ou géorgienne quand les Russes se drapent dans le respect du droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'ils ont interprété différemment pour le Kosovo...

Alors que l'Occident ne remettait pas en cause la souveraineté de la Yougoslavie sur le Kosovo, une guerre fut menée qui, après le départ de l'armée yougoslave, ne pouvait que conduire à l'indépendance, d'ailleurs rapidement reconnue. Les puissances occidentales ont même été jusqu'à bombarder Belgrade pour obtenir ce qu'elles voulaient. Certes, elles n'ont pas annexé le Kosovo, État quasiment mafieux, qu'une grande partie de sa population a quitté, malgré le versement d'aide massive de la part des Occidentaux. La Russie, elle, n'a pas bombardé Kiev pour qu'elle lâche prise en Crimée. La presse occidentale a dans l'ensemble soutenu la « guerre morale » du Kosovo. Elle a trouvé justifié de bombarder Belgrade pour faire lâcher prise à Milosevic. Les réactions à un bombardement russe sur Kiev auraient été plus que furieusement indignées ; les bombardements sur Belgrade, eux, ont été présentés comme un mal nécessaire.

L'intervention au Kosovo avait pour but de mettre fin au nettoyage ethnique des Serbes contre les Kosovars. La guerre terminée, les armées yougoslaves furent expulsées du pays et remplacées par des troupes de l'OTAN ; se mit alors en place un nettoyage ethnique à l'encontre de la minorité serbe du Kosovo contre lequel les troupes de l'OTAN n'ont pas réagi avec vigueur. Bien loin de là. De même, la reconquête de la République serbe auto-proclamée de Krajina par l'armée croate en 1995 se traduisit par l'expulsion de 200 000 Serbes sans déclencher la moindre protestation occidentale.

Les Occidentaux ont décidé de sanctions à l'égard de la Russie après l'annexion de la Crimée. Notons que celles-ci ont eu un effet retour, car les Européens commercent plus avec la Russie que les États-Unis (seulement 1 % du commerce international de ces derniers se fait avec Moscou...). Mais il serait apparu complètement insolite de déclarer des sanctions contre les États-Unis ou le Royaume-Uni après la guerre d'Irak, tout aussi illégale que l'annexion de la Crimée et dont les conséquences stratégiques sont bien plus catastrophiques. La guerre a fait des milliers de morts, a détruit l'Irak et a aggravé l'insécurité mondiale, notamment par le développement du terrorisme. Mais pas question d'évoquer la moindre sanction. Qu'est-ce qui en réalité est irrationnel ? N'est-ce pas d'opérer « naturellement » une telle différence de traitement ? Il apparaît légitime de mettre en œuvre des sanctions contre la Russie, mais pas contre les États-Unis. Une telle demande ne serait pas acceptable et perçue comme très peu sérieuse. Le conditionnement du monde occidental marche aussi bien que celui dont parlait Harari au sujet du monde médiéval. Le concept même de sanction est à revisiter. Lorsqu'elle en émet, la « communauté

internationale » qui les décrète vis-à-vis d'un pays qui viole le droit se trouve dans son rôle. Elle fait appliquer le droit et protège la société internationale. Et si elles sont décidées au CSNU, cela signifie qu'il existe un large consensus provenant de différents États. Mais la communauté occidentale est la seule à se croire autorisée à en décréter vis-à-vis des autres États. Il n'y a aucun problème à ce qu'elle se place au-dessus des autres, au fait qu'elle s'estime d'une essence supérieure et qu'elle puisse ainsi les juger. Elle se pense dans son bon droit alors qu'il s'agit très souvent d'un droit qu'elle décide unilatéralement...

Les Occidentaux ne reconnaissent pas la souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est ni sur les territoires palestiniens. Mais quelqu'un qui proposerait un ultimatum à l'armée israélienne afin qu'elle y renonce serait certainement interné. Il est vrai qu'au vu des risques encourus, il faudrait être fou pour avancer une telle proposition.

L'Occident mène toujours des guerres au nom de la morale : pour protéger le peuple libyen, offrir la démocratie aux Irakiens, se débarrasser d'un dictateur sanglant (qui l'était pourtant déjà quand on le soutenait), etc. En réalité, l'aspect moral est une justification, et l'intérêt stratégique, la réelle motivation, mais invouée. En 2002, George W. Bush décrivait un « axe du mal » qui incluait l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, trois dictatures soupçonnées de posséder, ou de vouloir se doter, d'armes nucléaires. Saddam Hussein déclarait ne pas en posséder et acceptait des inspections internationales. Kim Jong-il, lui, se vantait de posséder des armes nucléaires et s'opposait à toute inspection. Il allait même jusqu'à insulter le président américain. Le résultat fut que G. W. Bush choisit l'option militaire pour l'Irak et l'option diplomatique – ou l'inaction – pour la Corée du Nord. Pourquoi cette dernière accepterait-elle aujourd'hui de renoncer aux armes nucléaires ? C'est l'assurance-vie de son régime. La guerre d'Irak de 2003 a été lancée au nom de la non-prolifération, mais elle constitua plutôt une incitation à se doter de l'arme suprême. Si Saddam Hussein en avait possédé, George W. Bush ne l'aurait pas attaqué. C'était certes un tyran, mais son peuple ne souffrait pas plus que le peuple nord-coréen. C'est pourtant en Irak que les États-Unis ont décidé d'implanter la démocratie par la guerre, et pas en Corée du Nord. Aujourd'hui, Kim Jong-un doit penser que si Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi avaient bénéficié des armes nucléaires, ils seraient encore vivants et au pouvoir.

L'annexion de la Crimée par la Russie est parfaitement illégale, du point de vue du droit international. Elle a été réalisée après un référendum d'autodétermination qui n'avait pas reçu l'aval des autorités ukrainiennes. Le parallèle est parfois dressé à tort avec celui

de l'Écosse alors que ce dernier avait bien été organisé avec l'accord de Londres. Mais il y a quand même des circonstances particulières : la Crimée est russophone et la majorité de sa population souhaite rejoindre la Russie. C'est une région historiquement russe qui fut attribuée par Khrouchtchev, à peine parvenu au pouvoir, à l'Ukraine, dans le cadre des frontières de l'Union soviétique. C'était un geste sans réelles conséquences puisque le pouvoir se trouvait à Moscou et non pas à Kiev. Or, lors de l'implosion de l'Union soviétique en 1991, le président ukrainien Kravtchouk avait attiré l'attention de Boris Eltsine sur l'épineux problème posé par la Crimée, alors que Kiev et Moscou allaient devenir des capitales indépendantes. Eltsine, pressé d'être à la tête d'une Russie indépendante, avait renvoyé à d'ultérieures échéances le règlement de ce problème. Il fit preuve d'une légèreté coupable, sacrifiant le long terme sur l'autel du court terme. Face à cet acte illégal, les Occidentaux prirent des sanctions à l'égard de la Russie. Si du point de vue international, il est impossible de nier l'illégalité de l'annexion, on peut cependant penser que d'autres violations du droit international n'ont suscité aucune réaction occidentale...

Il n'est bien sûr venu à l'idée de personne de vouloir sanctionner Israël pour l'annexion – elle aussi illégale et, contrairement à la Crimée, en rien souhaitée par la population qui y vit – de Jérusalem-Est. La Russie essaie de développer la Crimée et ne détruit pas les infrastructures existantes. Quelqu'un qui réclamerait des sanctions à l'encontre des États-Unis pour avoir mené une guerre illégale en Irak apparaîtrait déconnecté des réalités. Au-delà du débat sur la légalité internationale, les conséquences stratégiques de ces deux événements – annexion de la Crimée et guerre d'Irak – sont très différentes. Dans le second cas, un pays a été détruit, des dizaines de milliers de personnes sont mortes, une région a été déstabilisée, le terrorisme s'est répandu et la haine du monde occidental a été attisée.

Les pays occidentaux ont décidé de sanctions lorsqu'un ancien espion russe – traître aux yeux de Moscou – avait été empoisonné au Royaume-Uni, et que leurs soupçons convergeaient sur la Russie. Celle-ci niait alors être impliquée, sans convaincre quiconque dans les capitales européennes. L'assassinat de Jamal Khashoggi, indéniablement attribué à l'Arabie saoudite, n'a suscité aucune sanction. De même que l'assassinat par les Israéliens de scientifiques iraniens travaillant sur le programme nucléaire n'a jamais provoqué aucune vague d'indignation. Pourtant Israël, comme la Russie, le fait au nom de sa sécurité.

Lorsque Paul Kagame, actuel président de la République du Rwanda, est accusé d'avoir fait exécuter des opposants ou des témoins

susceptibles de le mettre en cause dans l'attentat contre l'avion du président rwandais Habyarimana, élément déclencheur du génocide rwandais, personne ne songe à le condamner malgré des pistes convergentes menant jusqu'à lui et un attentat commis en Afrique du Sud contre un opposant. Sa ministre des Affaires étrangères a même reçu un large soutien, y compris de la part de la France, pour prendre la présidence de l'Organisation internationale de la francophonie. *The Economist*, pas vraiment un journal pro-français et encore moins gaullo-mitterrandiste, se montre très sévère à l'égard de Paul Kagame, dont il rappelle qu'il a renversé le gouvernement de l'Ouganda à 28 ans, celui du Rwanda à 36 et celui du Congo à 39 : « Les médias sont asphyxiés. Les membres de l'opposition sont harcelés et, à l'occasion, tués. Les membres les plus importants du régime ont fui à l'étranger et ne sont toujours pas en sécurité. Un ancien chef des services de renseignement a été étranglé dans un hôtel de luxe en Afrique du Sud et un ancien ministre de l'Intérieur a été abattu au Kenya³. » Son parti, le Front patriotique rwandais, a des yeux dans chaque village et obtient l'obéissance par la peur. Outre l'Érythrée, c'est au Rwanda que la liberté d'expression est la plus limitée de toute l'Afrique.

À l'inverse, les Occidentaux, France en tête, ont protesté contre la répression de Nicolás Maduro au Venezuela. Mais ils sont restés muets lorsqu'un sanglant coup d'État militaire a installé le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi au pouvoir en Égypte et ils ne disent mot de l'ampleur de sa répression, encore plus brutale qu'au Venezuela, ni de l'absence de droits démocratiques encore plus criante. Mais il est vrai que l'Égypte est pro-occidentale. Et qu'elle a acheté des Rafales...

Au nom de la morale et en vertu de l'ingérence, les Occidentaux font la leçon à certains pays sur le non-respect des droits de l'homme. Ces derniers pourraient pourtant sans aucune difficulté leur rappeler la guerre d'Irak, Guantanamo, le scandale d'Abou Ghraïb et le soutien apporté à des régimes qui n'ont absolument rien de démocratiques.

1.« Le personnel de l'OTAN aura, de même que ses véhicules, navires, aéronefs et équipements, toute liberté d'accès et de passage sur l'ensemble du territoire de la République fédérale de Yougoslavie, y compris sur son espace aérien et ses eaux territoriales. Cette faculté comprendra de manière non limitative, le droit de bivouaquer, de manœuvrer, de se loger et d'utiliser toute zone ou toute installation pour des besoins logistiques, d'entraînement ou opérationnels. »

2.Christopher Clark, *Les Somnambules*, Paris, Flammarion, 2015, p. 452.

3.*The Economist*, 15 juillet 2018.

Sortir de la dépendance

Jamais un président américain ne s'était montré aussi insultant envers des alliés européens. Ne serait-ce pas l'occasion attendue pour mettre fin à une dépendance devenue non seulement inutile, mais de plus en plus pesante et, finalement, dangereuse ?

Poutine : ni allié, ni ennemi

« Poutinolâtre ». Ce qualificatif méprisant est d'emblée apposé à toute personne qui ne condamne pas en bloc la politique de la Russie.

Il existe de réels admirateurs de Poutine qui adhèrent à la totalité de sa politique, intérieure comme extérieure, et ne cherche pas à lui trouver de circonstances atténuantes, estimant qu'il n'est aucunement nécessaire de fournir des justifications défensives. Pour eux, il n'y a rien à redire sur la politique du président russe. On trouve notamment ce type de comportement à l'extrême droite, mais aussi dans d'autres milieux politiques, parmi les personnes qui ont un fort esprit de contradiction et qui prennent systématiquement le contre-pied de l'avis médiatique dominant.

Mais les véritables « poutinolâtres » constituent une minorité. Car cet adjectif disqualifiant est aussi – et surtout – destiné à ceux qui, tout en ayant des critiques à opposer à la politique de Vladimir Poutine, estiment néanmoins que le « *Poutine bashing* » (dénigrement systématique de Vladimir Poutine) ou le « *Russian bashing* » (dénigrement systématique de la Russie), très présent dans les commentaires, est une impasse intellectuelle qui conduit à une erreur stratégique.

Poutine a des tendances autocrates, son régime opère souvent des virages autoritaires qui conduisent à une politique étrangère brutale, l'opposition russe est malmenée, la presse est sous contrôle et l'indépendance de la justice laisse plus qu'à désirer. L'annexion de la Crimée est une flagrante violation du droit international, le soutien au régime de Bachar al-Assad – légal au niveau du droit international puisqu'il vient au secours d'un gouvernement en place, quoi que l'on pense de ce dernier – s'est accompagné de crimes de guerre à l'encontre des civils syriens. Et ce qui s'est passé, et qui continue à se dérouler, en Tchétchénie, est hautement condamnable.

Il ne s'agit donc pas d'être béat d'admiration devant les faits, les gestes et les démonstrations de force – personnelles ou politiques – du président russe, mais de réfléchir à froid sur le type de relations que l'on souhaite entretenir avec Moscou, et se poser deux questions :

- Quelle politique sert au mieux les intérêts de la France et de

l'Europe ?

- Quelle politique sert au mieux la sécurité internationale présente et à venir ?

Tout d'abord, un rappel factuel. Poutine est populaire dans son pays, exactement pour les mêmes raisons qui font de lui un des leaders internationaux les plus impopulaires du monde occidental. C'est parce qu'il résiste à ce dernier, accusé d'avoir humilié la Russie dans les années 1990 (PIB réduit de 50 %, humiliation internationale) que Poutine séduit les Russes. Il a rendu sa fierté aux patriotes et le pouvoir d'achat aux consommateurs. Plus il est critiqué par les Occidentaux, plus il est populaire en Russie. En ce sens, les sanctions et les condamnations occidentales, loin de l'affaiblir, le renforcent sur le plan interne. La dégradation du climat international produit une embellie du climat national.

Les occidentalistes nient que la Russie ait été humiliée par le monde occidental dans les années 1990, comme ils nient que Moscou ait pu croire qu'il y a eu un réel engagement de non-élargissement de l'OTAN (cf. chapitre 4). Cette théorie de l'humiliation leur apparaît comme un prétexte dissimulant mal la volonté impériale de l'agressif Poutine. Pourtant, un simple examen des faits donne du crédit à cette thèse que tous les Russes partagent. Et le fait que responsables et experts occidentalistes nient cette perception – comme s'ils comprenaient mieux la pensée russe que les Russes eux-mêmes, trop immatures pour être pris en compte – n'a fait que renforcer la suspicion russe.

En Russie, comme ailleurs, et peut-être même davantage, quand la nation paraît soumise à des dangers extérieurs, la population se regroupe autour de son leader. Bien sûr, la presse est largement contrôlée par le régime et l'opposition a du mal à s'exprimer. Il n'en reste pas moins que la popularité de Vladimir Poutine auprès de sa population est réelle et a même connu une forte ascension à la suite de l'annexion de la Crimée. Elle a cependant baissé à l'été 2018 lorsque le président russe a annoncé une élévation de l'âge de la retraite, ce qui montre d'ailleurs qu'elle n'est ni figée ni artificielle.

Les Occidentaux, et notamment les États-Unis, ont préféré être les vainqueurs de la guerre froide que les bâtisseurs d'un nouvel ordre mondial. Ils ont abandonné Mikhaïl Gorbatchev à son sort une fois retirés tous les avantages espérés. Ils se sont félicités de l'implosion de l'URSS et de la faiblesse accommodante de Boris Eltsine. Confondant désir et réalité, ils ont pensé que les Russes étaient devenus occidentaux. Or, les Russes sont restés russes et le passage à vide des années 1990 désormais derrière eux, ils ont réorienté leur politique qu'ils pensent être dans l'intérêt de la Russie. Ce qui les a conduits à

s'opposer aux Occidentaux d'autant plus que ceux-ci les souhaiteraient au moins passifs, au mieux soumis.

Dans la conception occidentaliste, le monde occidental défend des intérêts et des valeurs universelles. Il est donc logique, et même souhaitable, qu'il déploie sans encombre une politique bénéfique au plus grand nombre. L'OTAN – bras armé du monde occidental – est une alliance purement défensive et doit s'élargir le plus possible pour sécuriser l'espace au maximum. Dans cette optique, la Russie ne fait que défendre les intérêts nationaux égoïstes, souvent opposés aux visées occidentales. Partant de la fiction (à laquelle beaucoup croient) que les Occidentaux n'ont pas d'intérêts propres, mais défendent des valeurs universelles, le jugement ne peut qu'être négatif pour Moscou.

Il est souvent reproché à Vladimir Poutine de jouer sur la division des Occidentaux et, plus particulièrement, sur celle des pays européens. C'est vrai. Poutine considère les Occidentaux comme hostiles à la Russie et il joue sur les potentiels désaccords pour les affaiblir. Mais les Occidentaux ont davantage joué sur l'affaiblissement du pouvoir de Moscou que l'inverse. Quant à l'Union européenne, il est certain qu'elle est perçue comme hostile par Poutine, ce qui n'était pas le cas au début de l'exercice de son pouvoir. Vladimir Poutine joue la carte « populiste », ou du moins antieuropéenne, du Hongrois Viktor Orbán à la Française Marine Le Pen en passant par l'Italien Matteo Salvini. L'accord d'association proposé à l'Ukraine, sous la conduite de l'américanophile José Manuel Barroso, était clairement dirigé contre la Russie. Mais, surtout, Vladimir Poutine a conclu de la politique de sanction mise en place que l'Union européenne n'était pas un acteur stratégique autonome, mais un wagon rattaché à la locomotive américaine. Poutine semble avoir renoncé à l'espoir d'une politique européenne indépendante. Pour lui, l'Europe n'est que l'auxiliaire de la diplomatie de Washington.

Comprendre n'est pas légitimer. Ainsi, en analysant la politique de Poutine, il ne s'agit pas de l'exonérer de toutes ses responsabilités, mais d'essayer de sortir de l'ornière et de ne pas répéter les erreurs du passé qui l'ont conduit à ce raidissement. On cite souvent la phrase du président russe qui explique que la chute de l'URSS est « la pire catastrophe géopolitique du ^{xx}e siècle », pour faire croire qu'il souhaite recréer l'Union soviétique. On peut faire beaucoup de reproches au président russe, mais pas celui d'être hors des réalités. Quand il prononce ces mots, il regrette un équilibre des forces qui aurait conduit à une stabilité internationale. Un raisonnement très « kisingérien ». Mais Poutine a également déclaré : « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur. Celui qui veut la recréer n'a pas de tête. » Il est conscient des limites de la puissance russe. Alexandre

III avait déclaré : « La Russie n'a d'autres alliés que son armée et sa flotte. » Poutine, lui, peut voir, si ce n'est des alliés, du moins des partenaires, parmi la plupart des pays non occidentaux.

« La plus grande erreur de la Russie dans ses relations avec l'Occident est de vous avoir accordé trop de confiance. Votre erreur est d'avoir pris cette confiance pour une faiblesse et d'en avoir abusé », déclare Poutine en octobre 2017.

Les Américains ont voulu traiter la Russie comme un pays vaincu. Celle-ci, humiliée, a cherché à retrouver un statut en remettant en cause la domination occidentale. Cette crispation russe a effrayé les Européens qui ont fait bloc avec les Américains. Un cercle vicieux s'est alors mis en place.

En septembre 2008, les Russes ont organisé leurs plus importantes manœuvres militaires depuis la fin de la guerre froide, impliquant 300 000 soldats. Point particulier : des soldats chinois ont pu y participer. En leur temps, la stratégie de Richard Nixon et Henry Kissinger avait été de renforcer la rivalité sino-russe. D'un point de vue occidental, cette dernière fut payante. La stratégie actuelle occidentale l'éloigne de la Russie qui, elle, se rapproche de la Chine, quelles que soient les divergences et les inégalités de statut. Or, la convergence entre ces deux pays effraie les Occidentaux. John Mearsheimer, universitaire américain spécialisé dans les relations internationales et qui n'a rien d'un gauchiste, a très bien posé le problème : quel est le principal défi stratégique à long terme pour les États-Unis ? Celui de la Chine. Qui a alors intérêt à pousser les Russes dans les bras des Chinois¹ ? Mais la culture stratégique du Pentagone et de l'OTAN est antirusse. Ils n'hésitent donc pas à aller à la fois à l'encontre des intérêts du monde qu'ils sont censés défendre et au bénéfice de leurs intérêts corporatistes. Ils participent à la perpétuation du danger contre lequel ils doivent constituer une protection. Formidable contradiction. L'échec de leur principale mission leur permet une existence pérenne. Après avoir injecté le poison, ils arrivent en sauveurs pour délivrer l'antidote. De plus, leur incapacité à avoir une vision stratégique clairvoyante et originale est récompensée par des moyens supplémentaires. Dès lors, pourquoi s'arracher de cette confortable toile civilisationnelle ?

Face à la menace occidentale ou européenne, les dépenses militaires russes avoisinent les 60 milliards de dollars. L'augmentation du budget militaire américain annoncée par Donald Trump s'élève à 120 milliards de dollars sur deux ans. Le budget militaire américain est de 717 milliards de dollars. Le budget des pays de l'OTAN est de 954 milliards de dollars en 2018². La réalité de la menace militaire russe

est un fantasme, qui conduit néanmoins à une réalité : l'augmentation des budgets militaires des pays de l'OTAN et le renforcement de cette dernière. L'OTAN est le pompier pyromane de la sécurité européenne.

1.Cf. « Intérêt national », *La Revue internationale et stratégique*, n° 105, Paris, IRIS éditions, mars 2017.

2.Avant donc la seconde augmentation de 60 milliards de dollars du budget américain.

Un système de défense au service de l'insécurité

Outre la guerre du Kosovo et l'élargissement de l'OTAN, déjà abordés, un autre dossier empoisonne les relations russo-américaines. Vécu comme simplement défensif par les États-Unis, il est perçu comme offensif et rompant gravement l'équilibre nucléaire entre les deux pays par la Russie.

Le système de défense antimissile américain déployé en Europe constitue une des – ou même la – principales pommes de discorde stratégiques entre Moscou et Washington, et ce depuis plus d'une vingtaine d'années. Et sa mise en place en Asie, accélérée par la crise nord-coréenne, envenime les relations entre Pékin et Washington. Ce système, que les Américains veulent à tout prix préserver, même lorsque ses justifications disparaissent, montre la toute-puissance du complexe militaro-industriel américain, qui agit en toute irrationalité en matière de sécurité, et en toute rationalité pour préserver ses positions de force.

Le système de défense antimissile fut un sujet de préoccupation majeure pendant la guerre froide. Dans les années 1960, l'URSS, inquiète de la supériorité nucléaire des États-Unis, commença à déployer un système antimissile destiné à la protéger d'une éventuelle attaque américaine. Il s'agissait d'empêcher les missiles américains d'atteindre des cibles en URSS. Des missiles « défensifs » devaient ainsi intercepter des missiles attaquants, tel un système de défense contre l'aviation (DCA) adapté aux missiles. Les États-Unis, en mettant en place le même type de programme, n'ont fait que suivre. Très rapidement, les deux protagonistes comprirent les risques d'une telle course aux armements, qu'ils soient offensifs ou défensifs.

Le traité SALT 1 (apogée de la détente), signé en 1972, fixe un unique plafond au nombre d'armes offensives que chacune des deux superpuissances est en droit de posséder. Il en fixe également un aux armes défensives : deux sites de cent lanceurs, qui seront ultérieurement réduits à un seul. Henry Kissinger avait conceptualisé le fondement de cet accord historique où les superpuissances avaient volontairement accepté de limiter le cœur même de leur puissance

militaire. La recherche de la sécurité absolue à laquelle aspirait une puissance se soldait par l'insécurité absolue de toutes les autres. Lui préférait privilégier un système où sécurité et insécurité s'équilibraient. Cela impliquait donc un équilibre des forces, dont on devait négocier le maintien. La croyance dans la supériorité pouvait conduire à un affrontement aux conséquences irréversibles à l'heure nucléaire.

Dans les années 1980, la « guerre des étoiles » (initiative de défense stratégique), lancée par Ronald Reagan alors président, relança le projet de défense antimissile. Il s'agissait de mettre en place un système de satellites, dans l'espace ou sur la Terre, qui détruiraient les missiles ayant pour cible le territoire américain. Fondé sur l'argumentation « plutôt défendre que venger ses morts », il oubliait que le but de la dissuasion nucléaire était d'empêcher le début d'une attaque. De plus, le système ne pouvait être assuré de fonctionner à 100 % et il ne fallait pas plus d'un missile atteignant sa cible pour que les conséquences soient irréversibles.

En octobre 1986, lors du sommet d'Helsinki entre les présidents Reagan et Gorbatchev, un accord semblait avoir enfin été trouvé sur l'épineuse question des euromissiles qui depuis la fin des années 1970 envenimait les relations Est-Ouest. Mikhaïl Gorbatchev proposa alors une option zéro sur les euromissiles¹. Il fut même envisagé d'adopter un accord de désarmement nucléaire général et complet d'ici dix ans. Mikhaïl Gorbatchev, traumatisé par Tchernobyl, y était prêt, et l'Union soviétique, qui disposait d'une supériorité, a toujours plaidé pour le désarmement nucléaire. Les Européens de l'Ouest, pour qui la dissuasion est au cœur de la sécurité depuis le début de la guerre froide, étaient plus réticents.

En échange, Gorbatchev ne demandait qu'une seule concession de la part des États-Unis : son engagement à limiter le programme d'Initiative de défense stratégique (IDS) à la recherche en laboratoire, sans procéder à des tests dans l'espace. Mais Reagan refusa de sacrifier son projet. Comme l'écrit Andreï Gratchev : « Finalement, le deal historique se brise sur ce seul mot : laboratoire². »

En sortant de la dernière réunion, Gorbatchev, visiblement très déçu, confiait à son collègue américain : « Monsieur le président, vous avez raté une chance d'entrer dans l'histoire comme le grand leader qui a réussi à ouvrir la voie au désarmement nucléaire. » Reagan aurait déclaré à son chef de cabinet : « Nous étions à deux doigts de l'accord. C'est une honte que nous n'y soyons pas parvenus³. »

Ce fut là un exemple type d'incohérence stratégique. L'IDS était censée protéger d'une menace nucléaire. Mais le complexe industriel

américain renonça à la perspective d'un traité de désarmement nucléaire général et complet pour préserver un système censé le protéger de la menace qui aurait pu disparaître.

Dans les années 1990, Bill Clinton déterra le projet afin de faire face à la menace nord-coréenne. Au début du XXI^e siècle, face à la menace iranienne, il fut de nouveau placé au cœur de la politique américaine. La même argumentation était à chaque fois mise en avant : technologiquement possible et financièrement supportable. Argumentation à chaque fois démentie par les faits. Pour les Russes, les menaces coréennes ou iraniennes ne constituaient qu'un prétexte et c'est bien la Russie qui était visée. La mise en place d'un tel système, s'il parvenait à être effectif, refuserait à Moscou toute perspective de dissuasion. Si les Russes sont menacés de ne plus pouvoir atteindre les cibles américaines, l'équilibre de la dissuasion ne jouera plus. La Russie restera sous la menace américaine sans réciprocité. Et le théorème de Kissinger ne s'appliquera plus.

Régulièrement, ce type de programme est relancé. C'est un programme fétiche du complexe militaro-industriel. De surcroît, le terme « défensif » est censé être davantage « vendeur » auprès des opinions.

Dans ses mémoires⁴, Madeleine Albright, secrétaire d'État dans l'administration Clinton, raconte qu'en 2000, peu avant la fin du mandat de ce dernier, les États-Unis et la Corée du Nord étaient tout près d'obtenir un accord mettant fin à la menace potentielle des missiles de longue portée nord-coréens. À l'époque, écrit-elle, de nombreux parlementaires et experts américains s'y sont opposés « craignant qu'un accord avec la Corée du Nord ne fragilise le projet américain de défense antimissile ». Ils se sont donc opposés à une possibilité de désarmement nord-coréen, car elle aurait constitué une menace sur le programme d'armement américain... censé protéger contre la menace nord-coréenne ! On voit là le poids du complexe militaro-industriel et l'illogisme de ses positions. On préfère conserver une menace afin de disposer d'un (très coûteux) système défensif plutôt que de supprimer cette menace. Par la suite, Bill Clinton s'était concentré sur le sommet de Camp David et le conflit israélo-palestinien, laissant le dossier en l'état.

En 2001, George W. Bush s'était retiré du traité Anti-Ballistic Missile (ABM) afin de travailler librement sur un programme de système de défense antimissile. À ce jour, seuls les États-Unis et la Corée du Nord se sont retirés d'un accord de désarmement nucléaire dans le cadre du traité de non-prolifération. Curieux compagnonnage ! Donald Trump doubla la mise en dénonçant, en octobre 2018, le traité sur les forces

nucléaires intermédiaires (FNI ou euromissiles), signé en 1987 par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, et considéré comme un élément clé de la sortie de la guerre froide.

Pour Moscou, la dénonciation du traité et la mise en place d'un système de défense antimissile en Europe constituent une atteinte à la parité nucléaire. Barack Obama en était conscient et, lui qui prétendait ne pas vouloir déployer « un système basé sur des technologies incertaines et un financement non assuré contre une menace inexistante », a plié devant le complexe militaro-industriel. Il n'a donc pas pu appuyer sur le bouton *reset* des relations américano-russes. Donald Trump, considéré comme le plus « iconoclaste » des présidents américains, ne peut pas non plus mener à l'égard de la Russie la politique de rapprochement qu'il déclarait vouloir mettre en place lors de la campagne électorale.

On se trouve face à l'immense paradoxe d'un programme présenté comme défensif, mais qui est en réalité menaçant et qui suscite de l'incertitude stratégique. C'est sans doute l'objectif du complexe militaro-industriel américain, soucieux d'éviter le piège de la détente et du désarmement.

Dans son dernier discours sur l'état de l'Union en janvier 1961, Eisenhower, qu'on peut difficilement présenter comme un pacifiste irresponsable, mettait en garde ses compatriotes contre le poids du complexe militaro-industriel :

« Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale, économique, politique, spirituelle même est ressentie dans chaque ville, dans chaque parlement d'État, dans chaque bureau du gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. Mais nous ne devons pas manquer de comprendre ses graves implications. Notre travail, nos ressources, nos moyens d'existence sont impliqués ; ainsi en va-t-il de la structure même de notre société. »

« Dans les prises de décision de l'État, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. » [...]

« Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts

pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble. »

L'acharnement de ce complexe militaro-industriel à défendre le système ABM, et le succès qu'il a eu en ce domaine, montre sa force et explique en partie le maintien d'un climat hostile entre Moscou et Washington, qui justifie le renforcement de l'OTAN. Le type de cercle vicieux utile à l'avenir et au rayonnement de l'OTAN.

1.Démantèlement total de tous les missiles, américains et soviétiques, dont la portée était limitée au continent européen.

2.Andreï Gratchev, *op. cit.*, p. 153.

3.*Ibid.*

4.Madeleine Albright, *Madame le secrétaire d'État*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 573.

Ukraine, Syrie : torts exclusifs ?

L'annexion de la Crimée par la Russie a conduit le monde occidental à prendre des sanctions contre Moscou. La volonté russe de déstabiliser une Ukraine qui ne voulait plus rester dans sa zone d'influence a courroucé les Occidentaux et nourri les sentiments alarmistes de la Pologne et des pays baltes. L'aide décisive apportée au régime de Bachar al-Assad – quitte à commettre des crimes de guerre – a permis à ce dernier de demeurer au pouvoir au prix de la destruction de son pays et du martyre de son peuple.

Mais, si les responsabilités de Moscou sont bien établies, il est une fois encore caricatural d'avoir une vision manichéenne de ces événements, avec un Occident animé de pures et pieuses intentions d'un côté et une Russie guidée par de noirs desseins, de l'autre.

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale dans l'administration Carter, avait théorisé que, sans l'Ukraine, la Russie cessait d'être un empire en Europe. De l'an 860 au XII^e siècle, l'État de Kiev fut, sous le nom de Rus, le premier État des Slaves de l'Est, avant que ne soit créé le grand-duché de Moscovie. L'Ukraine fut rattachée à la Russie au XVII^e siècle, à l'exception des provinces de l'Ouest intégrées à la Pologne puis à l'Empire austro-hongrois. L'Ukraine connut une brève indépendance, de 1918 à 1920. Par la suite, un sentiment nationaliste perdura, mais fut réprimé. L'Ukraine est un pays partagé entre un est russophile et russophone et un ouest plus occidental. En 2005, la révolution orange amena le pro-occidental Viktor Iouchtchenko au pouvoir. ONG, *think tanks* et influenceurs américains – dont George Soros – ont alors beaucoup œuvré pour l'y aider, au nom de la promotion de la démocratie. Vladimir Poutine y vit une ingérence quand les Occidentaux y voyaient le jeu normal et libre de l'influence, au service de la démocratisation. À cette époque, la Russie vendait du gaz à l'Ukraine en dessous du prix du marché mondial pour des motifs de solidarité géopolitique. Il ne vit plus l'utilité de continuer à proposer un prix d'ami à un État qui ne l'était plus et commença à le facturer au prix réel. L'Ukraine ne pouvant plus payer, Moscou menaça d'arrêter les livraisons. La presse occidentale s'étrangla et dénonça une politique condamnant les Ukrainiens à avoir froid. Personne n'accuse l'Arabie saoudite de vendre son pétrole au prix du marché...

En 2010, Viktor Ianoukovytch, pro-russe, remporta les élections ukrainiennes. Il mit en place des procès politiques contre ses opposants et renforça la répression. La corruption – présente dès l'origine du régime – se poursuivait. Il signa avec Moscou un accord qui prolongeait de vingt-cinq ans le bail de l'armée russe à Sébastopol et prévoyait une réduction de 30 % des prix du gaz russe. Un accord d'association était négocié avec l'Union européenne. Pour une grande partie de l'opinion ukrainienne, il permettait d'envisager non seulement une réelle démocratisation, mais surtout la fin de la corruption qui ronge le pays depuis 1991, tous gouvernements confondus. Une jeunesse éduquée et informée constate alors que le pays est sous la coupe d'une poignée d'oligarques ayant indûment acquis des fortunes extravagantes. Malgré une formation de qualité, de nombreux Ukrainiens furent contraints à l'exil. L'accord d'association faisait pencher l'Ukraine du côté occidental. Mais, en prévoyant son adhésion à l'Union douanière, il la coupait également de la Russie (qui ne dispose pas d'un tel accord avec Bruxelles). Vladimir Poutine y vit une volonté de détacher l'Ukraine de la Russie. Alors qu'il distinguait auparavant l'OTAN (adversaire) et l'Union européenne (potentiel partenaire), il se mit à considérer qu'ils allaient de pair dans leur volonté d'affaiblir son pays.

Il existe bien un jeu d'influence entre l'UE et la Russie. Mais la Commission européenne entraînée par l'ultra-atlantiste José Manuel Barroso a – sciemment ou inconsciemment – mené une politique qui établissait une barrière entre la Russie et l'Ukraine et qui ne pouvait être acceptée sans réagir par Vladimir Poutine. Celui-ci menaça alors l'Ukraine de mesures de rétorsion économique, notamment *via* le prix du gaz.

Viktor Ianoukovytch – de plus en plus impopulaire du fait de la corruption/répression de son régime – suspendit la signature de l'accord d'association entre la Russie et l'Ukraine. Aussitôt, ce fut la révolte populaire et spontanée de la jeunesse et des intellectuels, soutenus par le tissu associatif en lien avec le monde occidental, et notamment les États-Unis. Ianoukovytch accrut la répression et Poutine dénonça le retour du fascisme en Ukraine. Si l'extrême droite était présente, elle ne dirigeait pas le mouvement d'opposition au gouvernement. Européens et Américains tentèrent une médiation. Début février, Victoria Nuland, sous-secrétaire américaine aux Affaires européennes, répondait à l'ambassadeur américain en Ukraine, qui lui demandait comment réagir à une médiation européenne : « *Fuck you Europe.* » Nous étions pendant l'ère Obama face à un président multilatéral et ouvert à l'Europe. C'est pourtant sous sa présidence que ces propos insultants ont été tenus, sans qu'ils engendrent une crise

entre les pays européens et les États-Unis. Imagine-t-on une homologue européenne tenir le même genre de propos à l'encontre des États-Unis ? Elle serait aussitôt démise de ses fonctions ! L'absence de réaction européenne décrédibilisait l'Europe, non seulement aux yeux des Américains, mais également aux yeux des Russes. Le 21 février 2014, les trois ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de la Pologne parvinrent à un accord entre les protagonistes de la crise ukrainienne. Celui-ci fut rejeté par les radicaux de Maïdan sous l'impulsion des Américains. Les ministres européens repartis, Ianoukovytch prit peur et s'enfuit dans la nuit. Pour les Occidentaux, c'était une révolution qu'il fallait laisser se dérouler. Pour Poutine, c'était un coup d'État alimenté de l'étranger. S'ensuivit alors l'annexion de la Crimée et les sanctions occidentales.

L'Ukraine fut victime d'une lutte d'influence entre les Occidentaux et les Russes, mais surtout d'un degré élevé de corruption d'une classe dirigeante qui, si elle bénéficie du sens des affaires, n'a pas celui de l'État. La Russie a gagné la Crimée, mais elle a perdu l'Ukraine où le sentiment national s'est bâti contre elle. Il demeure toujours un conflit de basse intensité dans le Donbass où l'armée régulière ukrainienne s'oppose à des milices indépendantistes pro-russes. Ces dernières ne sont pas totalement à la botte de Poutine, mais celui-ci n'est bien sûr pas sans aucune influence. Cependant, Kiev, en arrêtant de payer pensions et salaires aux fonctionnaires dans le Donbass, qu'elle ne contrôle pas, et en ne reconnaissant pas les droits de la région, aggrave la situation. Face à la menace de remise en cause des droits culturels des russophones, on peut comprendre que ceux de Crimée préfèrent un rattachement à la Russie et quitter un pays, l'Ukraine, qui a le douloureux privilège d'être le seul en Europe dont le PIB par habitant est inférieur à ce qu'il fut au sortir de la guerre froide. Faire dépendre la normalisation des relations avec la Russie à une restitution de la Crimée à l'Ukraine revient à ne jamais la mettre en œuvre. Alimenter l'idée d'une aide militaire occidentale à l'Ukraine revient à alimenter les courants les plus extrémistes dans ce pays, et donc à une solution militaire impossible et porteuse de conséquences catastrophiques.

Après 1945, les Occidentaux n'ont pas reconnu l'annexion des pays baltes. Ils n'ont pas fait dépendre de l'indépendance de ces pays l'état des relations avec l'URSS qui étaient indexées à d'autres facteurs. Les accords d'Helsinki, considérés comme le sommet de la détente, ont même reconnu les frontières issues de la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, les faucons¹ ont hurlé au défaitisme, au nouveau Munich, à la démission de l'Occident. Les accords d'Helsinki – comme l'*Ostpolitik* – n'ont pourtant pas été soutenus par le bloc communiste qui a

accélééré le dépassement du clivage Est/Ouest. Croire qu'on pourra résoudre la crise ukrainienne par des sanctions et pressions sur la seule Russie sans en faire sur l'Ukraine consiste à maintenir un état de tensions et repoussera à jamais son règlement.

Autre contentieux lourd entre Moscou et les Occidentaux : la Syrie. En 2011, dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, les Syriens se révoltent pacifiquement contre le régime de Bachar al-Assad, critiquant la répression et la corruption. Mais, alors que les forces de sécurité se tiennent à l'écart à Tunis et au Caire, Bachar al-Assad instaure une brutale et sanglante répression, jouant sur la peur de la minorité alaouite à laquelle il appartient, mais aussi sur celle des chrétiens et des Kurdes. Il n'hésite pas à dénoncer un complot terroriste, libérant des islamistes radicaux tout en se présentant comme un rempart contre Daech. Mais l'ampleur de sa répression va en faire un sergent recruteur de cette organisation.

À l'extérieur, l'opposition armée fut aidée par les pays sunnites du Golfe et de la Turquie. Les Occidentaux sont circonspects : ils craignent d'aider militairement les opposants, ayant en mémoire la manière dont les armes livrées aux insurgés se sont retournées contre eux en Afghanistan et craignant l'impact possible sur la sécurité d'Israël. Livrée à elle-même, l'opposition modérée va peu à peu perdre pied. Bachar al-Assad gagne ainsi son pari et fait principalement face aux djihadistes radicaux qui établissent un État islamique à cheval sur la Syrie et l'Irak.

La militarisation puis l'internationalisation de ce qui était au départ une révolution pacifique lui sont utiles. Et la Russie et l'Iran vont se porter à son secours.

Dans un premier temps, les Russes évitèrent le renversement de Bachar al-Assad. Puis, à partir de l'automne 2015, ils lancèrent une campagne militaire, principalement aérienne, qui permit de reconquérir une grande partie du terrain perdu, au prix du bombardement des populations civiles ou d'hôpitaux. Autant d'actes qui peuvent être considérés comme des crimes de guerre.

Les Russes estiment être intervenus pour défendre un gouvernement légitime en proie à une déstabilisation terroriste alimentée de l'extérieur. Si le raisonnement n'est pas juridiquement faux, il en va autrement politiquement. La guerre a causé 500 000 morts, la plupart victimes de la répression de Bachar al-Assad, et a pratiquement détruit le pays. Ce dernier est un criminel qui s'est maintenu au pouvoir grâce à Moscou et Téhéran. Assimiler la demande de son départ à la guerre d'Irak de 2003 ou à l'intervention en Libye de 2011 n'a aucun sens. Bachar al-Assad n'a pas eu à faire face à une intervention militaire

extérieure, mais à une révolte populaire nationale. Si cette dernière a été aidée de l'extérieur, on ne peut qualifier les contestations du régime d'ingérence.

Le peuple syrien n'avait nullement besoin d'aide extérieure pour se révolter contre Bachar al-Assad. Mais les Occidentaux sont mal placés pour jouer la vertu indignée face à Moscou. Certes, la Russie défend son intérêt national plutôt que les principes du droit international, mais elle est stratégiquement liée à la Syrie, y disposant d'une base militaire, et elle ne souhaite pas voir un allié renversé par la force, fût-elle non pas étrangère, mais révolutionnaire.

Mais, si par sa répression Bachar al-Assad alimente Daech, la guerre d'Irak de 2003 en a été le moteur initial. C'est ensuite l'intervention occidentale en Libye en 2011 qui a expliqué le raidissement russe. Medvedev était à l'époque président de la Fédération de Russie et Kadhafi avait menacé de noyer dans le sang la révolte de la population de Benghazi, menaces qui apparaissaient crédibles (Rony Brauman était alors un des rares analystes à mettre en doute cette hypothèse).

Le CSNU adopta la résolution 1973, mettant en pratique le concept développé par Kofi Annan : la responsabilité de protéger. Ce dernier, développé après la guerre d'Irak, permettait de sortir de l'impasse impuissance/ingérence. Il prévoit une intervention sur la base du droit international en cas de menace grave. À l'époque, la Russie et la Chine, mais également l'Allemagne, le Brésil et l'Afrique du Sud, s'étaient abstenus. La Russie n'avait donc pas mis son veto et avait ainsi permis la légalité de l'intervention. On se rappelle également que Nicolas Sarkozy avait été tenté d'agir plus vite en se passant de l'autorisation onusienne. La France se serait alors retrouvée dans la même situation que lors de l'intervention de Suez en 1956. Les troupes de Kadhafi ont été maintenues à l'écart de Benghazi et, très rapidement, Français et Britanniques ont estimé que la population libyenne ne serait pas protégée tant que ce dernier était au pouvoir. L'intervention initialement prévue pour protéger la population s'est transformée en opération de changement de régime par une intervention militaire extérieure. La Russie perdait un allié, et Russes et Chinois – qui avaient accepté de ne pas mettre leur veto sur la proposition de résolution – voyaient de nouveau mis en œuvre une action qu'ils exècrent. À l'époque, le Premier ministre, Vladimir Poutine, avait mis en garde Dmitri Medvedev sur l'absence de fiabilité occidentale. De son point de vue, la suite des événements lui donna raison. Par la suite, la Russie mit systématiquement son veto lorsque le cas de la Syrie fut évoqué au CSNU. Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, avait notamment déclaré à Laurent Fabius, sur un ton peu diplomatique : « Vous nous avez baisés en Libye, vous ne

nous baiserez pas en Syrie. » Les Syriens sont victimes de la répression de Bachar al-Assad, de l'aide apportée par Moscou et Téhéran, de la folie de Daech, mais aussi des catastrophiques interventions occidentales en Irak et en Libye.

1.Partisans d'une ligne dure, voire agressive, en politique étrangère.

Le multilatéralisme élargit l'Atlantique

Les Occidentaux répètent régulièrement qu'ils sont unis par des valeurs communes. Ils aiment s'en prévaloir tout en faisant la leçon aux nations qui ne les respecteraient pas, oubliant parfois que leurs indignations sont sélectives et leurs principes à géométrie variable. Leur sévérité dépend de la nature des relations qu'ils entretiennent avec les prétendus coupables, plus que de la gravité des faits qui leur sont reprochés. Les États rivaux ou peu obéissants ont davantage de chance de se faire sermonner que les États alliés ou clients. Il leur arrive par ailleurs eux-mêmes de déroger au respect de ces valeurs autoproclamées occidentales, affaiblissant la crédibilité de leurs discours. Prôner les droits de l'homme tout en s'alliant avec l'Arabie saoudite ou en créant le camp de Guantanamo ne fait pas montre d'une grande cohérence. Quand les Américains sermonnent les Chinois sur la répression des minorités ouïghoures, ceux-ci répondent discrimination raciale vis-à-vis des Noirs. Sur le système judiciaire répressif, Pékin sort Guantanamo. Et si les États-Unis font la leçon à la Chine du fait de son alliance avec le régime répressif du Soudan pour avoir accès à son pétrole, Pékin réplique : « Et vous, que faites-vous avec Riyad ? »

Mais, au-delà de ces éventuelles contradictions, il existe bien un corpus de valeurs occidentales, identifiées et revendiquées, qui unit les pays des deux rives de l'Atlantique. Leur différence fondamentale réside en l'adhésion pour l'un, et le rejet pour l'autre, d'une vision, qui devrait, face aux grands défis internationaux, occuper une place de plus en plus centrale dans la vie internationale : le multilatéralisme.

Le multilatéralisme n'est pas rendu nécessaire par l'émergence d'un monde multipolaire, mais par celui d'un monde de plus en plus interdépendant. Aucun grand défi auquel est confrontée l'humanité ne peut être résolu par des moyens uniquement nationaux. Seule une coopération à grande échelle, donc une politique multilatérale, permet de faire face au réchauffement climatique, aux risques terroristes, aux défis démographiques, à un accès facilité aux biens publics mondiaux, ou à la mise en place d'un véritable système de sécurité internationale. Dans un monde de plus en plus interdépendant, le multilatéralisme n'est ni un choix ni une option, mais une nécessité absolue. Éviter d'y recourir et penser s'en dispenser conduit simplement à aggraver les

dangers qui pèsent sur l'humanité.

Dans une société nationale, chacun est conscient que l'adoption de règles communes, générales et impersonnelles, est la condition *sine qua non* de la possibilité d'une cohabitation la plus harmonieuse possible. Quand l'État ne joue plus son rôle – comme dans les États faillis – la liberté des individus s'en voit entravée : plus d'arbitraire, d'oppression, de brutalité, de loi de la jungle où la force l'emporte sur la justice.

Il en va de même en matière internationale : le droit international s'est affirmé au fur et à mesure. Certes, il est loin d'être parfaitement respecté, mais chacun a conscience que l'existence de la règle est préférable à la situation inverse. Tout le monde ne respecte pas le Code de la route, mais il est préférable pour la sécurité de chacun qu'il existe. Bien sûr, pour un puissant, et d'autant plus pour un surpuissant, la règle générale pourra apparaître comme une limitation de sa capacité d'action. Et on pourra toujours essayer de justifier qu'on s'en exonère, surtout si on est convaincu de sa supériorité morale. C'est justement le cas des États-Unis, où cette dernière vient se greffer sur une force inégalée.

Si l'Union européenne, bâtie sur le principe du multilatéralisme, l'a inscrit dans son ADN, les États-Unis y sont réfractaires. Ce rejet a des racines anciennes et profondes. Se croyant – et étant à bien des égards – exceptionnels, les États-Unis ont du mal à concevoir une action basée sur la volonté collective, où ils ne seraient qu'un parmi d'autres. Persuadés, depuis longtemps, de leur « destinée manifeste », ils sont tout à fait à l'aise avec l'idée de guider un monde régi par l'unilatéralisme, qui ne saurait que conduire à des résultats positifs. Avant la Seconde Guerre mondiale, ils étaient isolationnistes. Ils en sont sortis plus puissants que tous les autres acteurs du conflit et ont pris « la tête du monde libre ». N'ayant jamais eu l'habitude de traiter avec des égaux, sauf peut-être durant la brève période Nixon-Kissinger, où l'URSS avait atteint la parité stratégique et où la Maison-Blanche était assez sage pour l'admettre, ils ne furent jamais confrontés à la nécessité d'une diplomatie entre puissances équivalentes. À la fin du monde bipolaire, ils préférèrent ainsi se considérer comme les vainqueurs de la guerre froide plutôt que comme les bâtisseurs d'un nouvel ordre mondial.

Les États-Unis ont à la fois la puissance et la conviction d'être moralement supérieurs. Les attentats du 11 septembre 2001 les ont de surcroît transformés en victimes, injustement attaqués parce que symbolisant la liberté. Si George W. Bush, interloqué, s'est demandé : « Pourquoi nous haïssent-ils alors que nous sommes bons ? », il eut

immédiatement la réponse. C'est parce que ces gens sont mauvais. S'il n'y a pas d'excuses au terrorisme que rien ne justifie, il est nécessaire d'en comprendre les causes pour le combattre efficacement. On ne peut s'exonérer d'une réflexion sur ses racines.

Les certitudes des Américains ont été renforcées. L'unilatéralisme américain n'est ni né avec Trump ni avec Bush fils. C'est sous Bill Clinton, considéré pourtant comme « pro-européen », qu'ont commencé à partir de 1998 les bombardements illégaux sur l'Irak, que les États-Unis ont refusé d'adhérer au traité d'interdiction totale des essais nucléaires, à la Cour pénale internationale, au traité d'interdiction des mines antipersonnel ou au protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique. L'unilatéralisme est une composante essentielle de la politique étrangère américaine, et de la conception de son rapport au monde.

Barack Obama, par son parcours personnel et son intelligence, était sans doute le président le moins unilatéraliste. Sa formule « Les États-Unis ne peuvent résoudre seuls les grands défis du monde, mais sans les États-Unis, aucun des grands problèmes du monde ne peut être réglé » sonnait assez juste. Mais son action a été entravée, notamment par le Congrès et le Pentagone. Le système politique américain, avec des élections tous les deux ans à la chambre des Représentants et des besoins de financement de plus en plus lourds, ne porte pas à une compréhension globale du monde. Il y a un réel décalage entre le poids des États-Unis dans les affaires mondiales et la connaissance par les élus de ces affaires. Pour la plupart d'entre eux, s'opposer aux États-Unis n'est pas défendre des intérêts qui peuvent légitimement diverger de Washington, mais s'opposer aux valeurs qu'ils incarnent ; ce n'est pas s'opposer à l'intérêt national américain, mais aux valeurs universelles. Du temps de la guerre froide, après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, Léonid Brejnev avait théorisé la notion de « souveraineté limitée ». Diverger de l'URSS n'était pas non plus considéré comme être en désaccord avec leurs États, en l'occurrence l'Union soviétique, mais s'opposer aux valeurs communes et aux intérêts du communisme mondial. Ce dernier était supérieur aux intérêts nationaux. Mais c'est l'État qui représentait et irriguait le communisme, mêlant et mélangeant ses intérêts nationaux et ceux d'une cause plus large. Les États-Unis ne sont pas loin de cette conception. Ils n'ont pas l'habitude d'une diplomatie égalitaire. Dès leur création, au début du ^{xx}e siècle, ils se sont coupés de l'Europe et ont vécu dans l'isolationnisme. S'ils y faisaient exception, c'était pour dépecer le Mexique ou interférer en Amérique centrale ou dans les Caraïbes. Lorsqu'ils ont rompu avec l'isolationnisme, ce fut pour « prendre la tête du monde libre ». Il leur a fallu contenir l'URSS au

sortir de la Seconde Guerre mondiale, mais leur puissance respective n'avait rien de comparable entre une URSS dévastée par la guerre, et des États-Unis dont le territoire – à part Pearl Harbor – avait été épargné.

L'unilatéralisme américain n'a pas démarré avec George W. Bush et l'après-11 septembre, pas plus qu'avec Donald Trump. C'est un président considéré comme multilatéraliste, Bill Clinton, qui a pu déclarer que les États-Unis étaient la « seule nation indispensable ». L'unilatéralisme est le fondement de leur politique extérieure. Il est inscrit dans leur ADN stratégique, dans la conception qu'ils ont d'être une nation en tous points exceptionnelle. Barack Obama l'a réduit sans pour autant l'éliminer. Donald Trump le pousse à son paroxysme. En fait, son slogan « *America first* » (« l'Amérique d'abord ») cache mal sa volonté d'« *America only* » (« seulement l'Amérique »). Seuls les Américains auraient le droit de fixer les règles internationales, qu'il s'agisse d'économie ou de sécurité. Les autres pays seraient en tort d'être en désaccord avec les Américains et prendraient le risque d'être sanctionnés. Il en fut ainsi avec l'accord sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015 à Vienne, patiemment négocié pendant plus de douze ans entre les membres permanents du CSNU et l'Allemagne, approuvé par la majorité des autres nations, et que les États-Unis ont unilatéralement brisé. De surcroît, ces derniers s'estiment légitimes pour punir ceux qui voudraient continuer à l'appliquer, notamment en commerçant avec l'Iran. Ils se sont également arrogé le droit de dénoncer seuls l'accord signé en décembre 2015 à Paris sur le réchauffement climatique, alors qu'il existe un consensus presque absolu entre responsables politiques et experts scientifiques pour expliquer qu'il s'agit du principal défi actuel posé à l'humanité. Enfin, les États-Unis traitent leurs alliés de l'OTAN comme des subordonnés.

Tous les chefs d'État et de gouvernement défendent leur pays lorsqu'ils candidatent à l'organisation d'événements sportifs mondialisés, qu'il s'agisse des Jeux olympiques ou de la Coupe du monde de football. Mais Trump, lui, a menacé de sanctions les pays qui ne voteraient pas en faveur des États-Unis pour l'organisation de la Coupe du monde de 2030. Une grande première dans l'histoire de l'attribution des grandes compétitions sportives. Les États-Unis décident et les autres doivent s'aligner sans rechigner.

John Bolton, conseiller de Donald Trump à la Sécurité nationale, a tenu des propos faisant office de véritable déclaration de guerre à la Cour pénale internationale (CPI), et donc au droit international : « Si la Cour s'en prend à nous, nous n'allons pas rester silencieux. Nous allons interdire à ses juges et procureurs l'entrée aux États-Unis. Nous allons prendre des sanctions contre leurs avoirs dans le système

financier américain et nous allons engager des poursuites contre eux dans notre système judiciaire. Nous ferons la même chose pour toute entreprise ou tout État qui soutient une enquête de la CPI sur les États-Unis, et nous prendrons note si des pays coopèrent avec les enquêtes de la CPI sur les États-Unis et leurs alliés¹. » C'est tout simplement affirmer que les États-Unis ont tous les droits quand les autres États n'en ont aucun. C'est le cow-boy dans la réserve d'Indiens. C'est diriger par la peur. Aucune loi n'est au-dessus d'eux et personne ne peut les juger. De quel droit ? Il y a un véritable antagonisme entre la vision, non seulement européenne, mais également de nombreux États d'autres parties du monde, et les États-Unis. Ces derniers peuvent-ils encore parler de valeurs communes et occidentales ? Qu'aurait-on dit si des dirigeants russes ou chinois avaient tenu de tels propos ?

Bien sûr, il est aisé de dire que c'est Trump et qu'il exagère en tous points. On peut également espérer que son successeur soit moins excessif. Mais il ne faudrait pas imaginer que ce dernier sera un multilatéraliste convaincu et qu'il abandonnera la posture unilatéraliste américaine. Au mieux, il la modulera, d'autant plus si le rapport de forces s'équilibre avec les autres nations. Dans un monde interdépendant, le multilatéralisme n'est pas une option, mais une nécessité. Les États-Unis ne peuvent impunément continuer à s'en écarter.

1. *Le Monde*, 13 septembre 2018.

Taxation sans représentation

La dénonciation par Donald Trump de l'accord sur le nucléaire iranien n'a pas uniquement des répercussions dans le Golfe. Il est aussi l'expression d'un différend avec les alliés européens et donc d'une vision impériale du monde, où l'avis des nations autres que les États-Unis est insignifiant.

Contrairement aux apparences, lorsque Trump prend une décision de politique étrangère, il fait toujours preuve de cohérence : il prend en compte ce que pensent et souhaitent ses électeurs avant tout. Il joue en permanence sur la stratégie de la tension, estimant conduire les autres nations à se ranger derrière la bannière américaine, et éventuellement à intensifier leurs achats d'armements aux États-Unis. Leur poids, leur rôle historique et leur puissance ont conduit les Américains à ne jamais hésiter à avoir une politique unilatéraliste, le multilatéralisme étant plutôt une option. Mais jamais un président américain n'aura poussé le curseur aussi loin que Trump. Washington a toujours eu une conception de l'Alliance atlantique comme devant être menée sous son leadership. Et aucun président américain n'avait jusqu'alors traité ses alliés européens avec aussi peu de considération. Pour Trump, il n'y a pas de partenaires atlantiques, il n'y a que des vassaux qui doivent s'aligner docilement derrière Washington. Les Européens sont conscients que le comportement de l'Iran dans la région est porteur d'instabilité, mais moins que celui de l'Arabie saoudite. Mais ils ne veulent pas que la stratégie à l'égard de Téhéran soit dictée par Trump sans consultation préalable. Un président américain a le droit de revenir sur ce qu'a fait son prédécesseur. Mais les Européens peuvent estimer qu'il n'a pas à les obliger à le suivre.

Pourquoi Donald Trump veut-il mettre fin à cet accord de non-prolifération ? D'abord, par constante opposition à son prédécesseur, Barack Obama. Il estime que ce dernier a fait une erreur en le signant et serait ainsi satisfait de le défaire. Ensuite, tout comme l'*establishment* américain, les souvenirs traumatisants de la prise d'otages de 1979 et, de manière générale, de la politique anti-occidentale iranienne ne font qu'accentuer son aversion envers ce pays. La frontale opposition de ce dernier à Israël constitue un argument supplémentaire. Pour une partie des responsables américains, l'Iran est un pays nuisible et dangereux, qui doit être

affaibli au maximum. Deux alliés de Donald Trump sont tout à fait hostiles à cet accord : Israël et l'Arabie saoudite, qui forment un axe de circonstance quelque peu surprenant. S'ils savent pertinemment que l'accord empêche l'Iran de bénéficier d'armes nucléaires, ils craignent sa montée en puissance, rendue possible par les effets d'un accord permettant notamment de dynamiser son économie. Hassan Rohani, le président iranien, a compris que la puissance passait plus par la levée des sanctions que par l'obtention d'un programme nucléaire, qui pourrait mener le pays à la catastrophe. Mais si cet accord prend fin, qui en Iran s'en réjouira ? Ce sont les Pasdaran, en particulier, et les clans les plus durs, en général. Hassan Rohani est lui-même contesté en Iran. Les faucons, qui existent également côté iranien, rejettent aussi un accord, qu'ils considèrent comme un frein au programme nucléaire. Mais le but commun de Donald Trump, Benyamin Netanyahu et Mohammed ben Salmane est d'asphyxier économiquement le régime iranien pour que la population, excédée, le renverse. La théorie d'un « chaos constructif », qui a pourtant causé tant de dégâts dans la région, est ainsi remise au goût du jour.

La façon dont Donald Trump gère le dossier iranien est encore plus grave que celle dont George W. Bush géra le dossier irakien. Au moins, ce dernier avait-il tenté de convaincre ses partenaires et essayé de trouver une solution au sein de l'ONU, faisant même entrer de nouveau son pays à l'UNESCO pour montrer qu'il n'ignorait pas totalement le multilatéralisme. Donald Trump ne s'embarrasse pas de telles précautions. En 2003, George W. Bush avait été suivi par des pays européens, notamment le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et tous les pays de l'Est. Aujourd'hui, le président américain est bien plus isolé puisque face à lui, Paris, Berlin, mais également Londres, constituent un front commun estimant qu'il fait gravement fausse route.

La volonté de Trump d'interdire aux autres signataires de l'accord sur le nucléaire iranien et à tout autre pays de continuer à entretenir des relations commerciales avec l'Iran est une mise en cause fondamentale de leur souveraineté. Paris, Londres et Berlin sont mis au défi : ils résistent et ils ne tiennent pas compte des menaces de Washington et il y aura alors la plus grave crise que l'Alliance atlantique n'ait jamais connue ; ils appliquent les consignes de la Maison-Blanche et donnent le sentiment de mettre leur souveraineté économique sous tutelle américaine. C'est l'usage des lois extraterritoriales de la part des États-Unis qui est en cause.

C'est une occasion unique de montrer que l'Europe peut prendre en main son destin. Les États-Unis, qui ont été son protecteur pendant la guerre froide, apparaissent aujourd'hui plus comme une source de danger que de stabilité. Ils rassuraient face à l'URSS, mais ils font

désormais peur. L'Alliance atlantique était une protection, Trump veut en faire une servitude. Il montre une volonté hégémonique et punitive à l'égard de ceux qui sont en désaccord et dépasse ainsi de loin toutes les démarches impériales de ses prédécesseurs.

Les pays européens et les États-Unis font les mêmes constats des dangers de la politique régionale iranienne. Ce qui les distingue, c'est la façon d'y répondre et les solutions à y apporter.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui effectue de nombreuses inspections en Iran, l'accord est respecté. Certes, on peut déplorer que l'Iran soutienne le régime de Bachar al-Assad. D'autre part, si l'interférence iranienne est réelle au Yémen, il est loin d'être le pays qui y provoque le plus de dégâts. Dans tous les cas, l'accord concernait uniquement le nucléaire et ne portait pas sur le fait que l'Iran mène dans la région une politique attendue – ou non – par les pays occidentaux.

Le gouvernement iranien a demandé aux entreprises françaises de ne pas se retirer d'Iran. Mais malgré des perspectives formidablement alléchantes, Patrick Pouyanné, le patron de Total, s'y est dit contraint : « 40 % de mes actionnaires sont américains, et 70 % de ma dette est libellée en dollars. Je n'ai pas d'autre choix que de reculer¹. » Peugeot, qui vendait 400 000 voitures sur le marché iranien, a fait de même.

En réalité, même sans aucun actionnaire américain, l'application extraterritoriale de la loi américaine est sans appel. Aucune banque opérant sur le territoire américain n'acceptera de recevoir de paiement de l'Iran au risque de se voir interdire toute opération aux États-Unis. Washington menace de placer sur liste noire les banquiers administrateurs du réseau Swift, le système électronique qui gère tous les virements entre banques, si un paiement impliquant l'Iran venait à passer dans le circuit.

Au temps de la guerre froide, les pays occidentaux se consultaient sur les produits qu'il convenait de ne pas exporter vers les pays communistes, pour des impératifs de sécurité nationale. Au sein du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest où se négociait cette liste, la voix américaine était plus forte que celle des alliés, mais il y avait une concertation.

En 1980, les Européens s'étaient opposés aux États-Unis, sans subir de conséquences majeures, à propos du gazoduc en provenance de la Russie dont les Américains voulaient empêcher la construction.

En 2015, la BNP a été condamnée à une amende de 9 milliards de dollars pour avoir contourné, entre 2000 et 2010, les embargos imposés par les États-Unis à Cuba, à l'Iran et au Soudan. François

Hollande s'en était ouvert à Barack Obama qui lui avait dit ne rien y pouvoir, car ne pouvant pas interférer dans une décision de justice. Les autorités françaises de l'époque n'avaient pas jugé utile d'insister davantage.

Le problème de l'application extraterritoriale des lois américaines n'est pas lié à Donald Trump, mais aux États-Unis. Ce dernier l'applique en tapant du poing sur la table et en éructant quand l'autre « *kills you softly* » (« vous tue en douceur »), avec le sourire. Mais, dans les deux cas, c'est une vision d'un monde où les décisions d'un pays s'appliquent à tous, où la notion d'alliance se résume à un lien de vassalité et où les autres pays que les États-Unis sont traités comme des colonies.

Après la décision de la Commission européenne d'infliger une amende de 5 milliards de dollars à Google pour non-respect des règles de la concurrence, Donald Trump twittait : « Je vous l'avais bien dit. L'Union européenne vient d'infliger une amende de 5 milliards de dollars à l'une de nos grandes entreprises, Google. Ils profitent vraiment de l'Amérique, mais pas pour longtemps. » L'Union européenne a infligé une amende à Google pour non-respect des règles de concurrence sur son territoire, ce qui choque Donald Trump. Il voudrait donc que les entreprises américaines ne répondent pas de la justice sur le territoire des pays où elles opèrent ? Qu'il y ait une extraterritorialité pour elles ? En revanche, que, pour des opérations au Soudan et en Iran, la BNP soit condamnée à 9 millions de dollars d'amende par la justice américaine ne le choque absolument pas. Et on peut penser qu'il est sincère. Il trouve logique que les choses se passent ainsi. Ce qui ne l'est pas, c'est que les Européens – ou d'autres – essaient de faire appliquer leurs réglementations à des entreprises américaines.

Le 31 mai 2018, Trump annonçait des mesures de taxation de 25 % et 10 %, respectivement sur l'acier et l'aluminium européens. Là encore, pas de consultations, ni bilatérales (États-Unis/Union européenne), ni dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Union européenne dénonça alors des contre-mesures portant sur certains whiskys, jeans, sur les motos Harley Davidson, la plupart produits dans des États dirigés par des proches du président américain. Face à cette menace, ce dernier revint sur ses décisions unilatérales. Ce qui prouve que le rapport de forces n'est pas toujours en faveur des États-Unis...

Depuis quelques années, les entreprises européennes ont payé 40 milliards de dollars aux États-Unis sur décision de la justice américaine² appliquant le principe d'extraterritorialité : « Le droit

devient l'arme pour absorber ou éliminer ses concurrents³. » Selon l'avocat Paul-Albert Iweins : « Il suffit qu'une opération contestée ait été libellée en dollars et qu'un échange de courriels ait transité par un serveur américain pour que la juridiction américaine se reconnaisse compétente⁴. »

Dès lors, pourquoi ne pas insister pour libeller les transactions en euros ? Lorsque cette monnaie a été créée, n'était-ce pas pour servir d'alternative au dollar comme monnaie internationale ? Selon les statistiques de Swift, la plateforme des paiements interbancaires internationaux, le règlement des transactions commerciales courantes se fait pour 80 % en dollars. La Chine, qui a mené une politique volontariste, a hissé le yuan au second rang avec 9,4 % de parts de marché, quand l'euro ne représente que 6,4 %⁵. Selon la Banque centrale européenne (BCE), l'euro est la monnaie de facturation de 58 % des échanges de la zone euro, taux pouvant être considéré comme faible et en recul (il était de 70 % en 2011)⁶. Une fois de plus, les Européens se sont censurés face aux États-Unis. Dans un excellent rapport, Pierre Lellouche (pouvant difficilement être lui-même considéré comme antiaméricain) et Karine Berger écrivent que « si les relations transatlantiques et les relations franco-américaines sont denses et riches et doivent être préservées, cela implique que leur équilibre ne soit pas remis en cause par l'exercice abusif de ce que certains perçoivent comme une forme d'*imperium* dans le domaine du droit⁷ ».

L'indépendance américaine est fondée sur le slogan : « Pas de taxation sans représentation. » Les colons étaient en effet las de payer des taxes sans avoir droit à la parole. Il serait peut-être temps que les Européens reprennent ce slogan à leur compte. D'autant que l'attitude de l'actuel locataire de la Maison-Blanche à leur égard au sein de l'OTAN n'est rien moins qu'insultante.

1. *L'Obs*, 9 août 2018.

2. Rapport d'information n° 4082 de Karine Berger et Pierre Lellouche, XIV législature, Assemblée nationale, *Extraterritorialité de la législation américaine : enjeux pour la souveraineté de la France et pour ses intérêts stratégiques et économiques*, p. 35.

3. Jean-Michel Quatrepoint, « Au nom de la loi... américaine », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

4. Cité par Jean-Michel Quatrepoint, *op. cit.*

5. Rapport d'information n° 4082, *op. cit.*, p. 223.

6. *Ibid.*, p. 222.

7. *Ibid.*, p. 12.

Alliés ou vassaux ?

Si les alliés européens se faisaient des illusions sur le respect qu'ils inspirent à Donald Trump, le sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet 2018 aurait dû les ramener à la réalité. Rarement – en fait jamais – un président américain n'a été aussi grossier à l'égard de ses alliés. Ce terme correspond-il d'ailleurs encore à la réalité ? Ce ne sont pas simplement de classiques divergences de vues qui sont en cause. Lorsqu'il était aux affaires, Henry Kissinger parlait déjà de « malentendus transatlantiques ». Ils sont consubstantiels à une alliance entre nations de poids et responsabilités inégales, appartenant à des continents différents. Mais, avec Donald Trump, on entre dans une autre dimension.

Sa grossièreté prouve en fait qu'il prend les Européens pour ses valets de pied. Il leur donne des instructions, comme il le ferait dans son milieu personnel et privé, et ne semble pas comprendre pourquoi il devrait en aller autrement. Son mépris et son incompréhension – et en fait sa méconnaissance absolue – de l'Europe viennent de loin. Donald Trump parlait en 2011 d'une « Europe socialiste ». Ce n'était pas un compliment dans sa bouche et c'était par ailleurs méconnaître totalement les réalités politiques. Selon lui, la crise financière que traversait le continent n'était aucunement le problème des États-Unis, dont le rôle déclencheur était pourtant patent, sans d'ailleurs qu'aucun responsable n'ait été sanctionné. Par la suite, en juin 2013, il critiquait l'euro « mis en place pour nuire aux États-Unis » et qui était selon lui condamné¹. Il a soutenu le Brexit contre lequel Barack Obama avait lutté, y voyant sans doute – mais peut-être à tort – un moyen d'affaiblir l'Union européenne. En avril 2018, recevant des élus des zones rurales américaines, Donald Trump déclara : « Quand vous pensez à l'Union européenne, vous pensez à quelque chose d'amical, de sympathique, dit-il, mais en réalité ils sont très brutaux avec nous². » Le même mois, il évoque une Union européenne « créée pour profiter des États-Unis ».

Lors d'un meeting dans le Montana le 5 juillet 2018, Donald Trump déclarait à la chancellerie allemande : « Vous savez, Angela, nous vous protégeons, et cela signifie beaucoup plus pour vous, parce que je ne sais pas quelle protection nous obtenons en vous protégeant. [...] Je vais dire à l'OTAN que vous devez commencer à payer vos factures.

Les États-Unis ne vont pas s'occuper de tout. » En juin 2018, un mois avant le sommet de l'OTAN, Donald Trump avait écrit à Angela Merkel : « La limitation continue des dépenses de défense de l'Allemagne menace la sécurité de l'Alliance et fournit un prétexte aux autres pays pour ne pas réaliser leurs engagements en matière de dépenses militaires. » Il attaquait l'Allemagne qu'il accusait d'être captive des Russes via l'achat de gaz et le soutien apporté au projet de gazoduc North Stream 2, qui doit directement relier l'Allemagne à la Russie par la mer Baltique et, donc, en contournant l'Ukraine. « L'Allemagne est totalement contrôlée par la Russie, car elle va tirer 60 à 70 % de son énergie du pipeline avec la Russie. » Angela Merkel répliqua : « Nous ne sommes prisonniers ni de la Russie ni des États-Unis. » Un parallèle qu'elle n'avait jamais osé dresser auparavant...

Avant le sommet de l'OTAN de juillet 2017, Trump déclara : « De nombreux pays ne paient pas ce qu'ils devraient, et franchement de nombreux pays nous doivent un énorme paquet d'argent depuis des années. Nous protégeons l'Allemagne, nous protégeons la France... Nous protégeons tous ces pays. »

Au sommet de l'Alliance de 2014, il avait été décidé que les pays de l'OTAN réserveraient 20 % de leur budget militaire à l'achat d'équipements majeurs. En 2017, le nombre de pays respectant cet engagement est passé de 14 à 24. Trump s'en félicitait. On le comprend : où la plupart des pays allaient-ils acheter leurs équipements majeurs ? Pour la plupart, aux États-Unis.

Au sommet de l'OTAN de juillet 2018, il était prévu d'augmenter encore les capacités de défense contre la Russie en mettant en œuvre une force de 30 bataillons mécanisés, 3 escadres aériennes et 30 navires de combat. Tout devait être prêt en trente jours. Il était également prévu de créer un nouveau commandement (génial, il crée des postes en plus !) à Norfolk et d'inviter la Macédoine à rejoindre l'OTAN (aucun intérêt militaire, mais satisfaisant la boulimie de l'OTAN). Craignant que Donald Trump ne décide de tout abandonner – comme il l'avait fait peu avant au sommet du G7 au Canada –, ses proches conseillers en matière de sécurité avaient tout préparé pour que les dispositions soient prises avant le sommet³. Eux ont en effet clairement conscience que l'OTAN n'est pas un fardeau, mais un formidable levier :

« Ainsi, selon le *New York International Tribune* en date du 9 août 2018, des officiels américains de haut rang ont cherché à empêcher le président Trump de renverser un accord formel lors du dernier sommet de l'OTAN. Ils ont poussé les ambassadeurs à le conclure avant la tenue du sommet, afin d'éviter ce scénario. Il fallait s'assurer

que malgré les réserves de Trump, les diplomates de l'OTAN mettraient en œuvre des initiatives, y compris celles suggérées par le Pentagone, pour améliorer la défense alliée contre la Russie. »

En apparence, le sommet de l'OTAN de juillet 2018 s'est terminé sur un accord général puisque les pays européens ont réaffirmé leur engagement de porter à 2 % de leur PIB leurs dépenses de défense d'ici 2024. Donald Trump triomphait : « Je crois en l'OTAN », déclarait-il. Mais il attribuait le succès à ses menaces : « Ils pouvaient être inquiets, car mercredi, j'étais extrêmement insatisfait de ce qui allait se produire et ils ont considérablement renforcé leur engagement. » Les petits élèves ont été ramenés à la raison par l'admonestation du maître.

Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, se félicitait d'avoir assisté en 2017 « à la plus grande augmentation des dépenses militaires en Europe et au Canada depuis vingt-cinq ans⁴ ». Emmanuel Macron s'est réjoui que l'OTAN sorte « beaucoup plus forte de ce sommet ». Donald Trump a également déclaré que l'OTAN était plus forte que deux jours auparavant. Jens Stoltenberg attribue le mérite des engagements budgétaires européens au président américain : « C'est grâce à vous, lui dit-il. Votre message a eu un impact. » Message ? Plutôt menaces et chantages, désormais consacrés comme moyens de relations entre l'Europe et les États-Unis par le secrétaire général de l'OTAN.

Le 10 juillet 2018, Donald Tusk, le président du Conseil européen, déclarait que « l'Amérique n'a pas et n'aura jamais un meilleur allié que l'Europe aujourd'hui. Les Européens dépensent pour leur défense bien plus que la Russie et autant que la Chine et je pense que vous ne doutez pas, monsieur le président, qu'il s'agit d'un investissement commun pour la défense et la sécurité américaine et européenne, ce qu'on ne peut pas dire avec autant de confiance à propos des dépenses russe et chinoise ». Toujours cette volonté d'être bien vu par le président américain et de se signaler comme fidèle et loyal. Jens Stoltenberg pouvait se réjouir à l'issue du sommet de l'OTAN. Pendant un quart de siècle, nombre de pays européens ont réduit leur budget militaire de milliards de dollars. Aujourd'hui, ils repartent presque tous à la hausse⁵. Mais pour quelle stratégie ? Et quels objectifs ? Pour contrer une menace russe qui, sur le seul plan militaire, est plus fantasmée que réelle ? C'est l'exemple type de prédictions autoréalisatrices. L'augmentation des budgets militaires de l'OTAN contribue à la crispation de Moscou. Au sommet de l'OTAN de juillet 2018, Trump a même demandé aux pays européens de consacrer 4 % de leur PIB aux dépenses militaires.

Les Européens se conduisent comme une femme battue ou un enfant maltraité qui nient devant le juge la réalité des faits et qui, sous l'effet de la dépendance, protègent le parent violent. Entamer en chœur « Tout va très bien, madame la marquise » alors que chacun s'aperçoit que le château brûle n'est guère crédible. Mais cela pourrait être l'occasion de proclamer à l'inverse : « Ça suffit ! Non, monsieur le président des États-Unis, nous ne continuerons pas longtemps à courber l'échine sous les insultes, à sourire devant votre mépris, à tendre l'autre joue pour recevoir une autre gifle. »

Le 13 juillet 2018, en visite à Londres, Donald Trump déclarait que le projet de Theresa May de conserver une étroite relation économique avec l'Union européenne après le Brexit « tuerait probablement la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis ». Pour faire bonne mesure, il dit de Boris Johnson qui venait de démissionner de son poste de ministre des Affaires étrangères en défiant Theresa May qu'il ferait un excellent Premier ministre. Cette façon de traiter avec aussi peu de respect le chef du gouvernement britannique ne plaide pas pour le maintien d'une « relation spéciale ».

Un homme aux convictions atlantistes aussi profondes que Wolfgang Ischinger, responsable de la conférence sur la sécurité de Munich, alla jusqu'à suggérer que l'Europe, abandonnée par les États-Unis, élabore un plan B et estime que le message envoyé par Donald Trump est clair : « L'ère de l'hégémonie bienveillante semble révolue et l'Europe y est extrêmement mal préparée⁶. »

Au cours de l'été 2017, Angela Merkel avait déjà déclaré qu'il était temps que l'Europe prenne en main son propre destin. Déclaration singulière pour une chancelière allemande, de surcroît chrétienne-démocrate, mais qui traduisait son irritation d'être ainsi maltraitée par le président des États-Unis. Ce dernier cajole Kim Jong-un et insulte ses alliés européens au moment où ceux-ci sont sécuritairement indépendants, sauf à croire la fable d'une menace russe contre laquelle, comme au temps de la guerre froide, seul Washington peut nous protéger, ou qu'on mette en garde contre une menace terroriste existentielle que Washington a largement contribué au fil des ans à susciter et à renforcer.

Heiko Maas, ministre allemand des Affaires étrangères, pourtant présenté comme atlantiste, déclarait le 22 août 2018 que l'Atlantique s'était élargie et que ce changement devait survivre à la présidence de Donald Trump. Il ajoutait que s'il avait la volonté de travailler avec les États-Unis, il refusait d'accepter « que soit décidée à notre insu une politique dont nous devrions supporter les coûts⁷ ».

L'attitude de Donald Trump a créé un véritable traumatisme en

Allemagne. Berlin réunifiée, l'Allemagne n'avait plus besoin de la protection américaine. Si l'Allemagne porte à 2 % de son PIB ses dépenses de défense, son budget militaire sera de 70 milliards d'euros, supérieur de 10 milliards à l'actuel budget russe (et de 20 milliards par rapport à celui de la France). Une analyse froide de la situation, en se débarrassant des réflexes acquis depuis près de 80 ans, change la perspective. Dans son discours devant les ambassadeurs, le 27 août 2018, Emmanuel Macron déclarait : « Des alliances (issues de la guerre froide) ont aujourd'hui encore toute leur pertinence, mais les équilibres, parfois les automatismes, sur lesquels elles s'étaient bâties, sont à revisiter. » Il déclarait également : « L'Europe ne peut plus remettre sa sécurité aux seuls États-Unis. » Lors du dîner offert aux ambassadeurs le lendemain, Florence Parly, la ministre des Armées, martelait le thème de l'autonomie stratégique. Durant sa campagne électorale, Emmanuel Macron avait développé le thème du gaullomitterrandisme, l'opposant au néoconservatisme qu'il reprochait à ses deux prédécesseurs⁸. Ni de Gaulle ni Mitterrand, pourtant en période de guerre froide, ne seraient restés sans réaction face aux agissements de Donald Trump. Mais d'ailleurs aucun président américain ne se serait autorisé un tel comportement, y compris en période de guerre froide. Il y a donc pour le moins une fenêtre d'opportunité pour avancer vers l'autonomie stratégique européenne si souvent évoquée et jamais réalisée. Toutes les planètes sont alignées. Reste la volonté de mettre en marche le mouvement et de passer des paroles aux actes, ne serait-ce que pour ne pas abandonner aux États-Unis ceux qui ont une vision plus multilatéraliste du monde. Céder à Donald Trump équivaut à les abandonner. Il est indispensable de renouer un lien différent avec les États-Unis, qui se base sur le caractère extraordinairement ouvert et dynamique de sa société, en refusant d'obéir à la bêtise à front de taureau de l'autre partie. Nous devons rééquilibrer la relation de 1945. Dans notre intérêt – mais aussi dans celui à long terme des États-Unis –, il convient de réinventer la relation transatlantique.

À cet égard, atlantistes et occidentalistes, qui plaident *de facto* pour le maintien d'un lien de soumission, sont les pires adversaires des relations transatlantiques. Celles-ci ne pourront perdurer à long terme que sur la base de relations égalitaires et non de dépendance.

L'ukase de Trump sur l'Iran nous conduit à réfléchir à la meilleure manière de trouver d'autres canaux de relation. On peut imaginer mettre en place une extraterritorialité à l'européenne, équilibre par l'escalade pour parvenir à un équilibre par le bas, tout comme le déploiement d'euromissiles américains, équilibre par le haut, avait conduit dans les années 1980 à un équilibre par le bas.

Il faudrait créer un Office of Foreign Assets Control (OFAC) européen, afin d'extraterritorialiser nos propres normes et de retrouver une position de force. Les Européens ont besoin du marché américain, mais les Américains ont tout autant besoin du marché européen. Pourquoi commencer une négociation en position de défaite ? Alors que l'euro avait été créé pour être une monnaie de souveraineté, il n'est pas utilisé : ce n'est pas normal. Un projet, notamment promu par Federica Mogherini, envisage de créer un « véhicule spécial » *ad hoc*, qui permettrait de continuer à commercer avec l'Iran en évitant d'utiliser le dollar. En tant que tel, c'est déjà une nouvelle capitale. La haute représentante européenne pour la diplomatie a pris une initiative très novatrice, de nature à promouvoir la souveraineté européenne. John Bolton a immédiatement réagi à ce projet : « Nous n'avons pas l'intention de permettre à l'Iran ou à quiconque d'éviter nos sanctions⁹. » Il parle aux Européens comme un maître d'école s'adresserait à des élèves au XIX^e siècle.

Cette situation n'est pas admissible, d'autant plus que les Américains ont décidé d'exempter certains pays – Chine, Inde, Corée du Sud, Turquie – de sanctions, même s'ils continuaient à acheter du pétrole iranien.

En acceptant, on se retrouve dans la même situation que celle des pays satellites de l'Union soviétique durant la guerre froide. C'est déshonorant, indigne et dangereux. Quelle sera notre crédibilité sur la scène mondiale, si nous cédon à ce chantage (par ailleurs sélectif) ? Ne faut-il pas, ne serait-ce que pour faire bouger les lignes aux États-Unis, montrer que ce chantage n'est pas payant ? Qu'il peut au contraire mettre en danger leurs intérêts à long terme et affaiblir le rôle du dollar ?

Les arguments moraux n'ébranleront pas le paysage politique américain. En revanche, l'établissement de rapports de forces plus avantageux conduira Washington à mener une politique différente. Ce projet de « véhicule spécial » est encore flou ; peut-être faudrait-il accélérer sa mise en œuvre pour démontrer aux États-Unis que nous sommes des acteurs sérieux de la scène internationale, et non des moutons bêlants et passifs. Pour l'heure, et par peur des représailles américaines, aucun pays ne veut héberger cet OFAC. Par sa vision et sa tradition, la France est sans doute la mieux placée. Elle déclencherait le même type de soutien que lorsqu'elle s'était opposée à la guerre d'Irak en 2002-2003.

Le 8 mai 2018, Bruno Lemaire avait déclaré : « Il n'est pas acceptable que les États-Unis soient le gendarme de la planète. » Emmanuel Macron, tout en voulant conserver une bonne relation personnelle

avec Donald Trump, est certainement le dirigeant occidental qui s'est le plus opposé à ce dernier. Il s'est maintes fois inscrit dans la lignée gaullo-mitterrandiste. Il se trouve face à une tâche historique gigantesque, avec les risques que cela suppose. C'est justement le moment d'avoir le courage de dire non à l'insupportable ; c'est ce genre de comportement qui fait la popularité et le prestige de la France. Si nous baissions la tête, Donald Trump pourra dire qu'il a « rendu sa grandeur à l'Amérique », mais également qu'il a rétréci les autres nations, celles de l'Europe en tête.

La dépendance a créé des habitudes en Europe. La peur de la Russie est agitée comme un chiffon rouge pour ne pas en sortir. En Allemagne, les militaires sont biberonnés à l'OTAN, qui est leur seul horizon. Les industriels de l'armement voient, eux, que les Américains veulent les faire disparaître. Les politiques sont partagés : effarés par Trump, ils craignent de voir le marché américain se fermer à leurs exportations de voitures. Si la France et l'Allemagne ne se mettent pas d'accord pour aller vers l'autonomie stratégique européenne, entraînant avec eux les quelques pays désireux de préserver leur indépendance, l'Europe sera vassalisée. Après l'Iran, avec qui Washington nous interdira-t-il de commercer ?

1.*Le Monde*, 19 juillet 2018.

2.*Ibid.*

3.*New York International Tribune*, 9 août 2018.

4.*The Economist*, 7 juillet 2018.

5.*The Economist*, 14 juillet 2018.

6.*New York Times*, 23 juillet 2018.

7.*Le Monde*, 24 août 2018.

8.Sur le gaullo-mitterrandisme, voir Pascal Boniface, *Je t'aimais bien tu sais : le monde et la France : le désamour ?*, Paris, Max Milo, 2017, ou Michel Duclos, « Gaullo-mitterrandisme contre néo-conservateurs français : un vrai-faux débat ? », Paris, Institut Montaigne, août 2017 ou Justin Vaisse, « Le Passé d'un oxymore. Le débat français de politique étrangère », Paris, *Esprit* n° 439, novembre 2017 ; « La réponse d'Hubert Védrine, Christian Lequesne et Pascal Boniface », Paris, *Esprit* n° 440, janvier 2018 ou Pascal Boniface, « Le Gaullo-mitterrandisme : un concept toujours pertinent », Paris, *La Revue internationale et stratégique*, n° 109, 2018.

9.*Le Monde*, 3 novembre 2018.

De l'occidentalisme au multilatéralisme

La notion de monde occidental est-elle tout simplement encore pertinente ? Pour beaucoup de ceux qui vont lire ce livre (ou refuseront de le faire à la seule lecture de son titre), poser la question est sacrilège. Comme aurait pu paraître sacrilège le fait de remettre en cause le concept de monde chrétien et ses combats au XII^e siècle ? Il est temps de se libérer de la toile civilisationnelle et d'en profiter pour adopter une vision plus ouverte, adéquate et adaptée à la fois à nos intérêts et aux réalités stratégiques actuelles.

Nous ne sommes plus dans les années de la guerre froide. Durant celle-ci, le monde occidental, opposé au bloc communiste dont il craignait l'expansionnisme asservissant, était une entité géopolitique cohérente qui menait un combat justifié pour préserver sa liberté. Dirigé et dominé par les États-Unis, il n'était pas pour autant uniquement composé de démocraties. Le Portugal de Salazar était membre de l'OTAN, la Grèce des Colonels pas plus que la Turquie, alors dirigée par une junte militaire, n'ont été mises à l'écart. L'Espagne de Franco était liée par des accords de sécurité bilatéraux avec Washington. Et de nombreuses dictatures du Sud y étaient rattachées. Comme on l'a vu, le monde occidental n'a pas eu que des politiques vertueuses et a même commis de nombreux méfaits, voire certains crimes. Dans le Sud, il n'était donc pas toujours positivement perçu. Les discours sur la démocratie s'accompagnaient souvent de politique de puissance et d'intervention militaire. La notion d'ingérence était perçue comme une façon de remettre en cause des indépendances chèrement acquises. Certes, des satrapes jouaient parfois sur le rejet du monde occidental pour asseoir leurs dictatures. Encore faudrait-il s'interroger sur les raisons profondes du rejet que suscite le monde occidental. En dehors de ces cas, et contrairement à ce qu'avancent les occidentalistes¹, ce qui est reproché par le Sud n'est pas tellement le fait de revendiquer certaines valeurs, mais celui de les appliquer à géométrie variable. Il est peut-être temps de questionner ceux dont la bonne conscience occidentale vide de toute perspective globale, ces moralisateurs qui ne sont qu'ignorants ou cyniques.

Ceci mis à part, l'OTAN et la dissuasion américaine ont su endiguer l'URSS et maintenir la paix sur un continent européen habitué à être déchiré par les guerres. À maints égards, il valait mieux être à l'ouest

qu'à l'est du rideau de fer.

La notion de monde occidental était donc pertinente et bienvenue. Mais aujourd'hui ? La menace qui suscitait son union a disparu. Les pays qui la composent sont loin de former une entité cohérente – il suffit d'observer les gouvernements hongrois, polonais, tchèque ou italien pour s'en convaincre. Quelles valeurs communes partageons-nous avec ces leaders, pourtant élus démocratiquement ? Et le leader de ce même monde occidental ne semble lui-même plus trop croire à son existence ou à son intérêt, bien qu'il essaie d'en sauver les apparences.

Sur des sujets internationaux essentiels, il existe de nombreuses divergences entre l'Europe et le leader américain, voire au sein même de l'Europe.

Sur le réchauffement climatique – sujet majeur pour l'avenir de l'humanité –, les positions françaises sont plus proches de celles de la Chine que des États-Unis. Nous ne sommes pas non plus d'accord sur la manière de lutter contre le terrorisme (que la politique américaine a contribué à développer) ou sur la gouvernance mondiale. Sur la démarche à suivre pour gérer le monde ou le multilatéralisme, le monde occidental, loin d'être un bloc, est profondément divisé. Qu'il s'agisse de sécurité ou d'économie, des relations Nord-Sud ou du rôle des organisations internationales, marteler que nous sommes alliés n'en fait pas une réalité. Dossier après dossier, c'est loin d'être évident. Les États-Unis nous traitent parfois comme des adversaires, souvent comme des supplétifs. Ne faudrait-il pas arrêter de tendre l'autre joue ? En octobre 2018, le gouvernement belge annonçait l'achat de F35 américains, au lieu de privilégier les avions européens (Eurofighters et Rafales). Donald Trump pouvait triompher. Les humiliations et insultes n'ont pas conduit à la révolte, mais à la soumission.

Pourquoi demeurer encalminé dans un ensemble dont nous ne partageons en réalité ni la conception ni les intérêts ? Sur de nombreux sujets, la France comme l'Allemagne ou d'autres partenaires européens ont plus en commun avec certains pays non occidentaux qu'avec certains pays occidentaux, États-Unis en tête. Nous restons dans cet ensemble par habitude ou contrainte, par crainte du changement, par paresse intellectuelle ou par conformisme stratégique. Le poids des habitudes et le conditionnement psychologique pèsent plus lourd que celui de nos intérêts réels et actuels. C'est dans les organisations internationales – ONU, OSCE, etc. – que nous devons déployer notre diplomatie, par l'étude au cas par cas des nations avec lesquelles nous partageons valeurs et intérêts.

N'est-il pas temps de sortir de l'engoncement de cette prison idéologique ? De cette accoutumance à une situation historique révolue ? De ce somnambulisme stratégique ? N'est-il pas temps de se réveiller ? Les certitudes géopolitiques datent d'un autre temps. Il convient de réaliser et de tenir compte du fait que l'émergence de nombreux pays sur la scène internationale a changé le monde... Il existe un réel risque que dans un mouvement réfléchi, conscient et mimétique, l'OTAN poursuive sa course folle pour continuer à exister, prospérer et expandre sans fin son territoire et ses missions. Pour l'OTAN, la recherche de la sécurité passe par un horizon qui s'éloigne autant que l'on s'en approche. L'OTAN a inventé la course à la sécurité perpétuelle qui produit de l'insécurité et qui lui permet de pérenniser son existence. Demander à ses responsables institutionnels s'ils sont pour la diminution des tensions en Europe (et dans le monde) équivaut à demander aux dindes si elles votent pour Noël...

Au cours de la campagne électorale qui l'a vu accéder à la présidence, Emmanuel Macron s'est référé à plusieurs reprises au gaullio-mitterrandisme. Il a largement mis en avant le credo européen. *Words, words, words* ou véritable conviction ? En ce dernier cas, il a grâce à Trump une opportunité unique. Tout comme celle de De Gaulle lorsqu'il s'est retiré des organes militaires intégrés de l'OTAN ou comme celle de François Mitterrand quand il fut le seul dirigeant européen à s'opposer au programme de « guerre des étoiles » de Ronald Reagan, sa main ne doit pas trembler. Il se trouve au pied du mur. On verra quel genre de maçon – ou architecte – il est.

Lyndon B. Johnson, 36^e président des États-Unis, apprenant la volonté française de quitter les organes militaires intégrés de l'Alliance, eut cette réaction : « Quand quelqu'un vous demande de partir de chez lui, vous ne discutez pas, vous reprenez votre chapeau et vous partez². » Peu après, Richard Nixon et Henry Kissinger reconnurent l'apport de la dimension française à la sécurité globale de l'Europe. Ronald Reagan dut accepter la présence de ministres communistes dans le gouvernement de François Mitterrand, la fourniture d'équipements français au Nicaragua dont il minait pourtant les ports et l'opposition frontale du président français à son programme phare de « guerre des étoiles ». Aucun président américain n'a eu de réactions aussi violentes que celles de Donald Trump à une époque où la garantie sécuritaire américaine était nécessaire.

Les États-Unis apparaissent aujourd'hui comme davantage porteurs d'insécurité (climat, guerre d'Irak, stratégie globale de tension, course aux armements) que de sécurité. Il est sans cesse rappelé notre dépendance vis-à-vis d'eux, notamment quand il s'agit de renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Notons tout d'abord

que leur politique, entre autres au Proche-Orient, a largement contribué à développer le terrorisme. Notons ensuite que lorsque la France a vivement critiqué cette politique (refus de participer militairement à la guerre en Irak), elle en était épargnée. Mais, même si nous tenions tête aux Américains sur d'autres points, pourraient-ils couper les contacts en matière de renseignement ? N'avons-nous à ce point aucune utilité pour eux ? Pourquoi se poser initialement en situation d'infériorité ? N'est-il pas temps pour l'Europe d'envoyer le signal que cette situation n'est plus acceptable ? Comment les faire changer de position si nous acceptons tout ? Et rester sans réaction face à Donald Trump ne revient-il pas à abandonner tous les Américains qui restent favorables au multilatéralisme ? N'opposer aucune résistance aux États-Unis, au moment où ces derniers mènent une politique unilatéraliste débridée, est-il le bon signal à envoyer ? Pas si nous voulons qu'ils reviennent un jour à une politique plus multilatéraliste. Pourquoi, dès lors, changeraient-ils d'attitude ? La Russie pose un défi stratégique indéniable, largement alimenté par la politique des États-Unis et de l'OTAN à son égard. Mais qu'elle soit une menace militaire est une fable inventée par l'OTAN pour justifier sa survie et son élargissement. Face à la volonté de Trump de porter atteinte à notre souveraineté, il faut bâtir une véritable autonomie stratégique européenne. Tous les pays européens ne suivront pas ; la volonté allemande d'y parvenir avec nous est capitale. Les Allemands sont outragés par l'attitude de Trump. S'ils craignent de voir se fermer les portes du marché américain, ils ne peuvent accepter d'être considérés comme un pays satellite par Washington. Pour être forte, la France a besoin d'une Allemagne qui le soit également.

Il faut bâtir une alliance des multilatéralistes. Les nations qui le défendent ne sont pas toutes occidentales, loin de là. Dossier par dossier, sujet par sujet, il faut travailler sur la constitution de cette alliance, appelée à se renforcer et à s'élargir en mettant en avant le coût négatif de l'unilatéralisme. Cette alliance n'est pas civilisationnelle, mais elle est volontaire et stratégique. Elle est par ailleurs mouvante. Le Brésil de Lula pouvait y participer, celui de Bolsonaro va la combattre. Mais, en dehors de certains pays de l'OTAN, d'autres, sur tous les continents, peuvent y participer, et le feront d'autant plus qu'elle se constitue en réelle alternative, élargit les perspectives et bouscule les engoncements idéologiques du passé. Si elles paraissent vertigineuses et ambitieuses, les possibilités existent, à moins d'être stratégiquement inhibées. Emmanuel Macron pourrait en prendre l'initiative. Ce n'est pas sans risque, comme ne l'était pas le fait de quitter les organes militaires intégrés de l'OTAN ou de combattre la « guerre des étoiles » (la France était alors menacée d'être mise à l'écart d'un immense bond en avant technologique). Ce

n'est pas facile face à des pays européens réticents et frileux, mais cela reste néanmoins indispensable.

Un moment de l'histoire a pris fin : celui où le monde occidental, avec ses qualités et ses défauts, correspondait à un ensemble géopolitique cohérent. Ce n'est plus le cas. Il ne faut pas avoir peur de prononcer son oraison funèbre plutôt que de psalmodier le thème des valeurs occidentales. Il est temps de bâtir autre chose et de créer des alliances sur la base du multilatéralisme.

En tant que Français, nous avons intérêt à dresser le constat de décès d'un monde aux alliances passéistes, nous obligeant à côtoyer des gens infréquentables et mettant notre sécurité en réel danger. Créons une alliance des nations multilatéralistes qui estiment que les solutions de force sont contre-productives et que le droit est plus la solution que le problème. Il faut s'émanciper du *monde occidental*, défendu par de trop nombreux responsables politiques et intellectuels dans un mélange d'intérêts, de paresse intellectuelle, de conformisme et d'absence de réflexion ouverte et à long terme. Comme Einstein l'avait dit, il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé. Il est temps de désintégrer les préjugés sur ce monde occidental et sur une France dont l'identité stratégique serait réduite et aurait, pour son plus grand intérêt, pour unique objectif d'être le meilleur second de son leader.

Paris, île de Batz, novembre 2018

1. Les occidentalistes ont succédé en grande partie aux atlantistes. Ils considèrent les valeurs du monde occidental comme supérieures à celles des autres civilisations et estiment – sans réfléchir aux causes – que ces dernières sont souvent menacées, notamment par l'islamisme et le terrorisme, par la Russie et par la Chine. Ils en tirent comme conséquence un inévitable ralliement aux États-Unis.

2. Cité par Alfred Grosser, *Les Occidentaux*, Paris, Fayard, 1978, p. 276.

Annexe 1

Fondations américaines présentes à l'international

[illegible]

Annexe 2

Principaux think tanks américains

Annexe 3

**Instructions données par François
Mitterrand à son porte-parole Jean
Musitelli au sommet de l'OTAN de 1991**

les 9 points
de la France à l'OTAN
A l'adresse de la presse
insister sur

- 1) notre solidarité multilatérale
(nous y avons participé)
- 2) notre sécheresse de rester hors du Commandement intégré
- 3) notre souhait de voir les puissances multilatérales avoir des centres de concertation. Il ne s'agit pas d'une conférence au lieu de la discussion
- 4) l'identité européenne affirmée par son rôle de sécurité et son rôle de complémentarité avec l'Alliance
- 5) le Traité de 1949 ne présente pas de champ géographique
sans un autre traité

6) En revanche il peut s'élargir
aux pays devenus démocratiques de
qui ont besoin de garanties de sécurité
dans des conditions
déterminées.

7) L'Alliance est bonne elle n'est
pas la droite Alliance.

L'expression "nouvelle mission politique
de l'OTAN" a besoin d'être précisée

8) L'Alliance a raison son domaine
est plus large que celui de l'OSCE
le domaine de la CEE est plus
étendu que celui de l'OECD -
Enfin les missions

9) L'Europe est une autre affaire
à se remettre en organisation la
où elle peut déjà le faire et là
où elle ne l'a pas fait encore.

Les neuf points de la France à la réunion de Rome de l'OTAN

À l'adresse de la presse, insister sur :

1. Notre solidarité militaire stratégique (nous y avons participé).
2. Notre décision de rester hors du commandement intégré.
3. Notre souhait de voir les 4 puissances nucléaires ayant des armes en Europe se concerter. Il ne s'agirait pas d'une conférence sur le désarmement.
4. L'identité européenne affirmée au sein d'un début de système de sécurité s'impose et est compatible et complémentaire avec l'Alliance.
5. Le Traité de 1949 ne pourrait s'appliquer hors de son champ géographique sans un autre traité.
6. En revanche, il peut s'élargir aux pays devenus démocratiques de l'Est soucieux de leur sécurité, dans des conditions à déterminer.
7. L'Alliance est bonne, elle n'est pas la Sainte-Alliance. L'expression « nouvelle mission politique de l'OTAN » a besoin d'être précisée.
8. L'Alliance a réussi : son domaine lui est propre, comme l'est le domaine de la CSCE, comme l'est le domaine de la CEE et plus particulièrement celui de l'UEO. Évitions les confusions.
9. L'Europe entière doit être appelée à se rencontrer et à s'organiser, là où elle peut déjà le faire, et là où elle ne l'a pas fait encore.

Table des matières

Introduction

La toile civilisationnelle

PARTIE 1 – DÉPENDANCE ET SOUMISSION DE L'EUROPE

Chapitre 1

Trump : *make America or Europa great again* ?

Chapitre 2

La dépendance heureuse

Chapitre 3

Une dépendance remise en cause

Chapitre 4

Dépendance inutile, dépendance renforcée

Chapitre 5

Sous influence

Chapitre 6

Au nom de la démocratie

Chapitre 7

Double standard et indignation sélective

PARTIE 2 – SORTIR DE LA DÉPENDANCE

Chapitre 8

Poutine : ni allié, ni ennemi

Chapitre 9

Un système de défense au service de l'insécurité

Chapitre 10

Ukraine, Syrie : torts exclusifs ?

Chapitre 11

Le multilatéralisme élargit l'Atlantique

Chapitre 12

Taxation sans représentation

Chapitre 13

Alliés ou vassaux ?

Conclusion

De l'occidentalisme au multilatéralisme

Annexe 1

Annexe 2

Annexe 3

Merci d'avoir choisi ce livre Eyrolles. Nous espérons que sa lecture vous a intéressé(e) et inspiré(e).

Nous serions ravis de rester en contact avec vous et de pouvoir vous proposer d'autres idées de livres à découvrir, des nouveautés, des conseils, des événements avec nos auteurs ou des jeux-concours.

Intéressé(e) ? Inscrivez-vous à notre lettre d'information.

Pour cela, rendez-vous à l'adresse go.eyrolles.com/newsletter ou flashez ce QR code (votre adresse électronique sera à l'usage unique des éditions Eyrolles pour vous envoyer les informations demandées) :



Merci pour votre confiance.

L'équipe Eyrolles

P.S. : Chaque mois, 5 lecteurs sont tirés au sort parmi les nouveaux inscrits à notre lettre d'information et gagnent chacun 3 livres à choisir dans le catalogue des éditions Eyrolles. Pour participer au tirage du mois en cours, il vous suffit de vous inscrire dès maintenant sur go.eyrolles.com/newsletter (règlement du jeu disponible sur le site).

COMPRENDRE LE MONDE

avec **PASCAL BONIFACE**
Géopolitologue / Directeur de l'IRIS



> Un blog

Suivre au plus près les activités de Pascal Boniface et avoir son **éclairage** sur l'**actualité internationale**.

www.pascalboniface.com

> Un podcast

L'émission qui décrypte chaque **semaine**, à travers un entretien, un thème **géopolitique** en toute **liberté**.



SoundCloud



Chaine YouTube



iTunes



App Podcasts

Aller plus loin sur www.iris-france.org

L'IRIS est un **think tank** français travaillant sur les thématiques **géopolitiques** et **stratégiques**. L'association est organisée autour de quatre pôles d'activité : la **recherche**, la **publication**, la **formation** et l'organisation d'événements.

IRIS SUP[®], l'école de l'IRIS, forme plus de **400 étudiants** par an dans des domaines d'expertise variés : l'analyse **stratégique**, l'intelligence **économique**, l'**humanitaire** et la **défense**. Ses formations sont **reconnues par l'État** (titres de niveau I - bac+5).



Pour suivre toutes les nouveautés numériques du Groupe Eyrolles,
retrouvez-nous sur Twitter et Facebook



[@ebookEyrolles](https://twitter.com/ebookEyrolles)



[EbooksEyrolles](https://www.facebook.com/EbooksEyrolles)

Et retrouvez toutes les nouveautés papier sur



[@Eyrolles](https://twitter.com/Eyrolles)



[Eyrolles](https://www.facebook.com/Eyrolles)